

Le journal des



Marchés Publics

Public Contracts Journal

Bulletin d'Annonces des Marchés Publics / Public Contracts Bulletin - Directeur de Publication Joseph NGO

Regulation 2.0
Open Contracting
eJDM
Pridesoft
Mobile
e-CNE
Transparence
e-Regulation
e-Governance



Gratuit sur Google play

SANTE PUBLIQUE

01

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

07

EDUCATION

08

ADMINISTRATION

06

ECONOMIE

02

RURAL

02

GOVERNANCE PUBLIQUE

05

NON DEFINIS

04

N° 2340

2 Juillet 2021

2 July 2021

5:50 PM/17H:50

B.P: 6604 Yaoundé - Cameroun
Fax : 222 206 043 / 222 203 326
Tél : 222 201 803 / 222 200 008 / 222 200 009

E-mail : infos@armp.cm
Internet : www.armp.cm

à Timbrer

PUBLICITÉ

Service e-JDM

JDM Electronique



Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE

CNE Electronique



Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Prestataire

Raison Sociale(*) :

N° Carte Contribuable(*) :

N ° Registre de Commerce(*) :

Statut Juridique(*) : ETS SARL SA

Type Entreprise(*) : TPE PE PME PMI GE

Capital (chiffres en FCFA):

Localisation

Pays : Ville :

Adresse(**) : B.P. :

Tél. (*): Fax :

E-mail(*) :

Site web :

Information sur la Commande Publique

Type Procédure(*) : AOIO AOIR AONO AONR BC DC DP AMI/ASMI GG

Exercice(*) :

Référence(*) :

Maître d'Ouvrage(*) : Autorité Contractante :

Objet(*) :

Montant(en chiffres) (*) :

Date Signature(*) :

Information sur le Paiement

Etablissement Bancaire(*) : Express Union (N° 91190008943026) CC EC-SA (N° 100-017265-314-30) BICEC (N° 97568660005/16)

Banque Atlantique (N° 9510173000510) SCB-CAMEROUN (N° 9000019311691) Paierie Générale

N° Reçu Versement/Virement(*) :

Date de Versement(*) :

Documents Joint à la Demande

Original Reçu Versement/Virement(*) : Oui Non | Copie Carte Contribuable : Oui Non

Copie de la Commande Publique (BCA, AAO) (*) : Oui Non | Copie Registre de Commerce : Oui Non

(*) Champs à remplir obligatoirement.
(**) quartier, rue, etc....



SOMMAIRE

RESUME DES CONSULTATIONS

1	Reference	035/AONO/MINTP/CIPM-TERI/2021 du 28/06/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 035 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2021 DU 28/06/2021 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE AUX PRODUITS STABILISANTS DE CERTAINES ROUTES NATIONALES ET RÉGIONALES EN TERRE DANS LE RÉSEAU SUD, RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD, PROGRAMME 2021. FINANCEMENT : BUDGET MINTP - LIGNE FONDS ROUTIER - EXERCICES 2021 ET SUIVANTS. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, MAÎTRE D'OUVRAGE, LANCE POUR LE COMPTE DE L'ÉTAT DU CAMEROUN, UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUS INDIQUÉS.
	Nature de prestation	Routes et Infrastructures Routières
	Date de cloture	27-07-2021
2	Reference	COMMUNIQUÉ Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUÉ N°008/C/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N011/AONO/C-NGOG MAPUBI/CIPM/2021 DU 05 MAI EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE DE CERTAINES ROUTES COMMUNALES EN TERRE DANS LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI TRONÇON : LIMAÏ-LIHEMBE Y COMPRIS LA TRANSFORMATION D'UN PLATELAGE EN BOIS EN TABLIER DÉFINITIF SUR LA RIVIÈRE GRAND POUGUE. LONG: 3.310 KM (PROGRAMME ANNUEL 2021) MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021
	Nature de prestation	Routes et Infrastructures Routières
	Date de cloture	N/A
3	Reference	N°006/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 Lire
	Titre/objet	DÉCISION N°006/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT ATTRIBUTION DÉFINITIVE DE LA LETTRE COMMANDE RELATIVE AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°006/AONO/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NGOG-MAPUBI/CIPM/21 DU 28 AVRIL 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'ECOLE PUBLIQUE DE NGOG BASSONG DANS LA COMMUNE DE NGOG MAPUBI, DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, RÉGION DU CENTRE ; MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	N/A
4	Reference	11/AONR/MINESUP/PRO-ACTP/CIPM/2021 DU 30 JUIN 2021 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 11/AONR/MINESUP/PRO-ACTP/CIPM/2021 DU 30 JUIN 2021 RELATIF AU RECRUTEMENT DES BUREAUX D'ETUDES CHARGES DE LA MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES BLOCS PEDAGOGIQUES DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENS) DE BERTOUA, DE LA FACULTE DE MEDECINE ET DES SCIENCES BIOMEDICALES (FMSB) DE GAROUA ET DU BLOC PEDAGOGIQUE POLYVALENT DE L'ECOLE GEOLOGIE ET D'EXPLOITATION MINIERE (EGEM) DE L'UNIVERSITE DE NGAOUNDERE EN TROIS (3) LOTS DISTINCTS. FINANCEMENT : BIP/MINESUP - EXERCICES 2021 ET SUIVANTS
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	03-08-2021

RESUME DES CONSULTATIONS

5	Reference 001702/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 Lire Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°001702/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA SÉLECTION D'UN ET/OU DES CABINETS, BUREAUX D'ÉTUDES OU ENTREPRISES EN VUE DE L'ÉLABORATION DES PLANS D'ORGANISATION DES SECOURS (PLANS ORSEC) DES DÉPARTEMENTS DE LA BÉNOUÉ, DE LA BOUMBA-ET-NGOKO ET DU MAYO-REY. Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture 27-07-2021
----------	---

6	Reference N°_012 C/BMN/RAF/RH Lire Titre/objet COMMNIQUE N°_012 C/BMN/RAF/RH DU_29 JUIN 2021_____PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°005/AONR/BMN/CIPM/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE DE SERVICES EN INGENIERIE INFORMATIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION DU BMN Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture N/A
----------	---

7	Reference 012/D/MIPROMALO/DG/DAG/SDBC/SM/21 Lire Titre/objet PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS D'ATTRIBUTION DUDAO NO008/AONO/MIPROMALO/DG/CIPM/DAG/SDBC/SM DU 20/04/2021 POUR LA FOURNITURE DES ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES À LA MIPROMALO EN DEUX (02) LOTS (EN PROCÉDURE D'URGENCE) Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture N/A
----------	---

8	Reference N°005/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 Lire Titre/objet DÉCISION N°005/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT ATTRIBUTION DÉFINITIVE DE LA LETTRE COMMANDE RELATIVE AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°005/AONO/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NGOG-MAPUBI/CIPM/21 DU 28 AVRIL 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE A ÉCOLE MATERNELLE DE NDJOCK-NKONG DANS LA COMMUNE DE NGOG MAPUBI, DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, RÉGION DU CENTRE ; MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021 Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs Date de cloture N/A
----------	--

9	Reference 020/D/FEICOM/DG Lire Titre/objet POUR L'ACQUISITION DES INSTRUMENTS DE MESURE PAR LE FEICOM Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture N/A
----------	---

10	Reference 01/A/CIPM/CABAFII/2021 Lire Titre/objet DEMANDE DE COTATION N°02/DC/CIPM/BAFLL/2021 DU 15/06/2021 POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DU CSI DE BAPI ET DU CSI DE BAYE ARRONDISSEMENT DE BAFOUSSAM IP DEPARTEMENT DE LA MIFI - REGION DE L'OUEST.PAGE 06AVIS DE CONSULTATION CRITÈRES ÉLIMINATOIRES Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture N/A
-----------	---



RESUME DES CONSULTATIONS

11	Reference 02/2021/ONIT/MAYOR/KONYECOUNCIUITB/2021 Lire Titre/objet OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 02/2021/ONIT/MAYOR/KONYECOUNCIUITB/2021 OF 21/06/2021 FOR THE PROVISION OF SOLAR STREET LIGHTS IN KONYE METROPOLIS Nature de prestation Autres Infrastructures Date de cloture 13-07-2021
-----------	---

12	Reference 38/ASMI/MINTP/2021 DU 29 JUIN 2021 Lire Titre/objet AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 38/ASMI/MINTP/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA REALISATION DE L'ETUDE RELATIVE A LA MISE EN CONCESSION DE CERTAINES SECTIONS DE ROUTES SUR LE RESEAU ROUTIER CAMEROUNAIS EN VUE DE LEUR MAINTENANCE LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, MAÎTRE D'OUVRAGE, LANCE POUR LE COMPTE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN, UN AVIS DE SOLlicitation À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (ASMI) À L'INTENTION DES CONSULTANTS (FIRMES) NATIONAUX OU INTERNATIONAUX QUI DÉSIRENT PARTICIPER À LA PRÉ-QUALIFICATION POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE SUS-INDIQUÉE. L'OBJECTIF EST D'APPUYER LE MINTP DANS LA MISE EN PLACE DE CONTRATS DE CONCESSION SUR UNE LONGUE DURÉE, QUI POURRAIENT NOTAMMENT ÊTRE BASÉS SUR DES NIVEAUX DE SERVICE (OU OBLIGATIONS DE PERFORMANCE) AFIN DE CONCOURIR À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES VISÉS. LES PRESTATIONS SERONT FINANCÉES PAR LE BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2021. Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture 30-07-2021
-----------	---

13	Reference 009/C/MIPROMALO/DG/DAG/SDBC/SM/21 Lire Titre/objet PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS D'ATTRIBUTION DU DAO NO008/AONO/MIPROMALO/DG/CIPM/DAG/SDBC/SM DU 20/04/2021 POUR LA FOURNITURE DES ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES À LA MIPROMALO EN DEUX (02) LOTS (EN PROCÉDURE D'URGENCE) Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture N/A
-----------	--

14	Reference 003/CPR/ FEICOM/DG Lire Titre/objet PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN VUE DU TRAITEMENT DES ARCHIVES COLLECTEES DANS LES ENTREPOTS DU FEICOM Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture N/A
-----------	---

15	Reference 001/C/FEICOM/DG/2021 Lire Titre/objet DECLARANT INFRACTUEUX LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES N°014/AONO/FEICOM/CIPM/2021 DU 26 AVRIL 2021 POUR LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE L'IMMEUBLE SIEGE DU FEICOM. Nature de prestation N/A Date de cloture N/A
-----------	---

RESUME DES CONSULTATIONS

16	Reference 011/D/MIPROMALO/DG/DAG/SDBC/SM/21 Lire Titre/objet PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS D'ATTRIBUTION DU DAO NO008/AONO/MIPROMALO/DG/CIPM/DAG/SDBC/SM DU 20/04/2021 POUR LA FOURNITURE DES ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES À LA MIPROMALO EN DEUX (02) LOTS (EN PROCÉDURE D'URGENCE) Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture N/A
-----------	--

17	Reference 21-00263/C/MINESUP/SG/PRO-ACTP/RAF/EY Lire Titre/objet COMMUNIQUE N° 21-00263/C/MINESUP/SG/PRO-ACTP/RAF/EY DU 30 JUIN 2021 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS D'UN APPEL D'OFFRES Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs Date de cloture N/A
-----------	--

18	Reference 000403/C/MPT/UCP-CAB/SPM/2021 Lire Titre/objet COMMUNIQUE N° 000403/C/MPT/UCP-CAB/SPM/2021 DU 02 JUIN 2021 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 00000013/AONO//MPT/CEP-UCP-CAB/CSPM/2019 POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET BUREAUTIQUES POUR LES TCP, CEAC ET CPFF.FINANCEMENT : FEMFONDS DE CONTRE PARTIE DE L'EXERCICE 2020 Nature de prestation N/A Date de cloture N/A
-----------	---

19	Reference N°007/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 Lire Titre/objet DÉCISION N°007/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU MARCHÉ RELATIF AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°011/AONO/C-NGOG MAPUBI/CIPM/2021 DU 05 MAI EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE DE CERTAINES ROUTES COMMUNALES EN TERRE DANS LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI TRONÇON : LIMAÏ-LIHEMBE Y COMPRIS LA TRANSFORMATION D'UN PLATELAGE EN BOIS EN TABLIER DÉFINITIF SUR LA RIVIÈRE GRAND POGUE. LONG: 3.310 KM (PROGRAMME ANNUEL 2021); MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021 Nature de prestation Routes et Infrastructures Routières Date de cloture N/A
-----------	--

20	Reference 021/D/FEICOM/DG Lire Titre/objet POUR L'ACQUISITION DES PIÈCES DE RECHANGE DU PARC INFORMATIQUE AU FEICOM Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture N/A
-----------	---

21	Reference ADDITIF RECTIFICATIF N°01 Lire Titre/objet ADDITIF RECTIFICATIF N°01 DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 21-007 /AONO/APME/DG/CIPM/2021 DU 14 JUIN 2021 (EN PROCÉDURE D'URGENCE) POUR LA FOURNITURE DE DEUX (02) VEHICULES TYPE PICK-UP 4X4 DOUBLE CABINES A L'AGENCE DE PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DESTINES AU PROGRAMME START AND IMPROVE YOUR BUSINESS FINANCEMENT : BUDGET APME – EXERCICE 2021 Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture N/A
-----------	--



RESUME DES CONSULTATIONS

22

Reference	020/C/FEICOM/DG Lire
Titre/objet	PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°011/DC/FEICOM/CIPM /2021 DU 21 MAI 2021, POUR L'ACQUISITION DES INSTRUMENTS DE MESURE PAR LE FEICOM.
Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
Date de cloture	N/A

23

Reference	037/AONO/MINTP/CIPM-TERI/2021 du 28/06/2021 Lire
Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 037 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2021 DU 28/06/2021 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE AUX PRODUITS STABILISANTS DE CERTAINES ROUTES NATIONALES ET RÉGIONALES EN TERRE DANS LE RÉSEAU OUEST, RÉGIONS DE L'OUEST ET DU NORD-OUEST, PROGRAMME 2021. FINANCEMENT : BUDGET MINTP- LIGNE FONDS ROUTIER – EXERCICES 2021 ET SUIVANTS. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, MAÎTRE D'OUVRAGE, LANCE POUR LE COMPTE DE L'ÉTAT DU CAMEROUN, UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUS INDIQUÉS.
Nature de prestation	Routes et Infrastructures Routières
Date de cloture	28-07-2021

24

Reference	003/ASMI/MINEPAT/PROLAC/SPM/2021 du 16 juin 2021 Lire
Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATIONS D'INTERET N°003/ASMI/MINEPAT/PROLAC/SPM/2021 DU 16 JUIN 2021 RELATIF AU RECRUTEMENT (I) D'UN AGENT DE LIAISON ET (II) DE SIX (06) CHAUFFEURS AU PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD (PROLAC). NOM DU PAYS : CAMEROUN ; NOM DU PROJET : PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD INTITULÉ DES MISSIONS DES CONSULTANTS : RECRUTEMENT D'UN AGENT DE LIAISON ET DE SIX (06) CHAUFFEURS. CRÉDIT IDA NUMÉRO : 6643-CM NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU PROJET P161706
Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
Date de cloture	19-07-2021

25

Reference	002/ASMI/MINEPAT/PROLAC/SPM/2021 Lire
Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATIONS D'INTERET N°002/ASMI/MINEPAT/PROLAC/SPM/2021 DU 16 JUIN 2021 POUR LE RECRUTEMENT (I) D'UN (E) ASSISTANT (E) EN SUIVI-ÉVALUATION, (II) D'UN (E) ASSISTANT (E) ADMINISTRATIF (VE) ET FINANCIER (E), (III) D'UN (E) ASSISTANT (E) DU COORDONNATEUR NATIONAL, (IV) D'UN ASSISTANT (E) AU SPÉCIALISTE EN PASSATION DES MARCHÉS, (V) D'UN (E) ASSISTANT (E) AU SPÉCIALISTE EN AGRICULTURE; (VI) D'UN (E) ASSISTANT (E) AU RESPONSABLE EN INFRASTRUCTURES, (VII) D'UN (E) ASSISTANT(E) AU RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN DE MAROUA DU PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD (PROLAC). NOM DU PAYS : CAMEROUN NOM DU PROJET : PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD INTITULÉ DES MISSIONS DES CONSULTANTS : RECRUTEMENT D'UN(E) ASSISTANT(E) EN SUIVI-ÉVALUATION, D'UN(E) ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF(VE) ET FINANCIER(E), D'UN(E) ASSISTANT(E) DU COORDONNATEUR NATIONAL, D'UN ASSISTANT(E)AU SPÉCIALISTE EN PASSATION DES MARCHÉS, D'UN(E) ASSISTANT(E) AU SPÉCIALISTE EN AGRICULTURE ; D'UN(E) ASSISTANT(E) AU RESPONSABLE EN INFRASTRUCTURES, D'UN(E) ASSISTANT(E) AU RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN DE MAROUA. CRÉDIT IDA NUMÉRO : 6643-CM NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU PROJET P161706
Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
Date de cloture	19-07-2021

RESUME DES CONSULTATIONS

26	Reference	001/ASMI/MINEPAT/PROLAC/SPM/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATIONS D'INTERET N°001/ASMI/MINEPAT/PROLAC/SPM/2021 DU 16 JUIN 2021 RELATIF AU RECRUTEMENT (I) D'UN(E) SPÉCIALISTE EN AGRICULTURE, (II) D'UN(E) SPÉCIALISTE CHARGÉ (E) DE LA GESTION DES CONNAISSANCES, (III) D'UN(E) RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN ET (IV) D'UN (E) AUDITEUR (TRICE) INTERNE AU PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD (PROLAC). NOM DU PAYS : CAMEROUN : NOM DU PROJET : PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD INTITULÉ DES MISSIONS DES CONSULTANTS : RECRUTEMENT D'UN(E) SPÉCIALISTE EN AGRICULTURE, D'UN(E) SPÉCIALISTE CHARGÉ(E) DE LA GESTION DES CONNAISSANCES, D'UN(E) RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN ET D'UN(E) AUDITEUR (TRICE) INTERNE. CRÉDIT IDA NUMÉRO : 6643-CM NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU PROJET : 161706
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	19-07-2021

27	Reference	0001701ACDCPU/MINAT/CIPM/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE N°0001701ACDCPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA FOURNITURE DES LICENCES DES LOGICIELS PROPRIETAIRES AU PROFIT DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	19-07-2021

28	Reference	001700/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°001700/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 RELATIF A LA REALISATION DES ETUDES EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN VIRTUAL PRIVATE NETWORK (VPN) ENTRE LES DIX (10) SERVICES DE GOUVERNEURS DE RÉGIONS ET LE MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	22-07-2021

29	Reference	011/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°011/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2021 DU 02 JUILLET 2021 POUR LES ÉTUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES EN VUE DE LA CONSTRUCTION DE 12 SALLES DE CLASSE EN R+2 À L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TRAVAUX PUBLICS (CMTP DE GAROUA).FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP EXERCICE 2021
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	28-07-2021

30	Reference	020/C/FEICOM/DG Lire
	Titre/objet	PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°011/DC/FEICOM/CIPM /2021 DU 21 MAI 2021, POUR L'ACQUISITION DES INSTRUMENTS DE MESURE PAR LE FEICOM.
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

31	Reference	210220/C/MINESUP/SG/PRO-ACTP/RAF/EY/2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 210220/C/MINESUP/SG/PRO-ACTP/RAF/EY/2021 DU 02 MARS 2021 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS D'UN AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A



RESUME DES CONSULTATIONS

32	Reference	002/CPR/FEICOM/DG Lire
	Titre/objet	PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA PREQUALIFICATION DES BUREAUX D'ETUDE TECHNIQUES ET D'INGENIERIE EN VUE D'ASSURER LA MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE DEVANT ABRITER LES SERVICES DE L'AGENCE REGIONALE FEICOM DU LITTORAL
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

33	Reference	021/C/FEICOM/DG Lire
	Titre/objet	PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°010/DC/FEICOM/CIPM /2021 DU 21 MAI 2021, POUR L'ACQUISITION DES PIECES DE RECHANGE DU PARC INFORMATIQUE AU FEICOM
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

34	Reference	N° 012 C/BMN/RAF/RH Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 012 C/BMN/RAF/RH DU 29 JUILLET 2021 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°005/AONR/BMN/CIPM/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE DE SERVICES EN INGENIERIE INFORMATIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION DU BMN
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

35	Reference	21-00264/C/MINESUP/SG/PRO-ACTP/RAF/EY Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 21-00264/C/MINESUP/SG/PRO-ACTP/RAF/EY DU 30 JUILLET 2021 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS D'UN APPEL D'OFFRES
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	N/A

36	Reference	COMMUNIQUÉ N° 02/C/MAYOR/KONYE COUNCIL/ITB/2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUÉ N° 02/C/MAYOR/KONYE COUNCIL/ITB/2021
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

RESUME DES CONSULTATIONS

Reference [N°09/MBONGE COUNCIL/MEME/ITB/2021](#) [Lire](#)

37

Titre/objet
 DECISION N°09/MBONGE COUNCIL/MEME/ITB/2021 OF 16." JUNE 2021. BEARING ON THE PUBLICATION OF RESULTS FOR JOBBING ORDER RELATING TO TENDER N° 07/ONIT/MBONGE COUNCIL/MEME/ITB/2021 OF 21ST APRIL 2021 FOR THE CONSTRUCTION OF A CULTURAL CENTRE AT BIG NGANJO IN MBONGE SUB- DIVISION, SOUTH WEST REGION PROJECT OWNER: MAYOR OF MBONGE COUNCIL (CONTRACTING AUTHORITY). FUNDING: MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND LOCAL DEVELOPMENT (PIFS 2021) THE MAYOR OF MBONGE COUNCIL MINDFUL OF: THE CONSTITUTION; MINDFUL OF: THE DECREE N ' 2018/366 OF 20'H JUNE 2018 TO INSTITUTE THE PUBLIC CONTRACTS CODE; MINDFUL OF: DECREE N° 2011/408 OF 09 DECEMBER 2011 ORGANIZING THE GOVERNMENT; MINDFUL OF: DECREE N° 2011/412 OF 09 DECEMBER ORGANIZING THE PRESIDENCY OF THE REPUBLIC; MINDFUL OF. DECREE 2011/410 OF 9 DECEMBER 2011 FORMING THE GOVERNMENT MINDFUL OF: DECREE N° 2012/074 OF 08 MARCH 2012 RELATING TO THE SETTING UP, ORGANIZING AND FUNCTIONING OF THE TENDERS BCJAR.,.1 MINDFUL OF: ORDER NA 000304/0/MINDDEVEL OF 9TH MARCH 2020 TO ESTABLISH THE ELECTION OF THE MAYOR AND DEPUTY MAYORS ALTER THE MUNICIPAL ELECTION OF 09' FEBRUARY 2020 IN MBONGE COUNCIL, CONFIRMING CHIEF DANIEL MATTA MOKAMBE AS MAYOR OF MBONGE COUNCIL; MINDFUL OF: CIRCULAR N°001/CAB/PR OF 19 JUNE 2012 ON THE AWARD, THE CONTROL OF EXECUTION OF PUBLIC CONTRACTS; MINDFUL OF: CIRCULAR LETTER N° 0005/CL/MINMAP/CAB OF OR LUNE, 2018 TO SPECIFY INTERIM MEASURES TO BE IMPLEMENTED FOLLOWING THE SIGNING AND PUBLICATION OF DECREE 2018/366 OF 20 JUNE 2018 TO INSTITUTE THE PUBLIC CONTRACTS CODE. MINDFUL OF: THE CIRCULAR N° 00000242/C/MINFI OF 30' DECEMBER 2020 ON INSTRUCTIONS RELATING TO THE EXECUTION OF FINANCE LAW, THE MONITORING AND CONTROL OF THE EXECUTION OF THE BUDGET OF THE STATE AND OTHER PUBLIC ENTITIES, FOR THE 2021 FINANCIAL YEAR. MINDFUL OF: TENDER N° 07/ONIT /MBONGE COUNCIL/MEME /ITB/2021 OF 2V' APRIL 2021; MINDFUL OF: THE REPORT OF THE SUB TECHNICAL COMMISSION; MINDFUL OF: THE AWARD PROPOSAL MADE BY THE MBONGE COUNCIL INTERNAL TENDERS BOARD OF R JUNE 2012; ARTICLE 1: THAT THE CONSTRUCTION OF A CULTURAL CENTRE AT BIG NGANJO IN MBONGE SUB-DIVISION, SOUTH WEST REGION HAS BEEN AWARDED AS FOLLOWS:

Nature de prestation N/A

Date de cloture N/A

Reference [869/V4/323/IDM/SG/MC](#) [Lire](#)

38

Titre/objet
 DECISION NO. 07/MAMFE COUNCIL/2021 RELATING TO THE TENDER FILE FOR THE REHABILITATION OF G.P.S MAMFE TOWN GROUP I, MAMFE SUB DIVISION, MANYU DIVISION, SOUTH WEST REGION. TELE MAYOR OF M 1 FE COUNCIL, MINDFUL OF DECREE NO. 2018/366 OF 20 JUNE 2018 INSTITUTING THE PUBLIC CONTRACTS CODE MINDFUL OF DELIBERATION NO.012/2020 OF 30 JUNE, 2020 ELECTION OF MR. ROBERTSON TABENCHONG ASHU AS MAYOR OF MAMFE COUNCIL. I IEREYBY DFCIDES AS FOLLOWS: ARTICLE 1: THAT THE UNDER MENTION ENTERPRISE HAS BEEN RETAINED AS WINNER OF THE ABOVE TENDER

Nature de prestation N/A

Date de cloture N/A

Reference [COMMUNIQUÉ](#) [Lire](#)

39

Titre/objet
 COMMUNIQUÉ N°006/C/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°005/AONO/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NGOG-MAPUBI/CJPM/21 DU 28 AVRIL 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE A ÉCOLE MATERNELLE DE NDJOCK-NKONG DANS LA COMMUNE DE NGOG MAPUBI, DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, RÉGION DU CENTRE ; MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture N/A

Reference [00260/AONO/UYII/CIPM/2021](#) [Lire](#)

40

Titre/objet
 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°21/00260/AONO/UYII/CIPM/2021 DU 30 JUIN 2021 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA FOURNITURE DE CINQ (05) VEHICULES DES SERVICES CENTRAUX (LOT 1) ET D'UN VEHICULE DE LA FSJP (LOT 2) A L'UNIVERSITE DE YAOUNDE II FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ II EXERCICE 2021 IMPUTATION : 242-390001 222800 ET 242-390001 222801

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 26-07-2021

RESUME DES CONSULTATIONS

41	Reference 001/CI/FEICOM/DG/2021 Lire Titre/objet DECLARANT INFRACTUEUX LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES N°014/AONO/FEICOM/CIPM/2021 DU 26 AVRIL 2021 POUR LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE L'IMMEUBLE SIEGE DU FEICOM. Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs Date de cloture N/A
-----------	--

42	Reference N° 009 ___/D/BMN/RAF/RH Lire Titre/objet DECISION N° 009 ___/D/BMN/RAF/RH DU 29/JUIN/2021 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°005/AONR/BMN/CIPM/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE DE SERVICES EN INGENIERIE INFORMATIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION DU BMN Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles Date de cloture N/A
-----------	--

43	Reference COMMUNIQUÉ Lire Titre/objet COMMUNIQUÉ N°007/C/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°006/AONO/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NGOG-MAPUBI/CIPM/21 DU 28 AVRIL 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'ECOLE PUBLIQUE DE NGOG BASSONG DANS LA COMMUNE DE NGOG MAPUBI, DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, RÉGION DU CENTRE ; MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021 Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs Date de cloture N/A
-----------	---

44	Reference 021/C/FEICOM/DG Lire Titre/objet PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°010/DC/FEICOM/CIPM /2021 DU 21 MAI 2021, POUR L'ACQUISITION DES PIECES DE RECHANGE DU PARC INFORMATIQUE AU FEICOM Nature de prestation Approvisionnements Généraux Date de cloture N/A
-----------	--

45	Reference N°839/C/CUY/SG /2021 Lire Titre/objet COMMUNIQUE PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/CUY/CIPM/2021 DU 15 MARS 2021 POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ÉQUIPEMENT EN FEUX TRICOLORES DE CERTAINS CARREFOURS DANS LA VILLE DE YAOUNDÉ. Nature de prestation Autres Infrastructures Date de cloture N/A
-----------	--

46	Reference 010/C/RL/DSM/C.MK0/2021 DU 25/06/2021 Lire Titre/objet COMMUNIQUE N°010/C/RL/DSM/C.MK0/2021 DU 25/06/2021 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°10/AONO/C-MOUANKO/SG/C?PM/2029 DU 05/05/2021 RELATIF AUX TRAVAUX D'ACHÈVEMENT DE CONSTRUCTION DU PAVILLON D'HOSPITALISATION AU CMA DE MOUANKO, DÉPARTEMENT DE LA SANAGA MARITIME, RÉGION DU LITTORAL ; Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs Date de cloture N/A
-----------	--



RESUME DES CONSULTATIONS

47	Reference	N°833/C/CUY/SG /2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE RADIO -PRESSE
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	N/A

48	Reference	001699/AONOPU/CIPM/MINAT/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°001699/AONOPU/CIPM/MINAT/2021 DU 29 JUIN 2021 RELATIF À L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE BUREAUTIQUE DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	28-07-2021

49	Reference	004/C/MINEPIA/CDPM/2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 004/C/MINEPIA/CDPM/2021 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 004/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2020 DU 27 AVRIL 2021 RELATIF À L'ACQUISITION DES ALIMENTS GRANULÉS POUR LES UNITÉS DE PRODUCTION DE POISSON MARCHAND.
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	N/A

50	Reference	005/C/MINEPIA/CDPM/2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 005/C/MINEPIA/CDPM/2021 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 005/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2020 DU 27 AVRIL 2021 RELATIF À L'ACQUISITION ET INSTALLATION D'UNE UNITÉ DE FABRICATION D'ALIMENTS POUR POISSON.
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	N/A

51	Reference	N°838/C/CUY/SG /2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°011/AONO/CUY/CIPM/2021 DU 30 MARS 2021 POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UN SENTIER BOTANIQUE AU PARCOURS VITA DE YAOUNDÉ.
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	N/A

52	Reference	006/AONO/JO3-06/C-EMO/SG/STADU/CIPM/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°006/AONO/JO3-06/C-EMO/SG/STADU/CIPM/2021 DU 01/07/2021 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES TRONCONS DE ROUTE :1- ELIG-BITSETSA – EP DE NIGA – ABANG ESSONO – CARF. ENOBITA,2- EP DE NIGA – ETAKA (LIMITE MONATÉLÉ),3- EP DE NIGA – PONT SUR LA LEKIE (LIMITE OBALA)DANS LA COMMUNE D'ELIG-MFOMO, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE.
	Nature de prestation	Routes et Infrastructures Routières
	Date de cloture	23-07-2021

RESUME DES CONSULTATIONS

53

Reference [0004030/DAG/DG/PAD DU 01/07/2021](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUÉ N°0004030/DAG/DG/PAD DU 01/07/2021 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 089/AONO/PAD/CIPM-AS/2021 DU 28/04/2021 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR LE NETTOYAGE DE BUREAUX ET LOCAUX DU PORT AUTONOME DE DOUALA.-

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

54

Reference [001/C/MINEPIA/CDPM/2021](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 001/C/MINEPIA/CDPM/2021 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 001/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2020 DU27 AVRIL 2021 RELATIF À L'ACQUISITION DE DEUX (02) EMBARCATIONS EN FIBRE DE VERRE.

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

55

Reference [001704/AONOPU/MINAT/CIPM /2021](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°001704/AONOPU/MINAT/CIPM /2021 DU 29 JUIIN 2021 RELATIF À L'ACQUISITION DE DEUX (02) EMBARCATIONS A MOTEUR AU PROFIT DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 23-07-2021

56

Reference [476/CW/DG/2021 du 17/06/2021](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ COM N°: 476/CW/DG/2021 DU 17/06/2021 PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°012/AONO/CAMWATER/DG/CIPM/2021 DU 20/04/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE MAITRISE D'OEUVRE CHARGÉE DU CONTRÔLE ET DE LA SUPERVISION DES TRAVAUX D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DU CENTRE DE MOULOUNDOU.

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture N/A

57

Reference [003/C/MINEPIA/CDPM/2021](#) [Lire](#)

Titre/objet COMMUNIQUE N° 003/C/MINEPIA/CDPM/2021 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 003/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2020 DU27 AVRIL 2021 RELATIF À L'ACQUISITION D'UN VÉHICULE (PICK-UP).

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture N/A

58

Reference [001698/AONOPU/MINAT/CIPM/2021](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°001698/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIIN 2021 POUR LA SÉLECTION D'UN CABINET, BUREAU D'ÉTUDES OU D'UNE ENTREPRISE EN VUE DU DÉVELOPPEMENT D'UN LOGICIEL DE SUIVI DU TRAITEMENT DES DOSSIERS DE FRAIS DE RELÈVE AU PROFIT DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.

Nature de prestation Services et Prestations Intellectuelles

Date de cloture 20-07-2021



RESUME DES CONSULTATIONS

59	Reference	007/AONO/B/SDG/CRPM-ES/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°007 /AONO/B/SDG/CRPM-ES/2021 DU 25 JUIN 2021 POUR LES ETUDES GEOTECHNIQUES POUR LA CONSTRUCTION DE LA DELEGATION REGIONALE DE L'ÉDUCATION DE BASE.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	15-07-2021

60	Reference	N°839/C/CUY/SG /2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/CUY/CIPM/2021 DU 15 MARS 2021 POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ÉQUIPEMENT EN FEUX TRICOLORES DE CERTAINS CARREFOURS DANS LA VILLE DE YAOUNDÉ.
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

61	Reference	011/C/RL/DSM/C.MK0/2021 DU 25/06/2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N°011/C/RL/DSM/C.MK0/2021 DU 25/06/2021 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°12/AONO/MOUANKO/CIPM/2021 DU 05/05/2021 RELATIF AUX TRAVAUX D'EQUIPEMENT DU MARCHÉ DE NKAGANZOK EN INFRASTRUCTURES DE CONDITIONNEMENT (CHAMBRE FROIDE ET USINE À GLACE) DANS LA COMMUNE MOUANKO , DÉPARTEMENT DE LA SANAGA MARITIME, RÉGION DU LITTORAL ;
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	N/A

62	Reference	007/AONO/JO3.06/C-EMO/SG/STADU/CIPM/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/JO3.06/C-EMO/SG/STADU/CIPM/2021 DU _01/07/2021___ EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MINI ADDUCTION D'EAU A ELIG-MFOMO CENTRE URBAIN DANS LA COMMUNE D'ELIG-MFOMO, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE L'EXERCICE 2021, LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ELIG-MFOMO, MAITRE D'OUVRAGE, LANCE POUR LE COMPTE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE, UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA RÉALISATION LES OPÉRATIONS SUS-INDIQUÉES, EN LOT UNIQUE.
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	22-07-2021

63	Reference	001703/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N° 001703/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA SÉLECTION D'UN CABINET, BUREAU D'ÉTUDES OU D'UNE ENTREPRISE EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN LOGICIEL DE SUIVI DES DÉTENTEURS D'ARMES ET MUNITIONS AU PROFIT DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	21-07-2021

RESUME DES CONSULTATIONS

64	Reference	476/CW/DG/2021 du 17/06/2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ COM N°: 476/CW/DG/2021 DU 17/06/2021 PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°012/AONO/CAMWATER/DG/CIPM/2021 DU 20/04/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE MAÎTRISE D'OEUVRE CHARGÉE DU CONTRÔLE ET DE LA SUPERVISION DES TRAVAUX D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DU CENTRE DE MOULOUNDOU.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

65	Reference	450/CW/DG/2021 du 17/06/2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ CORN N°: 450/CW/DG/2021 DU 17/06/2021 PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/CAMWATER/DG/CIPM/2021 DU 16/03/2021 POUR LA FOURNITURE DES IMPRIMES COMMERCIAUX A LA CAMWATER.
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

66	Reference	0004030/DAG/DG/PAD DU 01/07/2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUÉ N°0004030/DAG/DG/PAD DU 01/07/2021 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 089/AONO/PAD/CIPM-AS/2021 DU 28/04/2021 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR LE NETTOYAGE DE BUREAUX ET LOCAUX DU PORT AUTONOME DE DOUALA.-
	Nature de prestation	Services et Prestations Intellectuelles
	Date de cloture	N/A

67	Reference	N°837/C/CUY/SG /2021 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°013/AONO/CUY/CIPM/2021 DU 15 AVRIL 2021 POUR LA FOURNITURE D'UN MINIBUS A LA COMMUNAUTE URBAINE DE YAOUNDE
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	N/A

68	Reference	022/ADC/CBO/SG/CIPM/2021 Lire
	Titre/objet	AVIS DE CONSULTATION DE DEMANDE DE COTATION N°022/ADC/CBO/SG/CIPM/2021 DU 25 JUIN 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX (02) HANGARS DE FOIN DANS LES LOCALITES DE NDOKAYO ET ZEMBE BORONGO, COMMUNE DE BEATARE OYA, DEPARTEMENT DU LOM ET DJREM, REGION DE L'EST
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	20-07-2021

69	Reference	0044/DIPL/ D12/SDBMM/SM Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N° 0044/DIPL/ D12/SDBMM/SM LE 30 JUIN 2021
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	N/A

#

RESUME DES CONSULTATIONS

70

Reference	447 /CW/DG/2021 du 14/06/2021 Lire
Titre/objet	COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION DE MARCHE CORN N°: 447 /CW/DG/2021 DU 14/06/2021 PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°010/AONO/CAMWATER/DG/CIPM/2021 DU 16/03/2021 POUR FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES ET CLIMATISEURS A LA CAMWATER (EN 02 LOTS).
Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
Date de cloture	N/A



MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 035 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2021 DU 28/06/2021 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE AUX PRODUITS STABILISANTS DE CERTAINES ROUTES NATIONALES ET RÉGIONALES EN TERRE DANS LE RÉSEAU SUD, RÉGIONS DU CENTRE ET DU SUD, PROGRAMME 2021. FINANCEMENT : BUDGET MINTP - LIGNE FONDS ROUTIER - EXERCICES 2021 ET SUIVANTS. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, MAÎTRE D'OUVRAGE, LANCE POUR LE COMPTE DE L'ÉTAT DU CAMEROUN, UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUS INDIQUÉS.

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de la campagne d'entretien des routes en terre pour l'exercice 2021, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux d'entretien périodique aux produits stabilisants de certaines routes nationales et régionales en terre dans le Réseau Sud, Régions du Centre et du Sud, programme 2021.

2. Consistance des prestations

Les travaux consisteront à l'entretien des routes concernées et les interventions devront se faire en trois étapes successives :

- 1^{ère} étape : le traitement des points critiques (y compris les travaux d'ouvrages d'art) ;
- 2^{ème} étape : le terrassement et le reprofilage de la plate-forme avec un accent particulier accordé à l'assainissement et le drainage ;
- 3^{ème} étape : le rechargement de la couche de roulement en matériaux améliorés aux produits stabilisants.

Le Cocontractant précisera dans son offre, l'approche à laquelle il se propose de recourir pour garantir la durée de vie de la route d'au moins cinq (05) ans.

Le protocole de mise en œuvre du produit stabilisant à utiliser sera décrit, assorti des caractéristiques techniques dudit produit.

Ces travaux à réaliser dans le cadre du contrat portent sur les tâches suivantes:

- Déblai ordinaire mis en dépôt ;
- Remblai en "graveleux latéritiques" provenant d'emprunt ;
- Purges ;
- Mise en forme de la plate-forme ;
- Reprofilage / Compactage ;
- Curage et remise forme des fosses et exutoires en terre existants ;
- Création des fossés et divergents en terre à la niveleuse ;
- Mise en œuvre de la couche de roulement en graveleux latéritique ;
- Traitement de la chaussée aux produits stabilisants ;
- Curage des buses (Ø?1,5m) et des dalots (H ? 1,5m) ;
- Fourniture et pose de buses métalliques et en béton Ø 800 mm et Ø 1000 mm ;
- Construction des puisards en maçonneries pour buses métalliques Ø 800 mm et Ø 1000 mm ;
- Construction des têtes de buse Ø 800 mm et Ø 1000 mm en maçonneries ;
- Construction de dalots en béton armé y compris têtes ;
- Réfection de platelage en bois ;
- Fourniture et pose de balises en bois ;
- Construction de barrière de pluie ;
- Etc...

3. Allotissement

Les travaux sont repartis en trois (03) lots présentés comme suit :

N° des lots	Régions	Tronçons	Linéaires Estimés (km)	Budgets Prévisionnels TTC (FCFA)	Délais (mois)	Type d'intervention
1-CE/21	Centre	RO103 : Makaï – Mbot Makak Mbede	25,00	Phase unique (en 2021) : 239 000 000 Total du lot : 239 000 000	Phase unique : 08 Total : 08	Entretien périodique aux produits stabilisants
4-SU/21	Sud	RN17B : Olounou – Oveng	64,00	Phase 1 (en 2021) : 300 000 000 Phase 2 (en 2022) : 200 000 000 Total du lot : 500 000 000	Phase 1 : 08 Phase 2 : 08 Total : 16	
5-SU/21	Sud	RN7 : Lolabe - Campo Beach	48,10	Phase unique (en 2021) : 180 000 000 Total du lot : 180 000 000	Phase unique : 08 Total : 08	
TOTAL			137,10	919 000 000		

4. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de travaux publics installés au Cameroun.

Mode de soumission

Le mode de soumission est : «En ligne ou hors ligne (on/offline) ». Autrement dit, les deux types de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner simultanément en ligne et hors ligne pour cet Appels d'Offres.

5. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du MINTP, Ligne Fonds Routier, Exercices 2021 et suivants.

6. Consultation du Dossier

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de deux cent mille (200 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier. Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres. Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

Présentation des offres

11.1. Pour la soumission hors ligne :

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous triple enveloppe dont :

Ø L'enveloppe A contenant le Dossier Administratif (Volume 1) ;

Ø L'enveloppe B contenant l'Offre Technique (Volume 2) ;

Ø L'enveloppe C contenant l'Offre Financière (Volume 3).

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A, B et C), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

11.2. Pour la soumission en ligne :

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;

15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;

5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;

- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

8. Remises des offres

Pour la soumission hors ligne :

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ième} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210,

au plus tard le 27/07/2021 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Elle devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 035 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2021 du 28/06/2021

En procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien périodique aux produits stabilisants de certaines routes nationales et régionales en terre dans le Réseau Sud, Régions du Centre et du Sud, programme 2021.

Financement : Budget MINTP - Ligne Fonds Routier ; Exercices 2021 et suivants.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

12.2. Pour la soumission en ligne :

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 27/07/2021 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ième} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 27/07/2021 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 35 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2021 du 28/06/2021

En procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien périodique aux produits stabilisants de certaines routes nationales et régionales en terre dans le Réseau Sud, Régions du Centre et du Sud, programme 2021.

Financement : Budget MINTP - Ligne Fonds Routier ; Exercices 2021 et suivants.

(Copie de sauvegarde) ».

9. Delai de Livraison

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de huit (08) mois pour le lot 1-CE/21 (en une seule phase), seize (16) mois pour le lot 4-SU/21 (soit huit (08) mois pour chaque phase) et huit (08) mois pour le lot 5-SU/21 (en une seule phase). Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

10. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées, pour chaque lot postulé, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréé et habilitée par le Ministre en charge des Finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics. Le montant en FCFA de ladite garantie est mentionné dans le tableau ci-après:

N° des Lots	Montants de la Caution de soumission
1-CE/21	Quatre millions (4 000 000) de FCFA
4-SU/21	Huit millions (8 000 000) de FCFA
5-SU/21	Trois millions (3 000 000) de FCFA

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

11. Recevabilité des Offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation de l'offre financière des offres administratives et techniques seront irrecevables.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres aura lieu le 27/07/2021 dès 12 heures précises dans la salle de /réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures au MINTP sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

L'ouverture des plis se fera en un temps et en trois étapes :

- 1^{er}étape: Ouverture de l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1),
- 2^{eme} étape: Ouverture de l'enveloppe B contenant les offres techniques (volume 2)
- 3^{ème} étape: Ouverture de l'enveloppe C contenant les offres financières (volume 3).

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

13. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- a) Absence de l'original du cautionnement provisoire à l'ouverture ;
- b) Absence après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception du cautionnement provisoire ;
- c) Non-conformité après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- d) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ;
- e) Non-respect du mode de soumission ;
- f) Non-respect du format de fichier des offres (pour les cas de soumission en ligne uniquement) ;
- g) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS (pour les cas de soumission en ligne uniquement) ;
- h) Dossier Technique incomplet pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes ;

- Ø Une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- Ø Un rapport de visite de lieux documenté et illustratif, paraphé à chaque et signé à la dernière page par le soumissionnaire ;
- Ø La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;
- Ø Une note d'organisation et méthodologie ;
- Ø Une capacité financière ou une ligne de crédit d'au moins quatre-vingt millions (80 000 000) de FCFA pour le lot 1-CE/21, cent soixante millions (160 000 000) de FCFA pour le lot 4-SU/21 et soixante millions (60 000 000) de FCFA pour le lot 5-SU/21.
- i) N'avoir pas présenté un Conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience demandées dans le RPAO ;
- j) Non justification de la possession en propre de tout le matériel minimum suivant :
 - Ø Une niveleuse ;
 - Ø Deux camions bennes ;
 - Ø Un compacteur à rouleau vibrant ou à pneus ;
 - Ø Une pelle chargeuse ;
 - Ø Un camion-citerne à eau ;
- k) N'avoir pas présenté au moins une référence prouvant que l'entreprise a réalisé de façon satisfaisante un marché de travaux routiers dans la zone concernée d'un montant T.T.C. supérieur ou égal à cent vingt millions (120 000 000) de FCFA pour le lot 1-CE/21, à deux cent cinquante millions (250 000 000) de FCFA pour le lot 4-SU/21 et à quatre-vingt-dix millions (90 000 000) de FCFA pour le lot 5-SU/21 ;
- l) Absence des états financiers certifiés des trois (03) dernières années (2018-2020) constituant un chiffre d'affaires cumulé supérieur ou égal à cent vingt millions (120 000 000) de FCFA pour le lot 1-CE/21, à deux cent cinquante millions (250 000 000) de FCFA pour le lot 4-SU/21 et à quatre-vingt-dix millions (90 000 000) de FCFA pour le lot 5-SU/21 ;
- m) Dossier financier incomplet pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :
Une soumission timbrée et signée ;
 - Ø Le bordereau des prix unitaires (BPU) (pièce 6) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres, rempli de manière lisible ; Le devis Quantitatif et Estimatif (DQE) ;
Le sous – détail des prix unitaires.
- n) Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE et le Sous – détail des prix unitaires ;
- o) N'avoir pas obtenu au moins un total de 15 critères sur l'ensemble des 21 critères essentiels.

Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 21 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé (pièce 9.5) sur 08 critères ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 13 critères ;

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

14. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

Au titre de cet Appel d'Offres, un soumissionnaire peut être adjudicataire d'au plus un (01) lot.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ième} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

YAOUNDE le 28 Juin 2021

Le *MINISTRE*

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

COMMUNE DE NGOG-MAPUBI

COMMUNIQUÉ N°008/C/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N011/AONO/C-NGOG MAPUBI/CIPM/2021 DU 05 MAI EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE DE CERTAINES ROUTES COMMUNALES EN TERRE DANS LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI TRONÇON : LIMAÏ-LIHEMBE Y COMPRIS LA TRANSFORMATION D'UN PLATELAGE EN BOIS EN TABLIER DÉFINITIF SUR LA RIVIÈRE GRAND POUGUE. LONG: 3.310 KM (PROGRAMME ANNUEL 2021) MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021

[Télécharger la pièce d'origine](#)
[Affichage Web](#)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI (AUTORITÉ CONTRACTANTE) COMMUNIQUE :

Par décision N°007/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021, le Marché objet de la consultation susvisée est attribuée au soumissionnaire ci-après :

LOT	ATTRIBUTAIRE	MONTANT TOTAL LU (EN FCFA)	MONTANT TOTAL CORRIGE (EN FCFA)	DÉLAI D'EXÉCUTION
ENTRETIEN PÉRIODIQUE DE CERTAINES ROUTES COMMUNALES EN TERRE DANS LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI TRONÇON : LIMAÏ-LIHEMBE Y COMPRIS LA TRANSFORMATION D'UN PLATELAGE EN BOIS EN TABLIER DÉFINITIF SUR LA RIVIÈRE GRAND POUGUE. LONG: 3.310 KM	ETS LA CROISIRE BP 33069 YAOUNDE Tél. : 677.594.444	41 751 006 (Quarante et un millions sept cent cinquante et un mille six francs)	41 751 006 (Quarante et un millions sept cent cinquante et un mille six francs)	06 (six) mois

Ledit attributaire est invité à se présenter au plus tard sept (07) jours suivants la publication du présent communiqué au Secrétaire Général de la Mairie pour l'établissement des lettres-commandes y relatives.

NGOG-MAPUBI le 2 Juillet 2021

Le MAIRE

NGO TJOCK Christine

COMMUNE DE NGOG-MAPUBI

DÉCISION N°006/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT ATTRIBUTION DÉFINITIVE DE LA LETTRE COMMANDE RELATIVE AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°006/AONO/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NGOG-MAPUBI/CIPM/21 DU 28 AVRIL 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'ECOLE PUBLIQUE DE NGOG BASSONG DANS LA COMMUNE DE NGOG MAPUBI, DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, RÉGION DU CENTRE ; MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI, AUTORITÉ CONTRACTANTE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°2011/410 du 09 décembre portant réorganisation du Gouvernement ;

Vu le décret n°2011/412 du 09 décembre portant réorganisation de la Présidence de la République ;

Vu le décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;

Vu l'arrêté n°204/A/MINMAP du 03 juillet 2018 portant création des Commissions Internes de Passation des Marchés Publics auprès des Communautés Urbaines, Communes et Communes d'Arrondissement ;

Vu l'Arrêté n°000173/O/MINDDEVEL du 05 mars 2020 constatant l'élection des Maires et Adjoint au Maire, à l'issue du scrutin municipal du 09 février 2020 dans la Commune de Ngog-Mapubi, Département du Nyong et Kellé, Région du Centre ;

Vu la circulaire n°00000242/C/MINFI du 30 décembre 2020 portant Instructions relatives l'Exécution des Lois de Finances, Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État et Autres Entités Publiques pour l'exercice 2021 ;

Vu l'Arrêté préfectoral n°009/AP/JO8/SDL du 18 janvier 2021 portant approbation du Budget de la Commune de NGOG-MAPUBI pour l'exercice 2021 ;

Vu le dossier d'appel d'offre national ouvert N°006/AONO/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NGOG-MAPUBI/CIPM/21 DU 28 AVRIL 2021 pour les travaux de construction de blocs de deux salles de classe à l'École publique de Ngog-Bassong dans la Commune de Ngog-Mapubi, Département du Nyong et Kellé, Région du Centre;

Vu le rapport d'analyses de la Sous-commission d'analyse des offres et le PV des travaux subséquents ;

Vu la proposition d'attribution de la Commission Interne de Passation des Marchés de Ngog-Mapubi.

DÉCIDE

Article 1^{er} : La lettre-commande objet de la consultation susvisée est attribuée au soumissionnaire ci-après :

LOT	ATTRIBUTAIRE	MONTANT TOTAL LU (EN FCFA)	MONTANT TOTAL CORRIGE (EN FCFA)	DÉLAI D'EXÉCUTION
CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE À L'ÉCOLE PUBLIQUE DE NGOG-BASSONG DANS LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI,	JAI MAI COMMUNICATION BP12726 DOUALA	16 484 016 (Seize millions quatre cent quatre-vingt-quatre mille seize francs)	16 484 016 (Seize millions quatre cent quatre-vingt-quatre mille seize francs)	04 (quatre) mois

Article 2 : La présente décision sera enregistrée et publiée partout où besoin sera. /-

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 11/AONR/MINESUP/PRO-ACTP/CIPM/2021 DU 30 JUIN 2021 RELATIF AU RECRUTEMENT DES BUREAUX D'ETUDES CHARGES DE LA MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES BLOCS PEDAGOGIQUES DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENS) DE BERTOUA, DE LA FACULTE DE MEDECINE ET DES SCIENCES BIOMEDICALES (FMSB) DE GAROUA ET DU BLOC PEDAGOGIQUE POLYVALENT DE L'ECOLE GEOLOGIE ET D'EXPLOITATION MINIERE (EGEM) DE L'UNIVERSITE DE NGAOUNDERE EN TROIS (3) LOTS DISTINCTS.FINANCEMENT : BIP/MINESUP - EXERCICES 2021 ET SUIVANTS

FINANCEMENT
 BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
 18 241 731040 2813.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans la perspective de l'amélioration du cadre des enseignements à l'ENS de Bertoua, à la FMSB de Garoua et l'EGEM de Meiganga, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Enseignement Supérieur lance un Appel d'Offres National Restreint pour la sélection des Consultants chargés d'assurer la maîtrise d'œuvre des travaux de construction des blocs pédagogiques de ces établissements.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres National Restreint comprennent :

- 1) la vérification des prescriptions techniques des produits à utiliser conformément au CCTP ainsi que la validation du plan d'assurance qualité présenté par l'entreprise et garantissant la bonne exécution des travaux suivant les normes et règles de l'art en la matière ;
- 2) la vérification technique et la conformité du programme d'exécution du marché des travaux de l'entreprise conformément aux exigences du marché des travaux souscrit ;
- 3) la vérification et la mise en application des consignes de sécurité dans l'enceinte du site du projet et en particulier dans le chantier des travaux.
- 4) le suivi permanent de l'exécution des travaux conformément au Cahier des Clauses Techniques, des plans approuvés ;
- 5) l'organisation des réunions de chantier, la rédaction des procès-verbaux de réunions de chantier et des rapports mensuels sur l'état d'avancement des travaux, des difficultés rencontrées et des solutions envisageables permettant d'y faire face.
- 6) la transmission des différents rapports ainsi que tous les autres documents approuvés rentrant dans le cadre de l'exécution des travaux ;
- 7) la rédaction du rapport final marquant la fin de l'exécution des travaux assorti des observations, des recommandations et de l'avis technique de la Maîtrise d'œuvre Technique.

3. Cout Prévisionnel

Les coûts prévisionnels des prestations sont les suivants par lot :

Lot 1: Mission de suivi des travaux de la première phase des travaux de construction du bloc 1 des bâtiments pédagogiques de l'ENS de Bertoua ;

	Tranche ferme	Tranche conditionnelle	Total
Montant TTC	Sept millions (7 000 000) de FCFA	Vingt-quatre millions (24 000 000) de FCFA	Trente-un millions (31 000 000) de FCFA

Lot 2: Mission de suivi des travaux de la première phase des travaux de construction du bloc pédagogique de la FMSB de Garoua ;

	Tranche ferme	Tranche conditionnelle	Total
Montant TTC	Quinze millions (15 000 000) de FCFA	Vingt-deux millions (22 000 000) de FCFA	Trente-sept millions (37 000 000) de FCFA

Lot 3: Mission de suivi des travaux de construction du bloc pédagogique polyvalent de l'école de géologie et d'exploitation minière (EGEM) a Meiganga, **Trente millions (30 000 000) FCFA TTC**

Cout Total: Quatre-vingt-dix-huit millions (98 000 000 FCFA TTC)

4. Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont constituées en trois lots comme suit :

- **Lot 1:** Mission de suivi des travaux de la première phase des travaux de construction du bloc 1 des bâtiments pédagogiques
- **Lot 2:** Mission de suivi des travaux de la première phase des travaux de construction du bloc pédagogique de la FMSB de
- **Lot 3:** Mission de suivi des travaux de construction du bloc pédagogique polyvalent de l'école de géologie et d'exploitation

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Cabinets d'Architecture et Bureaux d'Etudes Techniques de droit Camerounais pré-qualifiés à l'issue de l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt n°02/ASMI/MINESUP/PRO-ACTP/RAF/EY/2021 du 17 février 2021. Il s'agit de :

N°	Noms des Cabinets pré-qualifiés	Adresses
1.	ENDES SARL	BP : 648 Douala, Tél. 243 224 410 / 679 848 829
2.	LE COMPETING SARL	BP : 7214 Yaoundé, Tél. 222 21 59 88 / 699 50 11 77
3.	ETS NOBLE MULTI-SERVICES	BP : 5917 Douala, Tél. : 699 127 400 / 676 754 900
4.	TANGARA SERVICES	BP : 628 Douala, Tél. : 233 432 196 / 699 866 426

6. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public-du MINESUP, exercices 2021 et suivants, Imputation : 18 241 731040 2813.

7. Consultation du Dossier

Dès publication du présent avis, le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté auprès de l'Unité de Gestion du PRO-ACTP sise à Yaoundé, au rez-de-chaussée de l'immeuble ministériel n°2, porte 048, téléphone 222226691.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré aux heures ouvrables au Ministère de l'Enseignement Supérieur, Direction des Affaires Générales, porte 1403, sise au 14^{ème} étage de l'immeuble ministériel n°2, téléphone 222 22 68 21, contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de **Cent mille (100 000) FCFA**, au Trésor Public, au titre des frais d'achat du DAO.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (7) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels devra parvenir au plus tard le **3 aout 2021 à 13 heures précises, heure locale**, au Ministère de l'Enseignement Supérieur, Direction des Affaires Générales, porte 1432, sise au 14^{ème} étage de l'immeuble ministériel n°2, téléphone 222 22 68 21.

Elle devra porter la mention suivante :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 11 /AONR/MINESUP/ PRO-ACTP/CIPM/2021 DU 30 JUIN 2021 RELATIF AU RECRUTEMENT DES BUREAUX D'ETUDES CHARGES DE LA MAITRISE D'OEUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES BLOCS PEDAGOGIQUES DE L'ECOLE NORMALE SUPE-RIEURE (ENS) DE BERTOUA, DE LA FACULTE DE MEDECINE ET DES SCIENCES BIOMEDI-CALES (FMSB) DE GAROUA ET DU BLOC PEDAGO-GIQUE POLYVALENT DE L'ECOLE GEOLOGIE ET D'EXPLOITATION MINIERE (EGEM) DE L'UNIVERSITE DE NGAOUNDERE EN TROIS (3) LOTS DISTINCTS :

Lot n° _____

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

10. Delai de Livraison

Les délais maximums prévus par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des prestations objet du présent Appel d'Offres sont les suivants, à compter de la notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations :

- Première phase des travaux de construction du bloc 1 des bâtiments pédagogiques de l'Ecole Normale Supérieure de Bertoua

	Tranche ferme	Tranche conditionnelle	Total
Délai d'exécution	Six (06) mois	Onze (11) mois	Dix-sept (17) mois

- Première phase des travaux de construction du bloc pédagogique de la FMSB de Garoua

	Tranche ferme	Tranche conditionnelle	Total
Délai d'exécution	Six (06) mois	Onze (11) mois	Dix-sept (17) mois

- Construction du bloc pédagogique polyvalent de l'école de géologie et d'exploitation minière (EGEM) à Meiganga, **Cinq (05) mois.**

11. Cautionnement Provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 10 du DAO, d'un montant de :

- **Six cent vingt mille (620 000) francs CFA** pour le **lot 1** ;
- **Sept cent quarante mille (740 000) francs CFA** pour le **lot 2** ;
- **Six cent mille (600 000) francs CFA** pour le **lot 3**.

Lesdites cautions doivent avoir chacune, une validité de trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives dont la caution de soumission, devront être impérativement produites en originaux datant de moins de trois mois ou en copie certifiées conformes par l'autorité émettrice.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non-conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres, sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'offres.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps. Seront d'abord ouvertes les enveloppes A et B, puis, dans un deuxième temps, l'enveloppe C.

L'ouverture des offres administratives et techniques aura lieu **3 aout 2021** à partir de **14 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINESUP, sise au 14^{ème} étage de l'immeuble ministériel n°2 à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

14. Critères d'évaluation

1. Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ou non conforme, après un délai 48 heures
- Absence de la caution de soumission ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique ;
- Note technique inférieure à **75 points sur 100** ;
- Omission d'un prix dans le bordereau des prix.

2. Critères essentiels

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après :

	CRITERE ESSENTIEL	NOTATION
A	Présentation générale de l'offre	03 points
B	Compréhension de la mission (Observations sur les TDR, Organisation, Méthodologie d'exécution des prestations et Planning de réalisation)	20 points
C	Expérience générale du consultant dans les prestations similaires	05 points
D	Références du consultant pour les missions similaires : joindre les contrats (première et dernière pages avec PV de réception)	10 points
E	Qualification du personnel spécialisé dans le domaine de la mission	50 points
F	Moyens techniques et matériels à mettre en place	12 points
TOTAL		100 points

Méthode de sélection du consultant

Les propositions seront classées en fonction de leurs scores techniques (St) et financiers (Sf) combinés après introduction de pondérations (T étant le poids attribué à la Proposition technique et P le poids accordé à la Proposition financière), comme suit : $S = St \times T + Sf \times P$.

Dans le cadre du présent Appel d'Offres, $T = 0,75$ et $P = 0,25$.

La note technique minimale requise pour être éligible à l'ouverture de l'offre financière est de 75 points sur 100.

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux disante et jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres. C'est-à-dire, celui ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé, lequel sera attributaire et invité à des négociations pour la signature du contrat.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de l'Unité de Gestion du PRO-ACTP sise à Yaoundé, au rez-de-chaussée de l'immeuble ministériel n°2, porte 048, téléphone 222226691.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le *MINISTRE D'ÉTAT*

FAME NDONGO Jacques

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°001702/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA SÉLECTION D'UN ET/OU DES CABINETS, BUREAUX D'ÉTUDES OU ENTREPRISES EN VUE DE L'ÉLABORATION DES PLANS D'ORGANISATION DES SECOURS (PLANS ORSEC) DES DÉPARTEMENTS DE LA BÉNOUÉ, DE LA BOUMBA-ET-NGOKO ET DU MAYO-REY.

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
55 07 094 02 431505 2020 ; 55

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence pour la sélection d'un et/ou des Cabinets, Bureaux d'Études ou entreprises, en vue de l'élaboration des plans d'organisation des secours (plans ORSEC) de trois (03) Départements, suivant l'allotissement ci-dessous :

Régions	N° lot	Localités	Enveloppe prévisionnelle	Délais d'exécution
EST	1-EST	Yokadouma	15 000 000	Trois (03) mois
NORD	2-NO-1	Garoua	15 000 000	Trois (03) mois
	3-NO-2	Tcholliré	15 000 000	Trois (03) mois

2. Consistance des prestations

Dans le cadre du présent Avis d'Appel d'Offres, les prestataires qui pourront soumissionner pour les trois (03) lots (lot n°1 EST ; lot n°2 NO-1; lot n°3 NO-2) et en être adjudicataires seront engagés pour l'élaboration de trois (03) documents système polyvalents de gestion de crise comportant pour chaque lot :

- l'inventaire et l'analyse des risques dans le Département ;
- les dispositions générales d'organisation des secours ;
- les dispositions spécifiques d'organisation des secours pour chaque type de risque.

On retrouvera dans les deux dernières parties desdits documents, des éléments tels que :

- les modalités d'organisation, de mobilisation et de fonctionnement de la chaîne de suivi et de coordination des opérations, et en particulier les structures de liaison avec les Préfets des Départements concernés;
 - la synthèse des dispositifs de vigilance et de surveillance ;
 - l'organisation des renforts au profit des populations sinistrées ;
 - le recensement des moyens mobilisables en cas de catastrophe ;
 - les modalités de coordination de l'information lorsque l'événement survient ;
- la définition de la mise en œuvre de dispositifs particuliers à certains risques.

3. Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel du projet, par lot est de quinze millions (15 000 000) de francs CFA, Toutes Taxes Comprises.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité des conditions, aux Cabinets, Bureaux d'Études ou entreprises de droit camerounais installés en République du Cameroun et ayant des compétences avérées dans le domaine de la Protection Civile.

5. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Administration Territoriale, au titre de l'exercice budgétaire 2021, sur imputations : 55 07 094 02 431505 2020 ; 55 07 094 02 431520 2020 ; 55 07 094 02 431205 2020.

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté, dès publication du présent Avis, auprès du Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, Porte 214, 2ème étage.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés Publics, dès publication du présent Avis dans le Journal des Marchés de l'ARMP, par voie de presse écrite ou par voie d'affichage dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

8. Remises des offres

Les offres par lot, rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposées contre récépissé au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, porte 214, 2ème étage au plus tard le 27 Juillet 2021 à 14H00, heure locale, portant les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N°001702/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA SÉLECTION D'UN ET/OU DES CABINETS, BUREAUX D'ÉTUDES OU ENTREPRISES EN VUE DE L'ÉLABORATION DES PLANS D'ORGANISATION DES SECOURS (PLANS ORSEC) DES DÉPARTEMENTS DE LA BÉNOUÉ, DE LA BOUMBA-ET-NGOKO ET DU MAYO-REY.

LOT N° _____

« À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »

9. Délai de Livraison

Le délai maximum d'exécution des prestations est de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

10. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de trois cents mille (300 000) FCFA, par lot.

Cette caution de soumission sera délivrée par une banque de premier ordre ou un établissement financier agréé (e) par le Ministre en charge des finances. La durée de validité de cette caution est de trente (30) jours, au-delà de celle des offres.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des Offres se fera en deux temps. Celle des enveloppes A et B (pièces administratives et offres techniques) aura lieu le 27 juillet 2021 à 15 H 00, heure locale, dans la Salle de Conférences du Ministère de l'Administration, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINAT siégeant en présence des soumissionnaires qui le désirent ou de leurs représentants dûment mandatés.

Les date et heure d'ouverture des offres financières (enveloppe C) quant à elles seront communiquées en temps opportun au (x) soumissionnaire (s) retenu (s) à l'étape précédente.

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

12. Critères d'évaluation

1.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

dossier administratif incomplet ou non conforme en cas de non régularisation dans un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires ;
fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le MINMAP ;
note technique inférieure à soixante-quinze pour cent (75%) des critères d'évaluation ;
omission, dans le bordereau des prix, d'un prix unitaire quantifié ;

1.2. Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

les qualifications et expériences du personnel ;
les références des soumissionnaires dans les prestations similaires au cours des cinq dernières années ;
la compréhension de la mission, présentation de la méthodologie
le délai d'exécution ;
la présentation générale de l'offre ;
les moyens logistiques et matériels ;

13. Durée Validité des Offres

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de dépôt des offres.

14. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2^{ème} étage, porte 214, Tel : 222.22.66.01./-

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le *MINISTRE*

ATANGA NJI PAUL

BUREAU DE MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES

COMMNIQUE N° 012 C/BMN/RAF/RH DU 29 JUIN 2021 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°005/AONR/BMN/CIPM/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE DE SERVICES EN INGENIERIE INFORMATIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION DU BMN

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Directeur du Bureau de Mise à Niveau des entreprises (BMN) communique :

Le Cabinet ci-après est déclaré adjudicataire de l'appel d'offres susvisé :

N°	ADJUDICATAIRE	MONTANT TTC (en FCFA)	Délai d'exécution
01	AFREETECH SARL TEL : (237) 242 685 677/ 673 808 148 email :infos@afreetech.com	Soixante-dix millions (70 000 000)	(04) mois

Ledit cabinet est invité à se présenter dès diffusion du présent communiqué au Bureau de Mise à Niveau des entreprises (BMN), en vue de l'élaboration du projet de Marché.

Par ailleurs, les cabinets n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, ces offres feront l'objet d'une destruction.

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le DIRECTEUR

MBEDEY ELOMBAT CHANTAL

MISSION DE PROMOTION DES MATÉRIAUX LOCAUX

**PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS D'ATTRIBUTION DUDAO
 NO008/AONO/MIPROMALO/DG/CIPM/DAG/SDBC/SM DU 20/04/2021 POUR LA FOURNITURE DES
 ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES À LA MIPROMALO EN DEUX (02) LOTS (EN PROCÉDURE D'URGENCE)**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA MIPROMALO

Vu la constitution ;
 Vu la Loi N°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics ;
 Vu la Loi N° 2018/ 012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'état et des autres entités publiques ;
 Vu la loi N°2020/018 du 17 décembre 2020, portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021
 Vu le décret N°90/1353 du 18 septembre 1990 portant création de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux, modifié
 complété par le décret N°2018/594 du 17 octobre 2018 portant réorganisation de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux;
 Vu le décret N°2010/025 du 28 janvier 2010 portant nomination du Président du Conseil d'Administration de la Mission de
 Promotion des Matériaux Locaux ;
 Vu le décret N°2017/387 du 20 juillet 2017 portant nomination du Directeur de la Mission de Promotion des Matériaux locaux
 Vu le décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics ;
 Vu le décret N°2019/320 du 19 Juin 2019 précisant les modalités d'application de certaines dispositions des lois N°2017/
 010 et 2017/011 du 12 Juillet 2017 portant statut général des établissements publics et des entreprises publiques ;
 Vu la circulaire N°00000242/C/MINFI du 30 décembre 2020 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finances,
 suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'État et des autres entités publiques pour l'exercice 2021 ;
 Vu le DAO NO008/AONO/MIPROMALO/DG/CIPM/DAG/SDBC/SM du 20/04/2021 pour la fourniture des équipements
 techniques à la MIPROMALO en deux (02) lots ;
 Vu le rapport de la Sous-Commission Interne de Passation des Marchés (SCIPM) de la MIPROMALO ; ;
 Vu la nécessité de service,

DECIDE

Article 1: L'établissement **GREEN GLOBAL**; B.P 0.....YAOUNDE; N°RC :RC/YAO/2018/ A/1118 ; N° Contribuable :
 P029512285943H; TEL : 650 595 059, a été retenu pour l'exécution de la lettre commande dont les références sont les suivantes

N°	PRESTATION	MONTANT TTC (F.CFA)	DEL
1	Acquisition des équipements pour la mise à niveau de l'atelier de fabrication mécanique (lot 2)	10 946 645	03 m

2: Le promoteur dudit établissement, est invité à se présenter à la MIPROMALO pour l'établissement de la lettre commande correspondante.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et publiée partout où besoin sera. /-

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

LIKIBY BOUBAKAR

COMMUNE DE NGOG-MAPUBI

**DÉCISION N°005/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT ATTRIBUTION DÉFINITIVE DE LA LETTRE COMMANDE RELATIVE AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°005/AONO/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NGOG-MAPUBI/CIPM/21 DU 28 AVRIL 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE A ÉCOLE MATERNELLE DE NDJOCK-NKONG DANS LA COMMUNE DE NGOG MAPUBI, DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, RÉGION DU CENTRE ; MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI, AUTORITÉ CONTRACTANTE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°2011/410 du 09 décembre portant réorganisation du Gouvernement ;

Vu le décret n°2011/412 du 09 décembre portant réorganisation de la Présidence de la République ;

Vu le décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;

Vu l'arrêté n°204/A/MINMAP du 03 juillet 2018 portant création des Commissions Internes de Passation des Marchés Publics auprès des Communautés Urbaines, Communes et Communes d'Arrondissement ;

Vu l'Arrêté n°000173/O/MINDDEVEL du 05 mars 2020 constatant l'élection des Maires et Adjointes au Maire, à l'issue du scrutin municipal du 09 février 2020 dans la Commune de Ngog-Mapubi, Département du Nyong et Kellé, Région du Centre ;

Vu la circulaire n°00000242/C/MINFI du 30 décembre 2020 portant Instructions relatives l'Exécution des Lois de Finances, Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État et Autres Entités Publiques pour l'exercice 2021 ;

Vu l'Arrêté préfectoral n°009/AP/JO8/SDL du 18 janvier 2021 portant approbation du Budget de la Commune de NGOG-MAPUBI pour l'exercice 2021 ;

Vu le dossier d'appel d'offre national ouvert N°005/AONO/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NGOG-MAPUBI/CIPM/21 du 28 avril 2021 pour les travaux de construction de blocs de deux salles de classe à école maternelle de Ndjock-Nkong dans la commune de Ngog-Mapubi, département du Nyong et Kellé, région du centre ;

Vu le rapport d'analyses de la Sous-commission d'analyse des offres et le PV des travaux subséquents ;

Vu la proposition d'attribution de la Commission Interne de Passation des Marchés de Ngog-Mapubi.

DÉCIDE

Article 1^{er} : La lettre-commande objet de la consultation susvisée est attribuée au soumissionnaire ci-après :

LOT	ATTRIBUTAIRE	MONTANT TOTAL LU (EN FCFA)	MONTANT TOTAL CORRIGE (EN FCFA)	DÉLAI D'EXÉCUTION
CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE A ÉCOLE MATERNELLE DE NDJOCK-NKONG DANS LA COMMUNE DE NGOG MAPUBI,	MAHOL SARL BP 1375 YAOUNDE 6990924 095	24 785 039 (Vingt-quatre millions sept cent quatre-vingt-cinq mille trente-neuf francs)	24 785 039 (Vingt-quatre millions sept cent quatre-vingt-cinq mille trente-neuf francs)	04 (quatre) mois

Article 2 : La présente décision sera enregistrée et publiée partout où besoin sera. /-

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

POUR L'ACQUISITION DES INSTRUMENTS DE MESURE PAR LE FEICOM

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL,

Vu la Loi N°2017/010 du 12 Juillet 2017 portant Statut Général des Etablissements Publics ;

Vu le Décret N°2018/635 du 31 octobre 2018 portant réorganisation du Fonds Spécial d'Equipelement et d'Intervention Intercommunale ;

Vu le Décret N°2006/299 du 20 septembre 2006 portant nomination de Monsieur **AKOA PHILIPPE CAMILLE**, Directeur Général du FEICOM ;

Vu le Décret N° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;

Vu la Demande de Cotation N°011/DC/FEICOM/CIPM/2021 du 21 mai 2021, pour l'acquisition des instruments de mesure par le FEICOM.

DECIDE:

Article 1er : La **SOCIETE EL-SHADDAI SARL, BP : 7932 Yaoundé-Cameroun, Tél : (237) 673 33 55 42/ 6 77 91 19 69** est déclarée adjudicataire à la Demande de Cotation N°011/DC/FEICOM/CIPM /2021 du 21 mai 2021, pour l'acquisition des instruments de mesure par le FEICOM, pour un montant de **onze millions neuf cent soixante-trois mille cent soixante (11 963 160) francs CFA TTC** et pour un délai d'exécution de **trente (30) jours**, à compter de la date de notification de l'ordre de service.

Article 2 : Le Responsable de ladite Société est invité à se présenter à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (Services des Marchés et Approvisionnements) du FEICOM pour l'établissement de la Lettre-Commande y afférente.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera. /-

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

AKOA Philippe Camille

COMMUNE DE BAFOUSSAM 2E

DEMANDE DE COTATION N°02/DC/CIPM/BAFLL/2021 DU 15/06/2021 POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIEL MEDICAL DU CSI DE BAPI ET DU CSI DE BAYE ARRONDISSEMENT DE BAFOUSSAM IP DEPARTEMENT DE LA MIFI - REGION DE L'OUEST. PAGE 06 AVIS DE CONSULTATION CRITÈRES ÉLIMINATOIRES

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

1	Critères d'évaluation
	<p>Au lieu de ...</p> <p>Critères éliminatoires:</p> <ul style="list-style-type: none">a) Dossier administratif :<ul style="list-style-type: none">- Absence de la Caution de Soumission ;- Toute autre pièce administrative absente ou non conforme et non régularisée dans les 48 heures, hormis l'absence de la Caution pour Soumission.b) Fausse déclaration, pièces falsifiées ou scannées ;c) Capacité financière inférieure au 1/3 du montant prévisionnel ;d) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;e) Avoir abandonné un chantier au cours des 03 (trois) dernières années et figure sur la liste des Entreprises défaillantes annuellement publiée par l'ARMP et le MINMAP.
	<p>Lire plutôt</p> <p><<Soumissionnaire figurent sur la liste des entreprises suspendues par l'ARMP >> .</p>

LAFE-BALENG le 29 Juin 2021

Le MAIRE

KENNGI KOUT Levis Dieudonné

COMMUNE DE KONYE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N° 02/2021/ONIT/MAYOR/KONYECOUNCIUITB/2021 OF 21/06/2021 FOR THE PROVISION OF SOLAR STREET LIGHTS IN KONYE METROPOLIS

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Within the framework of Public Investment Budget (**PIB**) 2021, the Lord Mayor of KONYE Council (Contracting Authority) hereby relaunches, on behalf of Konye Council an Open National Invitation to Tender; **NQ 02/2021/ONIT/MAYOR/KONYECOUNCIUITB/2021 of 21/06/2021**

FOR THE PROVISION OF SOLAR STREET LIGHTS IN KONYE METROPOLIS

(THROUGH EMERGENCY PROCEDURE)

2. Consistance des prestations

The nature of the services is described in the attached cost estimate and technical specifications.

3. Cout Prévisionnel

The estimated cost after preliminary studies is 50.000.000 FCFA all taxes inclusive

4. Participation et origine

The tender is open to duly legalized Cameroonian enterprises that fulfil the requirements of this invitation to tender

5. Financement

Works which form the subject of this invitation to tender shall be financed by the 2021 Public Investment Budget (PIB) under the budgetary head **55 27 351 01 641928 2254 821**.

6. Consultation du Dossier

The file may be consulted during working hours from 7:30am to 3:30pm at the Secretariat KONYE Council
Tel: 675138668 as soon as this notice is published.

7. Acquisition du Dossier

The complete tender file may be obtained from the Secretariat of KONYE Council upon presentation of a treasury receipt attesting to the payment of a non-refundable purchase fee of **50.000 FCFA**

8. Remises des offres

Each bid drafted in **English or French in seven (07) copies** including **one (01) original** and **six (06) copies** marked as such, should reach the Secretariat of the KONYE Council against a receipt not later than 13/07/2021 at 10:00am local time and should carry the label:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N° 02/2021/ONIT/MAYOR/KONYECOUNCIUITB/2021 OF 21/06/2021

FOR THE PROVISION OF SOLAR STREET LIGHTS IN KONYE METROPOLIS**9. Delai de Livraison**

The maximum execution deadline provided for by the Contracting Authority shall be **Two (02) months**

10. Cautionnement Provisoire

Each bidder must include in his/her administrative documents, a bid bond issued by a first rate banking establishment approved by the Ministry in charge of finance and whose list is found in document No. 11 of this tender file, of an amount of 600.000 FCFA and valid for thirty (30) days beyond the date of validity of offers

11. Recevabilité des Offres

Each bid drafted in **English or French in seven (07) copies** including **one (01) original** and **six (06) copies** marked as such, should reach the Secretariat of the KONYE Council against a receipt not later than 13/07/2021 at 10:00am local time and should carry the label:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N° 02/2021/ONIT/MAYOR/KONYECOUNCIUITB/2021 OF 21/06/2021

FOR THE PROVISION OF SOLAR STREET LIGHTS IN KONYE METROPOLIS**12. Ouverture des Plis**

The bids shall be opened in a single phase on the 13/07/2021 at 11:00am local time by the competent Tender Board at the KONYE Council conference hall, in the presence of the bidders or duly authorized representatives having full knowledge of the file (power of attorney).

13. Critères d'évaluation

There are two types of evaluation criteria: eliminatory and essential criteria. The aim of these criteria is to identify and reject incomplete bids or bids not in conformity with the essential conditions laid down in the tender file.

Main eliminatory criteria

Any bid that does not meet any one of these criteria will be declared inadmissible. The eliminatory criteria are identified as follows:

- Submission of Forged documents;
- History of **bad** execution of **similar work** or on-going legal suit with Government;
- **Non** availability of final acceptante report
- Absence of quantified unit price
- Absence of bid bond;
- Absence of an attestation of site visit signed by the contractor;
- Non respect of models of presentation of bids; **Main qualification criteria**

The criteria relating to the qualification of candidates could indicatively be on the following:

- Methodological approach and relevance of proposed solutions;	Yes / No
- References of the bidder (experience of at least three (03) years in similar works)(attach proof)	Yes / No
- Availability of the essential equipment	Yes / No
- Owner of the essential equipment proposed	Yes / No
- Experience of key supervisory staff (at least a civil engineering Technicien with five (05) years seniority.	Yes / No
- Financial capacity, Access to credit or other financial sources of at least half of the provisional cost of the project	Yes / No
- Expenditure schedule or Non-existence of other contracts under execution	Yes / No
- Deadline of execution.	Yes / No

The non-respect of 2 of 8 criteria shall cause the elimination of the offer. For the complete evaluation criteria see the special administrative clauses.

14. Attribution

The contract will be awarded to the lowest bidder after detailed verification of his financial offer and whose bid is in conformity with the dispositions of the tender file

15. Durée Validité des Offres

Bidders will remain committed to their offers for 90 days from the deadline set for the submission of tenders.

16. Renseignements Complémentaires

Further complementary information may be obtained during working hours from the **Secretariat KONYE Council Tel: 675138668**

KONYE le 21 Juin 2021

Le MAYOR

MUSSIMA George



MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS DE SOLlicitATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 38/ASMI/MINTP/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA REALISATION DE L'ETUDE RELATIVE A LA MISE EN CONCESSION DE CERTAINES SECTIONS DE ROUTES SUR LE RESEAU ROUTIER CAMEROUNAIS EN VUE DE LEUR MAINTENANCE LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, MAÎTRE D'OUVRAGE, LANCE POUR LE COMPTE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN, UN AVIS DE SOLlicitATION À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (ASMI) À L'INTENTION DES CONSULTANTS (FIRMES) NATIONAUX OU INTERNATIONAUX QUI DÉSIRENT PARTICIPER À LA PRÉ-QUALIFICATION POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE SUS-INDIQUÉE. L'OBJECTIF EST D'APPUYER LE MINTP DANS LA MISE EN PLACE DE CONTRATS DE CONCESSION SUR UNE LONGUE DURÉE, QUI POURRAIENT NOTAMMENT ÊTRE BASÉS SUR DES NIVEAUX DE SERVICE (OU OBLIGATIONS DE PERFORMANCE) AFIN DE CONCOURIR À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES VISÉS. LES PRESTATIONS SERONT FINANCÉES PAR LE BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2021.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Il est depuis longtemps établi, au Cameroun comme ailleurs, que le maintien constant du bon niveau de service des axes routiers permet d'assurer durablement leur fonction économique de facilitation de l'échange.

Ces dernières années, le Ministère des Travaux Publics (MINTP) a entrepris d'importants travaux de construction et de réhabilitation des axes routiers à travers le territoire national avec quelques-uns achevés et d'autres en cours de l'être.

Le Ministre des Travaux Publics envisage de mettre en place une stratégie d'exploitation et de maintenance qui permet :

- d'assurer la pérennité des ouvrages réalisés ;
 - de maintenir le niveau de service obtenu à l'issue des travaux de réhabilitation et de construction pendant de longues durées ;
- de réduire les coûts futurs de réhabilitation lourde après la période de concession.

2. Objet

Le présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt a pour objet la pré-qualification des Consultants (firmes) nationaux ou internationaux désirant participer à l'Appel d'Offres International Restreint portant sur la réalisation de l'étude relative à la mise en concession de certaines sections de routes sur le réseau routier camerounais en vue de leur maintenance.

3. Consistance des prestations

Dans le cadre de son travail, le consultant devra dresser une analyse comparative des contrats de concession envisagés avec les contrats de partenariat public privé et les contrats de marchés publics tels qu'organisés par la réglementation en vigueur au Cameroun. Ces analyses permettront d'éclairer l'Etat sur l'option la plus avantageuse.

En outre, le consultant devra faire des propositions de mise en cohérence desdites concessions avec les Contrats publics existants et les réformes institutionnelles envisagées, notamment, les contrats de partenariat public privé sur l'automatisation des péages, les contrats GENIS (Gestion et Entretien par Niveau de Service), le Fonds Routier de deuxième génération avec la collecte directe des produits de la route etc.

Les prestations objet de cet ASMI sont subdivisées ainsi qu'il suit :

Tâche 1: Diagnostic

- Diagnostic stratégique et institutionnel

- Diagnostic technique

Tâche 2 : Faisabilité

- Faisabilité d'un contrat de concession

- Faisabilité d'un mode de financement innovant

- Synthèse et conclusions de la faisabilité

Tâche 3 : Assistance à la Passation des Marchés

- Contrat de concession

- Dispositifs de contrôle

4. Participation et origine

La participation à cet Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt est ouverte à tous les Bureaux d'Etudes Techniques ou groupement de Bureaux d'Etudes Techniques, justifiant des capacités administratives, techniques et financières requises, à savoir :

- Présenter un dossier administratif conforme aux spécifications du point V.1 ci-après ;

- Avoir une bonne expérience dans les domaines objet des prestations ;

Disposer ou s'engager à recruter le personnel et à acquérir le matériel compatibles avec les prestations à réaliser ;

5. Remises des offres

Les dossiers de candidature en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marqués comme tels, devront être déposés sous plis fermés et scellés au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, 2ème Etage porte N°207 du nouveau bâtiment R+3, abritant certain services centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, au plus tard le 30 juillet 2021 à 15 heures précises, heures locales avec la mention :

«AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT

N° 38/ASMI/MINTP/2021 DU 29 JUIN 2021

POUR LA REALISATION DE L'ETUDE RELATIVE A LA MISE EN CONCESSION DE CERTAINES SECTIONS DE ROUTES SUR LE RESEAU ROUTIER CAMEROUNAIS EN VUE DE LEUR MAINTENANCE.

A N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT».

6. Composition du dossier

Les candidats devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux (02) volumes, en français ou en anglais.

Au risque de voir son offre disqualifiée, le candidat doit présenter de la façon la plus claire et détaillée possible, les éléments suivants qui feront l'objet de vérification.

V.1. Volume 1 (Pièces administratives)

Le « volume 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes, datées de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

Pour les candidats nationaux :

1. une lettre de motivation dûment signée précisant que le candidat a l'intention de soumissionner à l'Appel d'Offres International Restreint s'il est présélectionné;
2. l'accord de groupement, le cas échéant ;
3. une attestation de non redevance fiscale ;
4. une attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège du candidat ;
5. l'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dûment signée du Directeur Général de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées ;
6. l'original de l'attestation de non-exclusion des Marchés Publics délivrée par l'ARMP ;
7. l'original de l'attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, ou d'un de ses

représentants dûment mandaté, certifiant qu'il a effectivement versé à la caisse les sommes dont il est redevable.

Pour les candidats étrangers :

1. une lettre de motivation dûment signée précisant que le candidat a l'intention de soumissionner aux Appels Offres Nationaux ou Internationaux Restreints s'il est présélectionné ;
2. l'adresse et la raison sociale du candidat ;
3. les statuts ou textes qui justifient l'existence du candidat ;
4. l'accord de groupement, le cas échéant ;
5. l'autorisation de vérification des références ; cette autorisation dûment signée du Directeur Général de procéder à toutes vérifications jugées nécessaires, pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives aux références présentées.

En cas de groupement de BET, les pièces 3, 4, 6, 7 (pour les nationaux) et 2, 3 (pour les étrangers) ci-dessus mentionnées doivent être fournies par chaque membre constitutif. Dans ce cas, le mandataire du groupement doit être formellement désigné par un acte joint au présent dossier.

N.B : Toutes les pièces produites devront être datées de moins de trois (03) mois. Il est précisé que l'absence ou la non validité de l'une des pièces ci-dessus entraînera la non recevabilité de la candidature.

V.2. Volume 2 (Dossier technique)

Le dossier technique devra comprendre :

V.2.1. L'organigramme complet

V.2.2. Les moyens humains :

Le candidat fournira la liste définissant le personnel de maîtrise accompagnée :

- du curriculum vitae signé de chaque personnel ;
- de la copie certifiée conforme du diplôme de chaque personnel ;
- de l'attestation de disponibilité ;
- de l'attestation de présentation de l'original du diplôme ;
- pour les Ingénieurs de Génie Civil Camerounais, l'attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie Civil (ONIGC).

La non production de l'une de ces pièces entraînera pour l'expert considéré, la note zéro (0).

La liste indicative des experts (personnel clé) clés jugés nécessaires pour la réalisation desdites prestations se présente comme suit :

Personnels experts			
N°	Postes	Formations/ Qualifications	Expérience spécifique
1.	Un expert routier (Chef de Projet)	Ingénieur de génie civil (Bac+5 ou plus), ayant des certifications dans le domaine de l'économie des transports, des PPP ou équivalent	<p>Avoir de l'expérience dans la conduite et la coordination d'activités de conception, de passation ou de supervision de contrats d'exploitation et de maintenance routières : au moins trois (03) projets d'envergure comparables aux sections objet de l'étude, de préférence en Afrique sub-saharienne et en zone urbaine, de montant cumulé des travaux supérieur à 30 milliards de F CFA.</p> <p>Avoir de l'expérience dans l'entretien des ouvrages d'art : au moins 3 références pertinentes de participation à des missions de maîtrise d'œuvre pour l'entretien, la concession d'ouvrages de portée Ø 500 ml, de préférence pour des ponts en poutre-Ø caisson en béton précontraint.</p> <p>Avoir de l'expérience dans l'approche basée sur les niveaux de service (ou obligation de performance) : au moins 2 références pertinentes.</p>
2.	Un expert Voirie et Réseaux Divers	Ingénieur de génie civil, ingénieur VRD ou équivalent (Bac+5 ou plus)	<p>Avoir de l'expérience générale dans la conduite d'études techniques de routes en zone urbaine : au moins 3 références pertinentes pour des projets de route urbaine de montant cumulé des travaux supérieur à 30 milliards de F CFA, dont au moins 1 en Afrique sub-saharienne.</p> <p>Avoir de l'expérience dans l'entretien routier en zone urbaine : au moins 1 référence pertinente pour des projets de longueur > 50 Km.</p>
3.	Un expert financier spécialisé en montage de partenariats publics-privés dans le secteur des transports	Master en ingénierie financière, finance de projet ou équivalent, ayant des certifications dans le domaine des PPP ou équivalent (Bac + 5 ou plus)	<p>Avoir de l'expérience dans le montage de partenariats publics-privés dans le secteur des transports : au moins 3 références pertinentes pour des projets de transports de montant cumulé des travaux supérieur à 30 milliards de F CFA.</p> <p>Avoir de l'expérience dans la mise au point de concessions routières ou autoroutières : au moins 2 références en terme de mobilisation et structuration financière.</p>
4.	Un expert juridique spécialisé en montage de partenariats publics-privés dans le secteur des transports	Diplôme d'avocat, master en droit public, droit des affaires, ou équivalent ayant des certifications dans le domaine de l'économie des transports, des PPP ou équivalent (Bac + 5 ou plus)	<p>Avoir de l'expérience dans le montage de partenariats publics-privés dans le secteur des transports : au moins 3 références pertinentes pour des projets de transports de montant cumulé des travaux supérieur à 30 milliards de F CFA, dont au moins 1 en Afrique sub-saharienne.</p> <p>Avoir de l'expérience dans la mise au point de concessions routières ou autoroutières : au moins 2 références pertinentes.</p>

NB : Le personnel proposé ne sera considéré dans l'évaluation que si les pièces justificatives requises datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel sont fournies et dûment signées.

V.2.3. Les références du BET

Le BET devra fournir les documents attestant qu'il a réalisé avec succès au cours des dix (10) dernières années et en

qualité de Cabinet principal au moins une (01) étude similaire.

Le soumissionnaire joindra à l'appui de ces références les premières et dernières pages des contrats ainsi que les attestations de bonne fin établies par les Maîtres d'Ouvrages, avec leurs coordonnées pour permettre un contrôle éventuel.

Pour être validée, chaque référence en prestations similaires, devra être justifiée par les éléments suivants :

- La copie de l'extrait du contrat comportant les 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} pages, ainsi que les pages des détails estimatifs et celles de signatures. Ces documents devront être clairs et lisibles ;
- Le nom du Maître d'Ouvrage ;
- Le lieu d'exécution du projet
- Le certificat de Bonne Fin et/ou le procès-verbal de réception des prestations, délivrés par le maître d'ouvrage ou ses services.

V.2.4. Les moyens logistiques techniques et matériels

Le candidat doit justifier la possession en propre ou en location les moyens logistiques, techniques et matériels ci-après :

Type de matériel	Nombre minimum de matériels
Matériel informatique	
Ordinateur	2
Imprimante	1
Moyens logistiques	
Téléphones fixe/mobile	1
Véhicule	1
Fax	1

NB : La localisation dudit matériel doit être précisée étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage, en cas de besoin.

V.2.5. L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation dûment signée du Directeur Général du BET, devra permettre au Ministre des Travaux Publics de procéder à toute vérification jugée nécessaire pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives à la référence ou aux matériels déclarés par le candidat.

V.2.6. Note Technique sur la compréhension des opérations projetées

Les candidats seront évalués techniquement en prenant en considération leur compréhension des opérations projetées pour mener à bien l'exécution des prestations envisagées.

Cette note technique devra comprendre :



- la description de la méthodologie qui sera utilisée,
- la présentation du schéma opérationnel pour aboutir aux résultats escomptés,
- le point sur la faisabilité d'un contrat de concession.

7. Critères d'évaluation

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

VI.1. Critères éliminatoires

- Dossier administratif incomplet ou non conforme ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Note Technique inférieur à 70/100 ;
- Utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération.

V-2 : Critères essentiels

- Personnel clé (sur 50 points) ;
- Les références du candidat pour les prestations similaires au cours des dix dernières années (sur 30 points) ;
- Moyens logistique et matériel (sur 10 points) ;
- Note Technique sur la compréhension des opérations projetées (sur 10 points).

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas retenir les entreprises qui, dans un contrat en cours avec le MINTP, auront reçues notification d'une mise en demeure, d'un constat de carence ou d'une résiliation.

NB : Tout dossier comportant des fausses déclarations sera purement et simplement rejeté par le Comité d'Analyse compétent à tout moment pendant la procédure.

8. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires sur le présent Appel à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenus tous les jours et heures ouvrables au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, 2ème Etage porte N°207 du nouveau bâtiment R+3, abritant certain services centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre.

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le MINISTRE

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

MISSION DE PROMOTION DES MATÉRIAUX LOCAUX

**PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS D'ATTRIBUTION DU DAO
NO008/AONO/MIPROMALO/DG/CIPM/DAG/SDBC/SM DU 20/04/2021 POUR LA FOURNITURE DES
ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES À LA MIPROMALO EN DEUX (02) LOTS (EN PROCÉDURE D'URGENCE)**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux (MIPROMALO) communique par :

- **Décision N°011/D/MIPROMALO/DG/DAG/SDBC/SM/21** du 30/06/2021
- **Décision N°012/D/MIPROMALO/DG/DAG/SDBC/SM/21** du 30/06/2021_

Sont retenus pour l'exécution des travaux suivants:

N°	PRESTATIONS	ADJUDICATAIRE	MONTANT TTC	DELAIS
1	Acquisition des équipements pour la mise à niveau de l'unité de poterie et céramique fine de la MIPROMALO (lot 1)	ETS GREEN GLOBAL B.P: 0 YAOUNDE N°RC : RC/YAO/2018/A/1118	24 950 000	04 mois
2	Acquisition des équipements pour la mise à niveau de l'atelier de fabrication mécanique (lot 2)	N° Contribuable : P029512285943H TEL : 650 595 059	10 946 645	03 mois

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

LIKIBY BOUBAKAR

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL EN VUE DU TRAITEMENT DES ARCHIVES
COLLECTEES DANS LES ENTREPOTS DU FEICOM**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

**LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE
(FEICOM),**

Communique :

Au terme de l'analyse des Offres reçues à la suite de cet Avis, un seul Consultant a eu la note technique requise et est qualifié pour la suite de la procédure de Consultant Individuel. Il s'agit du Consultant :

IDENTITE DU CONSULTANT	ADRESSE DU CONSULTANT
NKOLLO Mathieu Félix	Tél. :698 462 861 Mail :nkollo.mathieu@gmail.com

Aussi, le Consultant sera-t-il joint pour la production de sa proposition financière.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

AKOA Philippe Camille

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**DECLARANT INFRUCTUEUX LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES N°014/AONO/FEICOM/CIPM/2021 DU 26
AVRIL 2021 POUR LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE L'IMMEUBLE SIEGE DU
FEICOM.**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE (FEICOM),

Porte à l'attention du public, qu'à l'issue de l'ouverture des offres par la Commission Interne de Passation des marchés, aucune offre n'a été jugée conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sus évoqué.

Aussi, Monsieur le Directeur Général déclare ledit Dossier d'Appel d'Offres, infructueux en conformité à l'article 103 alinéa 1.b. du Code des Marchés Publics.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

AKOA Philippe Camille

MISSION DE PROMOTION DES MATÉRIAUX LOCAUX

**PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS D'ATTRIBUTION DU DAO
NO008/AONO/MIPROMALO/DG/CIPM/DAG/SDBC/SM DU 20/04/2021 POUR LA FOURNITURE DES
ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES À LA MIPROMALO EN DEUX (02) LOTS (EN PROCÉDURE D'URGENCE)**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA MIPROMALO

Vu la constitution ;
Vu la Loi N°2017/010 du 12 juillet 2017 portant statut général des établissements publics ;
Vu la Loi N° 2018/ 012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'état et des autres entités publiques ;
Vu la loi N°2020/018 du 17 décembre 2020, portant loi des finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2021 ;
Vu le décret N°90/1353 du 18 septembre 1990 portant création de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux, modifié N°2018/594 du 17 octobre 2018 portant réorganisation de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux ;
Vu le décret N°2010/025 du 28 janvier 2010 portant nomination du Président du Conseil d'Administration de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux ;
Vu le décret N°2017/387 du 20 juillet 2017 portant nomination du Directeur de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux ;
Vu le décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics ;
Vu le décret N°2019/320 du 19 Juin 2019 précisant les modalités d'application de certaines dispositions des lois N°2017/010 et 2017/011 du 12 Juillet 2017 portant statut général des établissements publics et des entreprises publiques ;
Vu la circulaire N°00000242/C/MINFI du 30 décembre 2020 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finances, de la Loi N°2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'état et des autres entités publiques pour l'exercice 2021 ;
Vu le DAO NO008/AONO/MIPROMALO/DG/CIPL/DAG/SDBC/SM du 20/04/2021 pour la fourniture des équipements techniques en deux (02) lots ;
Vu le rapport de la Sous-Commission Interne de Passation des Marchés (SCIPM) de la MIPROMALO ;
Vu la nécessité de service,

DECIDE

Article 1: L'Etablissement GREEN GLOBAL; B.P 0 YAOUNDE; N°RC : RC/YAO/2018/A/1118
; N° Contribuable: P029512285943H; TEL: 650 595 059; a été retenu pour l'exécution de la lettre commande dont les références

N°	PRESTATION	MONTANT
1	Acquisition des équipements pour la mise à niveau de l'unité de poterie et céramique fine de la MIPROMALO (lot 1)	24

Le présent établissement, est invité à se présenter à la MIPROMALO pour l'établissement de la lettre commande correspondante.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et publiée partout où besoin sera. /-

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

LIKIBY BOUBAKAR

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**COMMUNIQUE N° 21-00263/C/MINESUP/SG/PRO-ACTP/RAF/EY DU 30 JUIN 2021 PORTANT PUBLICATION
DES RESULTATS D'UN APPEL D'OFFRES**[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Enseignement Supérieur communique :

L'entreprise **MANU SARL, BP : 11504 Yaoundé**, a été retenue comme adjudicataire du marché relatif à l'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence n°01/AONO/MINESUP/PRO-ACTP/CIPM/2021 du 24 mars 2021, ainsi qu'il suit :

Objet du Marche	Adjudicataire	Montant TTC du Marché	Délai d'exécution
Première phase des travaux de construction du bloc 1 des bâtiments pédagogiques de l'Ecole Normale Supérieure de Bertoua.	MANU SARL BP : 11504 Yaoundé	335 065 825 F CFA	Vingt-quatre (24) Mois

A cet effet, le responsable de l'entreprise concernée est prié de prendre l'attache de l'Unité de Gestion du PRO-ACTP, sise à l'Immeuble Ministériel n°2, porte 048, téléphone 222 22 68 21, pour la suite de la procédure.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont priés de passer retirer leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, elles seront purement et simplement détruites.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le **MINISTRE D'ÉTAT**

FAME NDONGO Jacques

CENTRAL AFRICAN BACKBONE

COMMUNIQUE N° 000403/C/MPT/UCP-CAB/SPM/2021 DU 02 JUIN 2021 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 00000013/AONO//MPT/CEP-UCP-CAB/CSPM/2019 POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET BUREAUTIQUES POUR LES TCP, CEAC ET CPFF. FINANCEMENT : FEMFONDS DE CONTRE PARTIE DE L'EXERCICE 2020

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Coordonnateur du Projet Central African Backbone (CAB)

Conformément aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert N° **00000013/AONO//MPT/CEP-UCP-CAB/CSPM/2019** du 19 Juin 2019 pour la Fourniture et l'installation d'équipements informatiques et bureautiques pour les TCP, CEAC ET CPFF.

N°	SOUSSIONNAIRES	MONTANT TTC FCFA	DELAI D'EXECUTION	CONTACTS
1 ^{er}	ETS LINGUESS	86 360.000	60 jours	ETS LINGUESS. B.P: 4252 Yaoundé Tél : 699822696
2 ^{eme}	INTERFACE	91 266 945	60 jours	INTERFACE. BP : 2708 Yaoundé, Tél : 237 222 22 31 66
3 ^{eme}	INTEK.	92 338 000	60 jours	INTEK : BP : 12841 Yaoundé Tél : 222 22 22 47 Email : intek@intek-cm.com

L'entreprise adjudicataire à savoir ETS LINGUESS est par conséquent priée de se présenter, dès publication du présent communiqué à l'Unité de Coordination du Projet CAB pour les formalités de signature desdits marchés.

Par ailleurs, les soumissionnaires non retenus sont invités à passer retirer leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, ces offres seront détruites. /-

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le COORDONNATEUR

BISSOMBI PIERRE PAUL

COMMUNE DE NGOG-MAPUBI

DÉCISION N°007/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT ATTRIBUTION DÉFINITIVE DU MARCHÉ RELATIF AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°011/AONO/C-NGOG MAPUBI/CIPM/2021 DU 05 MAI EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE DE CERTAINES ROUTES COMMUNALES EN TERRE DANS LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI TRONÇON : LIMAÏ-LIHEMBE Y COMPRIS LA TRANSFORMATION D'UN PLATELAGE EN BOIS EN TABLIER DÉFINITIF SUR LA RIVIÈRE GRAND POUGUE. LONG: 3.310 KM (PROGRAMME ANNUEL 2021); MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI, AUTORITÉ CONTRACTANTE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°2011/410 du 09 décembre portant réorganisation du Gouvernement ;

Vu le décret n°2011/412 du 09 décembre portant réorganisation de la Présidence de la République ;

Vu le décret n°2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;

Vu l'arrêté n°204/A/MINMAP du 03 juillet 2018 portant création des Commissions Internes de Passation des Marchés Publics auprès des Communautés Urbaines, Communes et Communes d'Arrondissement ;

Vu l'Arrêté n°000173/O/MINDDEVEL du 05 mars 2020 constatant l'élection des Maires et Adjoints au Maire, à l'issue du scrutin municipal du 09 février 2020 dans la Commune de Ngog-Mapubi, Département du Nyong et Kellé, Région du Centre ;

Vu la circulaire n°00000242/C/MINFI du 30 décembre 2020 portant Instructions relatives l'Exécution des Lois de Finances, Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'État et Autres Entités Publiques pour l'exercice 2021 ;

Vu l'Arrêté préfectoral n°009/AP/JO8/SDL du 18 janvier 2021 portant approbation du Budget de la Commune de NGOG-MAPUBI pour l'exercice 2021 ;

Vu le dossier d'appel d'offre national ouvert appel d'offres national ouvert N011/AONO/C-NGOG MAPUBI/CIPM/2021 du 05 mai en procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien périodique de certaines routes communales en terre dans la commune de Ngog-Mapubi Tronçon : LIMAÏ-LIHEMBE y compris la transformation d'un platelage en bois en tablier définitif sur la rivière GRAND POUGUE. Long: 3.310 Km (PROGRAMME ANNUEL 2021);

Vu le rapport d'analyses de la Sous-commission d'analyse des offres et le PV des travaux subséquents ;

Vu la proposition d'attribution de la Commission Interne de Passation des Marchés de Ngog-Mapubi.

DÉCIDE

Article 1^{er} : Le Marché objet de la consultation susvisée est attribuée au soumissionnaire ci-après :

LOT	ATTRIBUTAIRE	MONTANT TOTAL LU (EN FCFA)	MONTANT TOTAL CORRIGE (EN FCFA)	DÉLAI D'EXÉCUTION
ENTRETIEN PÉRIODIQUE DE CERTAINES ROUTES COMMUNALES EN TERRE DANS LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI TRONÇON : LIMAI-LIHEMBE Y COMPRIS LA TRANSFORMATION D'UN PLATELAGE EN BOIS EN TABLIER DÉFINITIF SUR LA RIVIÈRE GRAND POUQUE. LONG: 3.310 KM	ETS LA CROISIRE BP 33069 YAOUNDE Tél. : 677.594.444	41 751 006 (Quarante et un millions sept cent cinquante et un mille six francs)	41 751 006 (Quarante et un millions sept cent cinquante et un mille six francs)	06 (six) mo

Article 2 : La présente décision sera enregistrée et publiée partout où besoin sera. /-

NGOG-MAPUBI le 2 Juillet 2021

Le MAIRE

NGO TJOCK Christine



FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

POUR L'ACQUISITION DES PIÈCES DE RECHANGE DU PARC INFORMATIQUE AU FEICOM

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL,

Vu la Loi N°2017/010 du 12 Juillet 2017 portant Statut Général des Etablissements Publics ;

Vu le Décret N°2018/635 du 31 octobre 2018 portant réorganisation du Fonds Spécial d'Equipelement et d'Intervention Intercommunale ;

Vu le Décret N°2006/299 du 20 septembre 2006 portant nomination de Monsieur **AKOA PHILIPPE CAMILLE**, Directeur Général du FEICOM ;

Vu le Décret N° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;

Vu la Demande de Cotation N°010/DC/FEICOM/CIPM/2021 du 21 mai 2021, pour l'acquisition des pièces de rechange du parc informatique au FEICOM

D E C I D E:

Article 1er : La **SOCIETE ETS KAMI&FILS, BP : 15280 Yaoundé-Cameroun, Tél : (237) 674 56 46 46** est déclarée adjudicataire de la Demande de Cotation N°010/DC/FEICOM/CIPM/2021 du 21 mai 2021, pour l'acquisition des pièces de rechange du parc informatique au FEICOM, pour un montant de **six millions deux cent quatre-vingt-seize mille quatre cents (6 296 400) francs CFA TTC** et pour un délai d'exécution **vingt et un (21) jours**, à compter de la date de notification de l'ordre de service.

Article 2 : Le Responsable de ladite Société est invité à se présenter à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (Services des Marchés et Approvisionnements) du FEICOM pour l'établissement de la Lettre-Commande y afférente.

Article 3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera. /-

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

AKOA Philippe Camille

AGENCE DE PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

ADDITIF RECTIFICATIF N°01 DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 21-007 /AONO/APME/DG/CIPM/2021 DU 14 JUIN 2021 (EN PROCEDURE D'URGENCE) POUR LA FOURNITURE DE DEUX (02) VEHICULES TYPE PICK-UP 4X4 DOUBLE CABINES A L'AGENCE DE PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DESTINES AU PROGRAMME START AND IMPROVE YOUR BUSINESS FINANCEMENT : BUDGET APME – EXERCICE 2021

[Télécharger la pièce d'origine](#)
[Affichage Web](#)

1	Critères d'évaluation
<p>Au lieu de ...</p> <p>Seules les offres présentant un dossier administratif complet et conforme au DAO seront évaluées techniquement.</p> <p>1- Critères éliminatoires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après les 48 heures ; - Non-respect d'au moins soixante-dix-sept pour cent (77%) des critères essentiels ; - Absence de la caution de soumission ou montant de la caution non conforme - Absence d'un prospectus détaillé avec photos, accompagné d'une fiche présentant les caractéristiques techniques du matériel proposé ; - Fausses déclarations ou pièces falsifiées ; - Absence d'une autorisation du fabricant ; - Absence d'un certificat d'origine du matériel proposé dûment signé du fabricant ; <p>2- Critères essentiels</p> <ul style="list-style-type: none"> - conformité aux spécifications techniques.....oui/non - expériences et références similaires du Concessionnaire.....oui/non - Mise à disposition de pièces de rechanges.....oui/non - service après-vente.....oui/non - délai de garantie.....oui/non - délai de livraison.....oui/non - Spécifications techniquesoui/non - Cahier des Clauses Administrative Particulières paraphé et signéoui/non - capacité financière d'un montant au moins égal à trente (30) millions de FCFA...oui/non <p>3- Evaluation des propositions financières :</p> <p>Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique. Une proposition est rejetée à ce stade si elle n'atteint pas le score technique minimum de 77% de oui.</p>	
<p>Lire plutot</p> <p>Seules les offres présentant un dossier administratif complet et conforme au DAO seront évaluées techniquement.</p> <p>1- Critères éliminatoires</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après les 48 heures ; - Non-respect d'au moins soixante-dix-sept pour cent (77%) des critères essentiels ; - Absence de la caution de soumission ou montant de la caution non conforme - Absence d'un prospectus détaillé avec photos, accompagné d'une fiche présentant les caractéristiques techniques du matériel proposé ; - Fausses déclarations ou pièces falsifiées ; <p>Le reste sans changement.</p>	



YAOUNDE le 1 Juillet 2021

Le *DIRECTEUR GÉNÉRAL*

BADGA JEAN MARIE LOUIS

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°011/DC/FEICOM/CIPM
/2021 DU 21 MAI 2021, POUR L'ACQUISITION DES INSTRUMENTS DE MESURE PAR LE FEICOM.**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE (FEICOM),

Communique :

Par décision N°020/D/FEICOM/DG du

La Société ci-après, a été déclarée adjudicataire de la Lettre-Commande relative à la Demande de Cotation sus citée.

ADJUDICATAIRE	PROPOSITION FINANCIERE TTC (FCFA)	DELAI D'EXECUTION
La SOCIETE EL-SHADDAI SARL, BP : 7932 Yaoundé-Cameroun, Tél : (237) 673 33 55 42/ 6 77 91 19 69	ONZE MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-TROIS MILLE CENT SOIXANTE (11 963 160) FRANCS CFA TTC	TRENTE (30) JOURS

Le Responsable de ladite Société est invité dès publication du présent communiqué, à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (Service des Marchés et Approvisionnements) du FEICOM à retirer la décision d'attribution de la Lettre-Commande. En outre, l'adjudicataire a 72 heures pour souscrire ladite Lettre-Commande.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous quinzaine dès parution du présent communiqué, à l'exception de l'exemplaire remis à l'ARMP.

Passé ce délai, ces offres seront détruites sans qu'il y ait lieu à réclamation.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

AKOA Philippe Camille

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 037 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2021 DU 28/06/2021 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN PÉRIODIQUE AUX PRODUITS STABILISANTS DE CERTAINES ROUTES NATIONALES ET RÉGIONALES EN TERRE DANS LE RÉSEAU OUEST, RÉGIONS DE L'OUEST ET DU NORD-OUEST, PROGRAMME 2021. FINANCEMENT : BUDGET MINTP- LIGNE FONDS ROUTIER – EXERCICES 2021 ET SUIVANTS. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, MAÎTRE D'OUVRAGE, LANCE POUR LE COMPTE DE L'ÉTAT DU CAMEROUN, UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX SUS INDIQUÉS.

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de la campagne d'entretien des routes en terre pour l'exercice 2021, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux d'entretien périodique aux produits stabilisants de certaines routes nationales et régionales en terre dans le Réseau Ouest, Régions de l'Ouest et du Nord-Ouest, programme 2021.

2. Consistance des prestations

Les travaux consisteront à l'entretien des routes concernées et les interventions devront se faire en trois étapes successives :

- 1^{ère} étape : le traitement des points critiques (y compris les travaux d'ouvrages d'art) ;
- 2^{ème} étape : le terrassement et le reprofilage de la plate-forme avec un accent particulier accordé à l'assainissement et le drainage ;
- 3^{ème} étape : le rechargement de la couche de roulement en matériaux améliorés aux produits stabilisants.

Le Cocontractant précisera dans son offre, l'approche à laquelle il se propose de recourir pour garantir la durée de vie de la route d'au moins cinq (05) ans.

Le protocole de mise en œuvre du produit stabilisant à utiliser sera décrit, assorti des caractéristiques techniques dudit produit.

Ces travaux à réaliser dans le cadre du contrat portent sur les tâches suivantes:

Déblai ordinaire mis en dépôt ;
 Déblai mis en remblai ;
 Remblai en "graveleux latéritiques" provenant d'emprunt ;
 Purgés ;
 Mise en forme de la plate-forme ;
 Reprofilage / Compactage ;
 Curage et remise forme des fosses et exutoires en terre existants ;
 Création des fossés et divergents en terre à la niveleuse ;
 Mise en œuvre de la couche de roulement en graveleux latéritique ;
 Traitement de la chaussée aux produits stabilisants ;
 Imprégnation sablée dans les zones de fortes pentes ;
 Enduit superficiel tricouche dans les zones de fortes pentes ;
 Curage des buses (Ø?1,5m) et des dalots (H ? 1,5m) ;
 Fourniture et pose de buses métalliques Ø 800 mm et Ø 1000 mm ;
 Construction des puisards en maçonneries pour buses métalliques Ø 800 mm et Ø 1000 mm ;
 Construction des têtes de buse Ø 800 mm et Ø 1000 mm en maçonneries ;
 Construction des fossés maçonnés triangulaires de 130 x 65 ;
 Mise en place des enrochements ;
 Fourniture et mise en place des barbacanes ;
 Dépose de buse béton ou métallique ;
 Construction de dalots en béton armé y compris têtes ;
 Fouilles en terrains ordinaires ou en lit de rivière ;
 Construction de culées en maçonneries de moellons ;
 Remblai contigu aux ouvrages ;
 Démolition d'ouvrage en maçonnerie et en béton armé ;
 Construction des perrés maçonnés ;
 Mise en œuvre des maçonneries de moellons ;
 Mise en œuvre du béton armé ;
 Remplacement des poutres IPE ;
 Fourniture et pose des gargouilles ;
 Curage de ponts et ponceaux ;
 Etudes géotechniques et d'exécution ;
 Fourniture et pose de garde-corps mixte (poteaux en béton et tuyaux en acier galvanisé) ;
 Fourniture et pose de panneaux de signalisation ;
 Fourniture et pose de balises en bois et en béton armé préfabriqués ;
 Application de peintures anticorrosive et à huile ;
 Traitement des bourbiers ;
 Etc...

3. Allotissement

Les travaux sont repartis en deux (02) lots présentés comme suit :

N° des lots	Régions	Tronçons	Linéaires Estimés (km)	Budgets Prévisionnels TTC (FCFA)	Délais (mois)	Type d'intervention

1- NW/21	Nord- Ouest	N11A : Befang – Benakuma – Baworo (FRT Nigeria)	50,00	Phase 1 (en 2021) : 300 000 000 Phase 2 (en 2022) : 300 000 000 Total du lot : 600 000 000	Phase 1 : 08 Phase 2 : 08 Total : 16	Entretien Périodique aux produits stabilisants
5- OU/21	Ouest	R0629 : Koutaba – Kouden – Kouoptamo	30,00	Phase unique (en 2021) : 110 000 000 Total du lot : 110 000 000	Phase unique : 06 Total : 06	
TOTAL			80,00	710 000 000		

4. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou groupement d'entreprises de travaux publics installés au Cameroun.

Mode de soumission

Le mode de soumission est : «En ligne ou hors ligne (on/offline) ». Autrement dit, les deux types de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner simultanément en ligne et hors ligne pour cet Appel d'Offres.

5. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du MINTP, Ligne Fonds Routier, Exercices 2021 et suivants.

6. Consultation du Dossier

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de deux cent mille (200 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier. Lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer, en indiquant leur adresse complète (Boite postale, Numéros de téléphone, fax Email...).

Cette quittance devra identifier l'acheteur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres. Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

Présentation des offres

11.1. Pour la soumission hors ligne :

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous triple enveloppe dont :

- Ø L'enveloppe A contenant le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- Ø L'enveloppe B contenant l'Offre Technique (Volume 2) ;
- Ø L'enveloppe C contenant l'Offre Financière (Volume 3).

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A, B et C), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

11.2. Pour la soumission en ligne :

Les tailles maximales des volumes cités précédemment (Volume 1, Volume 2 et Volume 3) ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Volume 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Volume 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Volume 3).

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

8. Remises des offres

. Pour la soumission hors ligne :

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210,

au plus tard le 28/07/2021 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Elle devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 037 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2021 du 28/06/2021

En procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien périodique aux produits stabilisants de certaines routes nationales et régionales en terre dans le Réseau Ouest, Régions de l'Ouest et du Nord-Ouest, programme 2021.

Financement : Budget MINTP - Ligne Fonds Routier ; Exercices 2021 et suivants.

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

12.2. Pour la soumission en ligne :

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 28/07/2021 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 28/07/2021 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 037 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2021 du 28/06/2021

En procédure d'urgence pour l'exécution des travaux d'entretien périodique aux produits stabilisants de certaines routes nationales et régionales en terre dans le Réseau Ouest, Régions de l'Ouest et du Nord-Ouest, programme 2021.

Financement : Budget MINTP - Ligne Fonds Routier ; Exercices 2021 et suivants.

(Copie de sauvegarde) ».

9. Delai de Livraison

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de seize (16) mois pour le lot 1-NW/21 (soit huit (08) mois pour chaque phase) et six (06) mois pour le lot 5-OU/21 (en une seule phase). Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

10. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées, pour chaque lot postulé, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par une banque ou une compagnie d'assurance agréé et habilitée par le Ministre en charge des Finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics. Le montant en FCFA de ladite garantie est mentionné dans le tableau ci-après:

N° des Lots	Montants de la Caution de soumission
1-NW/21	Dix millions (10 000 000) de FCFA
5-OU/21	Deux millions (2 000 000) de FCFA

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

11. Recevabilité des Offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt des offres ou celles ne respectant pas le mode de séparation de l'offre financière des offres administratives et techniques seront irrecevables.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres aura lieu le 28/07/2021 dès 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures au MINTP sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

L'ouverture des plis se fera en un temps et en trois étapes :

- 1^{er} étape: Ouverture de l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1),
- 2^{eme} étape: Ouverture de l'enveloppe B contenant les offres techniques (volume 2)
- 3^{ème} étape: Ouverture de l'enveloppe C contenant les offres financières (volume 3).

Tous les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée (même en cas de groupement) de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

13. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- a) Absence de l'original du cautionnement provisoire à l'ouverture ;
- b) Absence après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception du cautionnement provisoire ;
- c) Non-conformité après le délai de 48 heures après l'ouverture des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;
- d) Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou pièce non authentique ;
- e) **Non-conformité du mode de soumission** ;
- f) Non-respect du format de fichier des offres (pour les cas de soumission en ligne uniquement) ;
- g) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS (pour les cas de soumission en ligne uniquement) ;
- h) Dossier Technique incomplet pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes ;

Ø Une attestation de visite des lieux datée, cachetée et signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;

Ø Un rapport de visite de lieux documenté et illustratif, paraphé à chaque et signé à la dernière page par le soumissionnaire ;

Ø La déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;

Ø Un Conducteur des Travaux ayant la qualification exigée dans le RPAO (pièce 3) ;

Ø Une note d'organisation et méthodologie ;

Ø Une capacité de financement ou une ligne de crédit d'au moins deux cent millions (200 000 000) de FCFA pour le lot 1-NW/21, et trente-trois millions (33 000 000) de FCFA pour le lot 5-OU/21.

i) Non justification de la possession en propre de tout le matériel minimum suivant :

Ø Une niveleuse ;

Ø Deux camions bennes pour le lot 1-NW/21 et un camion benne pour le lot 5-OU/21 ;

Ø Un compacteur à rouleau vibrant ou à pneus ;

Ø Une pelle chargeuse ;

Ø Un camion-citerne à eau ;

j) Non justification d'une référence prouvant que l'entreprise a réalisé de façon satisfaisante un marché de travaux routiers dans la zone concernée d'un montant T.T.C. supérieur ou égal à trois cent millions (300 000 000) de FCFA pour le lot 1-NW/21 et à cinquante-cinq millions (55 000 000) de FCFA pour le lot 5-OU/21 ;

k) Absence des états financiers certifiés des trois (03) dernières années (2018-2020) constituant un chiffre d'affaires cumulé supérieur ou égal à trois cent millions (300 000 000) de FCFA pour le lot 1-NW/21 et à cinquante-cinq millions (55 000 000) de FCFA pour le lot 5-OU/21 ;

l) Dossier financier incomplet pour absence ou non-conformité de l'une des pièces suivantes :

Une soumission timbrée et signée;

Ø Le bordereau des prix unitaires (BPU) (pièce 6) suivant le modèle avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres, rempli de manière lisible ; Le devis Quantitatif et Estimatif (DQE) ;

Le sous – détail des prix unitaires.

m) Omission d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE et le Sous – détail des prix unitaires ;

n) N'avoir pas obtenu au moins un total de 15 critères sur l'ensemble des 21 critères essentiels.

Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 21 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

a) Le personnel d'encadrement proposé (pièce 9.5) sur 08 critères ;

b) Le matériel à mobiliser sur 13 critères ;

NB : Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

14. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

Au titre de cet Appel d'Offres, un soumissionnaire peut être adjudicataire d'au plus un (01) lot.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ième} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

YAOUNDE le 28 Juin 2021

Le *MINISTRE*

NGANOU DJOUMESSI Emmanuel

PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATIONS D'INTERET N°003/ASMI/MINEPAT/PROLAC/SPM/2021 DU 16 JUN 2021 RELATIF AU RECRUTEMENT (I) D'UN AGENT DE LIAISON ET (II) DE SIX (06) CHAUFFEURS AU PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD (PROLAC). NOM DU PAYS : CAMEROUN : NOM DU PROJET : PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD INTITULÉ DES MISSIONS DES CONSULTANTS : RECRUTEMENT D'UN AGENT DE LIAISON ET DE SIX (06) CHAUFFEURS. CRÉDIT IDA NUMÉRO : 6643-CM NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU PROJET P161706

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Depuis 2012, la situation sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad s'est considérablement aggravée. En effet, la dynamique des conflits dus à l'insurrection de Boko Haram a fortement perturbé les activités économiques (l'agriculture, la pêche, l'élevage, le commerce,) et la circulation des personnes et des biens dans la zone concernée. Face à un tel environnement ayant provoqué les déplacements massifs de population dans les pays concernés doublé d'un assèchement progressif dudit lac lié aux effets de changement climatique (Nigeria Cameroun, Tchad et Niger), la nécessité d'une intervention urgente s'impose afin de faire face aux crises sécuritaires et alimentaires et la vulnérabilité des populations.

C'est ainsi que le Gouvernement envisage, avec l'appui de la Banque mondiale, la mise en place du Projet de Relance et Développement la Région du Lac Tchad (PROLAC).

Ledit projet qui s'étendra sur les quatre pays de la région susvisée, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad, aura pour objectif d'améliorer les conditions d'existence et de résilience des populations riveraines en leur offrant des facilités d'accès aux infrastructures de mobilité rurale, de croissance économique et d'emploi ainsi que des opportunités pour leurs activités économiques. Ledit projet s'articulera autour des principales composantes suivantes :

Composante 1 : la mise en place d'une plateforme régionale de gestion des connaissances à l'effet de mieux capitaliser tout le savoir généré grâce à la réalisation des études autour du Bassin du Lac Tchad ;

Composante 2 : la facilitation de la mobilité rurale en vue de permettre l'acheminement des productions agricoles des bassins vers les marchés locaux ;

Composante 3 : le développement des chaînes de valeurs agricoles en vue de contribuer à la mise en place des activités génératrices des revenus dans la zone ;

Composante 4 : Gestion du Projet ;

Composante 5 : Intervention d'Urgence Contingente (CERC).

Le projet sera mis en œuvre au Cameroun dans le Département du Logone et Chari dans la Région de l'Extrême Nord du Cameroun, selon une approche holistique avec un focus sur la capitalisation des interventions en cours et/envisagées dans sa zone d'intervention par la plateforme régionale des connaissances à mettre en place.

A cet effet, le montage institutionnel prévoit le recrutement de certains personnels d'appuis au sein de l'Unité de Mise en Œuvre du Projet à savoir : un agent de liaison et six (06) chauffeurs.

Le Coordonnateur National invite les candidats à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessous. Les candidats intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des services.

2. Consistance des prestations

A. POSTE D'AGENT DE LIAISON

Placé sous la responsabilité de l'Assistant(e) du Coordonnateur National, l'agent de liaison a pour mission/tâches :

- assurer la liaison entre projet et les différentes administrations ou structures partenaires à ce titre, il est chargé de : les courses (en ville et hors de la ville) liées au service.
- distribuer les courriers à l'intérieur de Kousséri et le cas échéant dans les autres villes de la zone d'intervention du projet ;
- récupérer et transmettre à l'assistante du Coordonnateur National tous les courriers destinés au projet ;

exécuter toutes autres tâches qui lui seront confiées par la hiérarchie dans le cadre de ses missions.

B. POSTE DECHAUFFEURS

Placés sous la responsabilité du Responsable Administratif et Financier, le chauffeur assurera les courses (en ville et hors de la ville) liées au service. Le chauffeur est chargé de :

- veiller à la sécurité des personnes et des biens à bord du véhicule ;
- respecter les règles de prévention et de sécurité routières en vigueur au Cameroun ;
- assurer l'entretien minimal du véhicule en le gardant en bon état de fonctionnement ;
- faire assurer l'entretien préventif du véhicule (vidange, huile moteur, huile de direction, eau batterie, liquide de refroidissement, etc.) ;
- remplir les fiches de bord de véhicules ;
- certifier les pièces de rechange acquises ou à acheter ;
- suivre le remplacement des pièces défectueuses ;
- prévenir le(s) supérieur(s) hiérarchique(s) de toutes anomalies constatées sur le véhicule ;
- déclarer tout incident et/ou toute panne survenu(e) sur le véhicule dans l'exercice de ses fonctions ;
- veiller à la validité des documents de circulation routière du véhicule (assurance, visite technique, carte grise) ;
- exécuter toutes autres tâches qui lui seront confiées par la hiérarchie dans le cadre de ses compétences ;

en tout état de cause, il s'occupe du nettoyage et de l'entretien des véhicules.

1. QUALIFICATIONS/PROFILS REQUIS

a. AGENT DE LIAISON

- savoir lire et écrire le français et/ou l'anglais ;
- être titulaire d'au moins un diplôme de fin du cycle primaire (CEP ou first school leaving certificate) ;
- justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 02 ans au sein d'un projet/programme de grande envergure financé par un bailleur de fonds ;
- être apte à travailler en équipe et avoir d'excellentes aptitudes en relations interpersonnelles et en communication.

b. CHAUFFEURS

- être titulaire d'un permis de conduire en cours de validité (catégorie B ou plus). Disposer d'une attestation de formation en mécanique automobile constituerait un atout ;
- justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 05 ans au sein d'un projet/programme financé par un bailleur de fonds ou ONG ;
- avoir une aptitude à voyager et à effectuer des missions de terrain ;
- posséder des connaissances générales en mécanique automobile ;
- être apte à travailler en équipe et avoir d'excellentes aptitudes en relations interpersonnelles et en communication ;
- avoir une bonne connaissance de la zone d'intervention du projet ;
- être disposé à effectuer des déplacements dans toute la zone d'intervention du projet.

2. MODALITES DE SELECTION

Les Consultants seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissement (FPI) », édition de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017 et Août 2018 (« Règlement de Passation des Marchés »).

Les candidats seront sélectionnés selon la méthode de sélection de Consultant Individuel décrite dans le Règlement au travers de la Comparaison des Curricula Vitae.

3. Remises des offres

Les manifestations d'intérêt écrites, doivent être déposées en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par fac-similé ou par courrier électronique au plus tard quatorze (14) jours ouvrables après la date de publication à 15h30mn avec la mention :

« Manifestation d'Intérêt pour le recrutement d'un agent de liaison et de six (06) chauffeurs au Projet de Relance et de Développement de la Région du Lac Tchad (PROLAC) » à
- Yaoundé, Immeuble MINEPAT sis au Boulevard du 20 mai, 6e étage, porte 620 ;
- Kousséri, Délégation Départementale du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire du Logone et Chari ;

courriel : prolac.cameroun@gmail.com avec copie à bamabolie@gmail.com , charlesoumbe@yahoo.fr et [abicho20](mailto:abicho20@gmail.com)

4. Composition du dossier

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées en version physique (07 exemplaires dont 01 original et 6 copies) ou numérique, et devront comprendre les documents suivants :

une lettre de motivation ;
un Curriculum Vitae (CV) du candidat daté et signé de moins de trois mois avec les adresses complètes du candidat (boîte postale, téléphone, e-mail, etc.) mettant en exergue les expériences similaires ;
des copies simples des diplômes, attestations et/ou certificat de travail et, tous autres documents démontrant les aptitudes/qualifications des candidats.

1. DUREE DU CONTRAT

La durée du contrat, qui sera signé avec le Maître d'Ouvrage ou son représentant, est de deux (02) ans renouvelables avec une période de probation de six (06) mois sur la durée du projet. Le renouvellement ne pourra intervenir que si les états de service du titulaire du poste sont jugés satisfaisants pour le projet.

L'évaluation de la performance du titulaire du poste fera annuellement sur la base d'un contrat de performance incluant des indicateurs de résultats prédéterminés.

2. LIEU DE TRAVAIL

ü Kousséri, Département du Logone et Chari, Région de l'Extrême-Nord ;
Maroua, Département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord, pour le chauffeur affecté au bureau de soutien.

5. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à travers les contacts suivants : tel : 699 108 446 et 693 839 889.

YAOUNDE le 16 Juin 2021

Le COORDONNATEUR NATIONAL

ABICHO MAHAMAT

PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATIONS D'INTERET N°002/ASMI/MINEPAT/PROLAC/SPM/2021 DU 16 JUIN 2021 POUR LE RECRUTEMENT (I) D'UN (E) ASSISTANT (E) EN SUIVI-ÉVALUATION, (II) D'UN (E) ASSISTANT (E) ADMINISTRATIF (VE) ET FINANCIER (E), (III) D'UN (E) ASSISTANT (E) DU COORDONNATEUR NATIONAL, (IV) D'UN ASSISTANT (E) AU SPÉCIALISTE EN PASSATION DES MARCHÉS, (V) D'UN (E) ASSISTANT (E) AU SPÉCIALISTE EN AGRICULTURE; (VI) D'UN (E) ASSISTANT (E) AU RESPONSABLE EN INFRASTRUCTURES, (VII) D'UN (E) ASSISTANT(E) AU RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN DE MAROUA DU PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD (PROLAC). NOM DU PAYS : CAMEROUN NOM DU PROJET : PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD INTITULÉ DES MISSIONS DES CONSULTANTS : RECRUTEMENT D'UN(E) ASSISTANT(E) EN SUIVI-ÉVALUATION, D'UN(E) ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF(VE) ET FINANCIER(E), D'UN(E) ASSISTANT(E) DU COORDONNATEUR NATIONAL, D'UN ASSISTANT(E)AU SPÉCIALISTE EN PASSATION DES MARCHÉS, D'UN(E) ASSISTANT(E) AU SPÉCIALISTE EN AGRICULTURE ; D'UN(E) ASSISTANT(E) AU RESPONSABLE EN INFRASTRUCTURES, D'UN(E) ASSISTANT(E) AU RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN DE MAROUA. CRÉDIT IDA NUMÉRO : 6643-CM NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU PROJET P161706

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Depuis 2012, la situation sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad s'est considérablement aggravée. En effet, la dynamique des conflits dus à l'insurrection de Boko Haram a fortement perturbé les activités économiques (l'agriculture, la pêche, l'élevage, le commerce,) et la circulation des personnes et des biens dans la zone concernée. Face à un tel environnement ayant provoqué les déplacements massifs de population dans les pays concernés doublé d'un assèchement progressif dudit lac lié aux effets de changement climatique (Nigeria Cameroun, Tchad et Niger), la nécessité d'une intervention urgente s'impose afin de faire face aux crises sécuritaires et alimentaires et la vulnérabilité des populations.

C'est ainsi que le Gouvernement envisage, avec l'appui de la Banque mondiale, la mise en place du Projet de Relance et Développement la Région du Lac Tchad (PROLAC).

Ledit projet qui s'étendra sur les quatre pays de la région susvisée, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad, aura pour objectif d'améliorer les conditions d'existence et de résilience des populations riveraines en leur offrant des facilités d'accès aux infrastructures de mobilité rurale, de croissance économique et d'emploi ainsi que des opportunités pour leurs activités économiques. Ledit projet s'articulera autour des principales composantes suivantes :

Composante 1 : la mise en place d'une plateforme régionale de gestion des connaissances à l'effet de mieux capitaliser tout le savoir généré grâce à la réalisation des études autour du Bassin du Lac Tchad ;

Composante 2 : la facilitation de la mobilité rurale en vue de permettre l'acheminement des productions agricoles des bassins vers les marchés locaux ;

Composante 3 : le développement des chaînes de valeurs agricoles en vue de contribuer à la mise en place des activités génératrices des revenus dans la zone ;

Composante 4 : Gestion du Projet ;

Composante 5 : Intervention d'Urgence Contingente (CERC).

Le projet sera mis en œuvre au Cameroun dans le Département du Logone et Chari dans la Région de l'Extrême Nord du Cameroun, selon une approche holistique avec un focus sur la capitalisation des interventions en cours et/envisagées dans sa zone d'intervention par la plateforme régionale des connaissances à mettre en place.

A cet effet, le montage institutionnel prévoit la mise en place d'une Unité de Mise en Œuvre du Projet comprenant : d'un(e) assistant(e) en suivi-évaluation, d'un(e) assistant(e) administratif(ve) et financier(e), d'un(e) assistant(e) du Coordonnateur national, d'un assistant(e) au Spécialiste en Passation des Marchés, d'un(e) assistant(e) au Spécialiste en Agriculture ; d'un(e) assistant(e) au Responsable en Infrastructures, d'un(e) assistant(e) au Responsable du bureau de soutien de Maroua.

Le Coordonnateur national invite les consultants individuels à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessous. Les candidats intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des services.

2. Consistance des prestations

A. POSTE D'ASSISTANT(E) EN SUIVI-EVALUATION

Missions

Placé(é) sous l'autorité du Coordonnateur national du Projet et la supervision du Responsable Suivi-évaluation, il/elle est chargé(é) d'assister le Responsable du suivi évaluation dans l'exécution de ses missions.

De manière spécifique, il/ elle devra :

- appuyer à la mise en place du système de suivi-évaluation du Projet axé sur les résultats ;
- appuyer à l'élaboration des rapports périodiques d'activités et des indicateurs du projet, avec une périodicité trimestrielle, semestrielle et annuelle ;
- appuyer à l'exploitation et à diffusion de l'information sur les performances, le déploiement spatial et l'impact du projet ;
- contribuer à l'organisation des missions d'audit externe sur le respect des procédures et les réalisations techniques du projet, autant sur le plan organisationnel que sur l'accès à l'information ;
- appuyer à la préparation des missions conjointes de supervision avec les différents acteurs et les partenaires au développement ;
- contribuer à la planification des activités en vue de l'élaboration du Plan de Travail et de Budget Annuel (PTBA) ;
- participer au suivi-évaluation de l'ensemble des activités du Projet ;
- contribuer à la mise en place et l'entretien du système de stockage et traitement de l'information (stockage des données physiques, stockage des données virtuelles, mécanismes de diffusion de l'information de suivi-évaluation) / système de rapportage, système de communication avec les acteurs du Projet et le grand public.

Description des tâches :

- contribuer à la finalisation du manuel de suivi-évaluation ;
- participer à la préparation du plan de suivi-évaluation ;
- contribuer à l'analyse, la synchronisation et la consolidation les données informatiques du projet ;
- contribuer à la formation du personnel sur le système et les outils de suivi-évaluation ;
- contribuer à l'élaboration d'une méthode standard de visualisation des activités du projet (cartes/expansion géographique), cela inclura l'utilisation extensive du système GEMS qui permet le suivi à distance ;
- appuyer en étroite collaboration avec le RAF, le suivi de l'exécution du Plan de travail et du Budget Annuel ;
- contribuer à l'élaboration des rapports d'activités et/ou d'ateliers ;
- contribuer systématiquement sur une base mensuelle, à l'analyse et à l'interprétation des écarts entre prévisions et réalisations par référence au PTBA approuvé ;
- contribuer à l'identification des risques liés au démarrage et à la mise en œuvre des activités du projet, et proposer les mesures correctrices et les alternatives ;
- contribuer à la constitution d'une base de données sur le projet et assurer la sauvegarde et l'archivage des documents ;
- mettre à jour la base de données ;
- assurer l'archivage des documents du projet ;
- contribuer à la diffusion d'informations sur la performance, les résultats et les effets obtenus avec le projet ;
- contribuer à la production et à la publication des rapports périodiques ou autres documents en collaboration avec le spécialiste du suivi-évaluation et le Coordonnateur national ;
- exécuter toutes autres tâches à lui/elle confiées par son supérieur hiérarchique.

B. POSTE D'ASSISTANT (E) ADMINISTRATIF(VE) ET FINANCIER(E)

Placé(e) sous l'autorité du Responsable Administratif et Financier (RAF), il/elle assiste celui-ci dans toutes les opérations liées à l'organisation et à la gestion administrative, financière et budgétaire du Projet. Il/elle aura pour mission :

- la gestion financière et budgétaire ;
- la gestion administrative du personnel et des courriers ;
- la gestion des missions du personnel et des caisses d'avance ;
- la gestion des achats courants ;
- la gestion du patrimoine (véhicules et autres immobilisations).

De manière spécifique, il/elle est chargé(e) de :

En matière de gestion financière et budgétaire :

- vérifier la conformité des demandes de paiement avant le visa du RAF (éligibilité, disponibilité de la provision, vérification des erreurs de calculs arithmétiques, etc.) et préparation des titres de paiement (chèques, ordres de virement, mises à disposition, etc.);
- appuyer le Comptable dans les opérations de trésorerie, financière, comptable et budgétaire ;
- analyse hebdomadaire des comptes et identification des éventuelles régularisations ;
- analyse et justification de tous les comptes en vue de l'établissement des états financiers ;
- préparer les demandes de retrait de fonds et toute la documentation nécessaire aux décaissements, conformément aux directives de l'IDA ;
- préparer et suivre les demandes de paiement et/ou de remboursement ;
- veiller à la tenue de la situation des dépenses non justifiées de la Coordination nationale et suivre leur recouvrement ;
- veiller au bon fonctionnement du système de gestion comptable.



En matière de gestion administrative du personnel et du courrier :

- assurer le suivi administratif des agents (embauche, mutation, licenciement, congés, tenue et mise à jour de l'état nominal du personnel du Projet et des dossiers individuels) ;
- gérer le contrat d'assurance du personnel et faciliter ses rapports avec la compagnie d'assurance ;
- assister le Responsable Administratif et Financier auprès de l'Administration du travail (Inspection du travail) ;
- organiser l'accueil des nouveaux employés (supervision, aménagement de l'espace, orientation, présentation du règlement intérieur et du code de conduite) ;
- recenser les revendications et réclamations éventuelles du personnel et les porter à la connaissance du Responsable Administratif et Financier ;
- assister le RAF dans la gestion des feuilles de présence, les missions et les congés ;
- préparer les lettres de désignation, les certificats de travail à la demande du RAF ;
- préparer les notes de service à soumettre à l'appréciation du RAF ;
- assurer la gestion des archives du personnel ;
- assister le RAF dans l'organisation administrative des événements liés au Projet ;
- assurer la distribution du courrier du PROLAC.

En matière de gestion des missions, des caisses d'avance et des opérations financières

- vérifier arithmétiquement les projets de budget relatifs à une mission (carburant, perdiems, etc.) ;
- établir les projets d'ordre de mission ;
- assurer les opérations du billettage (ateliers, séminaires, formations, etc.) ;
- préparer les demandes de paiement de l'Unité de Coordination du Projet ;
- assurer les relations administratives avec la CAA et les banques (retrait et dépôts des dossiers et documents) ;
- assurer le suivi des missions et des congés effectués par le personnel de l'UMOP.

En matière d'achats courants et d'autres fonctions :

- contrôler et consolider les demandes de biens et services (budget inférieur à 5 millions de FCFA) exprimées par le personnel du Projet et s'assurer au préalable de la régularité de la demande ;
- consulter les lignes et les enveloppes du budget y afférents, afin de s'assurer que le budget est disponible ;
- initier les Demandes d'Engagement de Dépenses (DED) en deux exemplaires et transmettre au RAF pour visa avant l'approbation du Coordonnateur National (qui adresse au Spécialiste en Passation des Marchés pour lancement de la procédure de consultation des fournisseurs) ;
- s'assurer du stockage en lieu sûr des biens et autres fournitures du Projet ;
- participer activement à la révision du manuel des procédures administratives, financières et comptables ;
- d'ouvrir et suivre les dossiers du contentieux.

En matière de gestion du patrimoine du projet

- assiste le Comptable dans la sauvegarde du patrimoine du projet ;
- assiste le Comptable dans le suivi de la cartographie du patrimoine du projet tenu sur le logiciel comptable ;
- assiste le Comptable dans la conduite des inventaires physiques périodiques, notamment annuels des immobilisations et des stocks du projet ;
- veiller à la maintenance et à la tenue en bon état des biens du projet ;
- récupérer les biens du projet au départ des employés.

C. POSTE D'ASSISTANT(E) DU COORDONNATEUR NATIONAL

Missions

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur National du Projet, l'Assistant(e) de Projet est chargé(e) d'assister l'équipe du projet, dans l'exécution des tâches organisationnelles et administratives comprenant : la circulation des informations pertinentes, la facilitation des relations entre les différents acteurs du projet, la tenue du courrier, le traitement informatisé des dossiers ainsi que leur classement.

Les tâches inhérentes à l'Assistant(e) de Projet se décomposent comme suit :

- Appui à l'équipe projet

assister l'équipe de projet dans la recherche et la collecte d'informations nécessaires au projet (informations administratives et/ou d'ordre général) ;

prendre en charge certaines tâches de suivi des dossiers du projet ;

participer à la mise en forme du PTBA ainsi que des rapports élaborés par le SNSE ;

planifier les réunions du Coordonnateur projet et rédiger les comptes rendus ;

accompagner le dialogue régulier avec les partenaires afin d'assurer un suivi de leurs obligations contractuelles.

- Soutien organisationnel

organiser les déplacements des membres de l'équipe du projet et missions, préparer les dossiers ou éléments de dossiers (ordres de mission, visas, etc.) ;

assurer le suivi des réunions/missions du Coordonnateur: rapports de mission, suivi des actions à réaliser, mise à jour de la base de données des contacts, etc.

suivre et mettre à jour les plannings ;

participer à l'organisation d'événements divers (séminaires, cérémonies de signatures, visites et autres événements professionnels) ;

assurer l'archivage électronique et physique des documents du projet.

- Gérer le courrier

tenir à jour les registres et le système de classement des courriers arrivée et départ conformément au Manuel de procédures administratives, financières et comptables ;

saisir et mettre en forme tout le courrier sortant et soumis à la signature du Coordonnateur National ;

dispatcher le courrier interne à l'UCNP, selon les instructions du Coordonnateur national.

- Secrétariat

coordonner et superviser tous les travaux de secrétariat de l'unité de coordination du Projet ;
effectuer la saisie et la mise en forme des documents, les faire suivre et les ranger ;
superviser le système de traitement et de classement des rapports ;
organiser et centraliser la gestion de la documentation ;
effectuer la codification, le classement et l'archivage électronique et physique des documents projets.

- Administration

informer les commanditaires et les partenaires de projet sur l'avancée de leur dossier
tenir et mettre à jour les dossiers individuels du personnel ;
assurer les contacts avec les organismes sociaux dans le cadre de leurs prestations liées au personnel ;
assurer la gestion et le suivi des ordres de mission ainsi que les rapports y relatifs et veiller à leur système de classement.

D. POSTE D'ASSISTANT(E) AU SPECIALISTE EN PASSATION DES MARCHES

D'une manière générale, l'Assistant (e) au Spécialiste en Passation des Marchés, sous la supervision du Spécialiste en Passation des Marchés, est amené à suivre toutes les activités de passation dans le cadre de l'exécution des activités du projet.

De manière spécifique, il (elle) est chargé (e) :

- de participer à la mise à jour des données du Plan de Passation des Marchés du projet ;
- participer à la préparation des Dossiers d'Appel d'Offres de travaux ou de fournitures, et des Avis de Sollicitation à Manifestations d'Intérêt et des Demandes de Propositions pour les services de Consultants ;
- veiller à ce que ces dossiers soient conformes aux observations des diverses commissions de passation des marchés concernées ;
- participer à la préparation des Avis d'Appel d'Offres de fournitures, ainsi que les Avis à Manifestations d'Intérêt pour les services de Consultants, et veiller à leur publication ;
- assister à la vérification de la qualité des Termes de Référence et des Spécifications Techniques ;
- participer à la préparation et à la finalisation des marchés ;
- participer à l'établissement et la notification des Ordres de Service de commencer les travaux ou les prestations ;
- élaborer et tenir à jour la liste détaillée et chiffrée des acquisitions de biens et de services prévus sur les différents financements du projet ;
- assurer la mise en place et la mise à jour d'un système d'archivage y compris dans STEP incluant toutes les pièces à la revue à posteriori des auditeurs et des missions de supervision ;
- assister autant que possible dans les actions de renforcement de capacités de certains cadres du projet en matière de passation des marchés ;
- produire un état d'avancement des travaux sur le terrain, des fournitures et des prestations intellectuelles en liaison avec les services techniques ;
- veiller à la mise en place des comités de réception des prestations, des fournitures et des travaux ;
- faire un classement de la documentation issue de la passation des marchés et du suivi des contrats (factures, décomptes, procès-verbaux de réception, preuve de paiement, rapports d'avancement des travaux, etc.) ;
- anticiper la résolution des conflits liés à la gestion des contrats ;
- produire un tableau de suivi de passation et d'exécution des marchés des différents acteurs intervenant dans le processus de passation des marchés et de gestion des contrats afin d'éviter les retards dans la mise en œuvre des activités ;
- de suivre tous les engagements au titre des contrats, conventions et protocoles d'accord entre le projet et les partenaires et assurer le strict respect par les parties dont les fournisseurs de services, de biens et de travaux ;
- de tenir en permanence à jour le registre de passation de marchés du projet ;
- d'assurer la gestion de la procédure des achats : demandes d'achat et travaux, devis des fournisseurs, commandes, suivi des commandes, etc. ;
- de vérifier la conformité des biens reçus avec les qualifications du marché ou de la commande ;
- de gérer l'archivage ;
- d'exécuter toute autre tâche à elle/lui confiée par sa hiérarchie.

E. POSTE D'ASSISTANT(E) AU SPECIALISTE EN AGRICULTURE

Missions

Placé(é) sous l'autorité du Coordonnateur du Projet et la supervision du Spécialiste en Agriculture, il/elle est chargé(é) d'assister le Spécialiste en agriculture de :

- assister le spécialiste en agriculture à la réalisation des objectifs du projet, par le développement et le suivi des activités touchant, d'une part, à l'amélioration de la productivité agropastorale des Organisations des Producteurs (OP) et communautés bénéficiaires, et d'autre part, à l'amélioration des relations mutuellement avantageuses entre ces dernières et les autres acteurs des filières agropastorales ciblées, en vue de les rendre plus compétitives ;
- participer à l'appui technique nécessaire (méthodologique et organisationnel) aux partenaires (Université, la Recherche et les Services du secteur développement Rural) dans la réalisation de l'exécution des Accords de partenariat qui les lient au PROLAC ;
- assister le Spécialiste en agriculture au contrôle de l'exécution et de la qualité technique des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) ;
- contribue à l'animation de l'équipe du projet sur les aspects techniques liés aux filières agropastorales ;

- appuyer le spécialiste dans l'organisation et animation des cadres de concertations entre acteurs des filières agropastorales concernées par le projet en collaboration avec les Services de vulgarisation locaux ;
- assister le spécialiste à la conduite et l'encadrement de la fourniture des intrants agropastoraux de qualité ;
- participer à l'encadrement des activités d'amélioration des capacités d'adaptation des communautés les plus pauvres ou vulnérables affectées par la crise dans la zone ;
- apporter un appui aux activités destinées aux groupes de femmes et des jeunes ;
- accompagner la mise en œuvre des plans de gestion des ressources agro-pastorales ;
- contribuer à la vulgarisation des pratiques de production suivant des modèles développés par des partenaires dans les zones cibles ;
- appuyer la mise en place des plateformes de dialogue entre les différentes parties prenantes impliquées dans la gestion des marchés municipaux et la commercialisation des produits agro-pastoraux ;
- participer à l'encadrement et le renforcement des capacités des OP et communautés pour la commercialisation et le marketing de leurs produits.

Description des tâches

- informer et sensibiliser le public et les bénéficiaires sur les procédures du projet ;
- participer à l'élaboration du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) ;
- contribuer à l'organisation et à l'animation des cadres de concertation entre acteurs des filières ciblées par le projet en collaboration avec les autres partenaires ;
- contribuer au développement des relations de partenariat avec la recherche pour la mise au point de technologies adaptées et susceptibles de lever les contraintes spécifiques rencontrées dans la mise en œuvre des micro-projets et en assurer le transfert aux OP et communautés concernés ;
- assister le spécialiste dans l'élaboration des projets de TDR pour les études, les missions, les formations et la sélection des consultants prévus dans le cadre de l'appui au développement des productions ;
- mettre en œuvre, les plans de gestion des ressources pastorales ;
- contribuer à la préparation des grilles et supports de suivi/évaluation ;
- préparer les TDR pour les études, les formations et la sélection des consultants prévues dans le cadre du partenariat économique ;
- effectuer et/ou participer aux missions de suivi et d'appui technique dans les arrondissements ;
- participer aux réunions de coordination du Projet ;
- fournir des avis et suggestions techniques pertinentes en rapport avec son domaine de compétence, au Coordonnateur National ;
- assister le spécialiste dans la rédaction des rapports d'activités techniques et assurer l'archivage des documents ;
- assumer d'autres tâches et responsabilités en liaison avec les objectifs du projet, à la demande du Coordonnateur national.

F. POSTE D'ASSISTANT(E) AU RESPONSABLE EN INFRASTRUCTURES

Placé (e) sous la supervision du Coordonnateur de l'Unité de Coordination du Projet, il / elle sera responsable de la planification et du suivi de l'exécution des travaux d'infrastructures, tels que prévues dans le document de projet. À cet effet, il /elle sera chargé(e) :

- de la participation à la validation des études préalables relatives aux infrastructures agricoles et/ou rurales à réhabiliter ou à construire ;
 - de la planification et de la coordination des travaux d'infrastructures ;
 - du suivi du calendrier d'exécution des travaux d'infrastructures ;
 - du suivi de l'exécution des travaux d'infrastructures ;
 - de l'analyse et de la validation des rapports établis par le Consultant en charge du contrôle et de la surveillance des travaux d'infrastructures ;
 - du suivi de la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités des populations bénéficiaires à l'exploitation et à la gestion des infrastructures ;
 - du suivi-évaluation, de l'archivage des rapports et des plans ;
 - l'élaboration des rapports mensuels d'évaluation, relatifs aux infrastructures agricoles et rurales du projet ;
 - de la validation des études préalables en lien avec les infrastructures ;
- vérifier la qualité des livrables en rapport avec les prescriptions des termes de référence ;
formuler éventuellement des observations et des recommandations en vue de l'amélioration des livrables ;
planifier et assurer la mise en œuvre de l'ensemble des activités prévues dans le cadre des travaux d'infrastructures ;
assurer le suivi des exécutions des travaux d'infrastructures dans les règles de l'art et conformément aux clauses des cahiers de charge ;
assurer l'intégration des travaux d'infrastructures dans le plan de travail et de budget annuel (PTBA) du Projet, et leur mise en œuvre effective chaque année ;
participer aux réunions de coordination.
examiner les différents rapports établis par le Consultant en charge du contrôle et de la surveillance des travaux d'infrastructures et émettre avis ;
procéder à l'identification des personnes susceptibles de bénéficier du programme de renforcement des capacités ;
sensibiliser les personnes identifiées sur l'importance du renforcement des capacités ;
établir les rapports des différents ateliers de formation.

- Suivi-évaluation, archivage et reporting :

Renseigner le système de suivi-évaluation du projet avec les données relatives à l'exécution des travaux d'infrastructures ;

Mettre en place un système d'archivage numérique des informations concernant tous les projets d'infrastructures réalisés ou en cours ;

Élaborer les rapports spécifiques et les rapports d'activités mensuelles (projet) et trimestrielles (Banque mondiale) sur les travaux d'infrastructures.

G. POSTE D'ASSISTANT(E) AU RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN DE MAROUA

Missions

Placé(e) sous l'autorité du Responsable du bureau de Maroua, l'Assistant(e) du bureau est chargé(e) d'assister l'équipe du projet, dans l'exécution des tâches organisationnelles et administratives comprenant : la circulation des informations pertinentes, la facilitation des relations entre les différents acteurs du projet, la tenue du courrier, le traitement informatisé des dossiers ainsi que leur classement.

Les tâches inhérentes à l'Assistant(e) du bureau de soutien de Maroua se décomposent comme suit :

- Appui à l'équipe projet :

assister l'équipe de projet dans la recherche et la collecte d'informations nécessaires au projet (informations administratives et/ou d'ordre général) ;

prendre en charge certaines tâches de suivi des dossiers du projet ;

accompagner le dialogue régulier avec les partenaires afin d'assurer un suivi de leurs obligations contractuelles.

- Soutien organisationnel

organiser les déplacements des membres de l'équipe du projet et missions, préparer les dossiers ou éléments de dossiers (ordres de mission, visas, etc.) ;

faire la mise à jour de la base de données des contacts, etc.

participer à l'organisation d'événements divers (séminaires, cérémonies de signatures, visites et autres événements professionnels) ;

assurer l'archivage électronique et physique des documents du projet.

- Gérer le courrier

tenir à jour les registres et le système de classement des courriers arrivée et départ conformément au Manuel de procédures administratives, financières et comptables ;

saisir et mettre en forme tout le courrier sortant et soumis à la signature du Responsable du bureau de soutien de Maroua.

- Secrétariat

coordonner et superviser tous les travaux de secrétariat au bureau de soutien de Maroua ;

effectuer la saisie et la mise en forme des documents, les faire suivre et les ranger ;

superviser le système de traitement et de classement des rapports ;

organiser et centraliser la gestion de la documentation ;

effectuer la codification, le classement et l'archivage électronique et physique des documents projets.

- Administration

informer les commanditaires et les partenaires de projet sur l'avancée de leur dossier

tenir et mettre à jour les dossiers individuels du personnel ;

assurer les contacts avec les organismes sociaux dans le cadre de leurs prestations liées au personnel ;

assurer la gestion et le suivi des ordres de mission ainsi que les rapports y relatifs et veiller à leur système de classement.

1. QUALIFICATIONS/PROFILS REQUIS

a. ASSISTANT(E) EN SUIVI-EVALUATION

être titulaire au moins d'un diplôme universitaire Bac+3 en agronomie, production animale, sciences sociales, économie, ou dans un domaine connexe ;

avoir une formation certifiante en suivi-évaluation ;

avoir un minimum de trois (3) ans d'expérience professionnelle générale ;

avoir un minimum de deux (2) ans d'expérience dans le domaine des plans de suivi, d'évaluation, de l'analyse statistique, des systèmes de gestion des informations et/ou des modèles de gestion d'informations ;

avoir une expérience de travail avec les bailleurs de fonds multilatéraux serait un atout ;

avoir une bonne maîtrise du package Microsoft Office et internet ;

maîtriser parfaitement une des langues officielles du Cameroun (français ou anglais) ;

avoir la capacité de travailler sous pression et à gérer efficacement des tâches multiples.

a. ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF(VE) ET FINANCIER(E)

être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de niveau BAC + 3 minimum dans l'un des domaines suivants : finance, comptabilité, Sciences économiques ou gestion ;

avoir au moins deux (02) années d'expérience à un poste analogue dans le secteur public, privé ou dans les projets ou programmes de développement ;

avoir des connaissances dans la rédaction administrative et la gestion du personnel ;

avoir une bonne connaissance des mécanismes de financement des projets de développement en général et des procédures de la Banque mondiale en particulier ;

maîtriser des applications logicielles couramment utilisées (World, Excel, PowerPoint) ainsi que les outils de

messagerie et internet ;
l'expérience de l'utilisation d'un ou de plusieurs logiciels de gestion comptable et financière constitue un atout ;
avoir l'aptitude à travailler en équipe et sous pression ;
maîtriser parfaitement une des langues officielles du Cameroun (français ou anglais) et avoir une bonne connaissance de la deuxième.

b. ASSISTANT(E) DU COORDONNATEUR

être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (Bac + 2 minimum) en Ressources humaines, assistante de direction, Economie, relations internationales, etc.) ou tout autre diplôme en relation avec le poste ;
être parfaitement bilingue (anglais/ français) ;
avoir au moins cinq (05) années d'expérience à un poste similaire ;
avoir tenu le poste d'Assistante de Direction d'un projet de Partenaires Techniques et Financiers serait un atout ;
avoir de la rigueur / Sens de l'organisation ;
savoir travailler de façon autonome, avec une grande discrétion et une totale confidentialité ;
être polyvalent, réactif, et à l'écoute ;
avoir une bonne connaissance des outils de technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
avoir une grande capacité d'analyse, de synthèse, des qualités d'expression orale et écrite.

c. ASSISTANT(E) AU SPECIALISTE EN PASSATION DES MARCHES

avoir au moins un diplôme universitaire (BAC + 3) en passation des marchés, ingénierie, droit, économie, administration, commerce ou tout autre domaine connexe ;
avoir au moins trois (03) ans d'expérience professionnelle dans la passation des marchés ;
avoir exercé au moins pendant deux (02) ans à un poste de responsabilités similaires dans un projet sur financement de la Banque Mondiale ou d'autres bailleurs de fonds ou dans le secteur public ;
avoir une bonne connaissance des procédures de passation des marchés de la Banque Mondiale ou de tout autre bailleur de fonds ;
avoir une bonne connaissance du Pack Ms Microsoft Office et internet, etc...) ;
être apte à travailler en équipe ;
être apte à travailler efficacement sous pression ;
avoir une excellente capacité de communication écrite et orale de l'une des langues que sont le français et l'anglais, et une bonne connaissance de l'autre ;
avoir une connaissance de STEP serait un atout.

d. ASSISTANT(E) AU SPECIALISTE EN AGRICULTURE

avoir un diplôme universitaire en production végétale/animale (BAC+3) minimum : Ingénieur des travaux ou master en agronomie ou agroéconomie, production animale ou tout autres diplômes équivalents ;
avoir une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) années dans le secteur du développement rural dont au moins deux (02) ans dans les projets de développement rural travaillant sur les filières agropastorales ;
avoir une bonne connaissance de la gestion de filières agropastorales ;
avoir une bonne expérience dans l'établissement des partenariats économiques dans le secteur agricole ;
être apte à travailler dans un environnement multiculturel ;
avoir une bonne expérience dans la gestion/animation de groupes de travail ;
avoir un esprit d'équipe ;
être apte à travailler efficacement sous haute pression ;
être capable de communiquer couramment en français et/ou en anglais ;
avoir une bonne maîtrise du package Ms office et Internet ;
avoir une bonne maîtrise des techniques agro écologiques ;
avoir une parfaite connaissance de la zone d'intervention du Projet est un atout.

e. ASSISTANT (E) AU RESPONSABLE EN INFRASTRUCTURES

être titulaire d'un diplôme universitaire, niveau BAC + 3 au moins dans l'un des domaines suivants : Génie civil, génie rural, ou tout autre domaine équivalent ;
avoir une expérience professionnelle d'au moins Cinq (05) ans dans la conduite de la maîtrise d'œuvre technique des projets d'infrastructures agricoles ou rurales ; ou de la supervision des travaux d'infrastructures agricoles ou rurales ;
avoir une bonne connaissance du cadre national politique, juridique et institutionnel dans la réalisation des projets d'infrastructures ;
avoir une expérience d'au moins deux (02) ans dans un poste similaire dans les projets de développement financés par les Bailleurs de fonds ou au sein de toute autre institution/organisme du secteur public ou privé et ONG ;
Une expérience avec les partenaires multilatéraux (BM et BAD) serait un atout ;
avoir la capacité à rédiger des rapports techniques exploitables par les Bailleurs de fonds ;
avoir une bonne capacité de communication écrite et orale en français, avec une maîtrise de l'anglais. La capacité dans les deux langues serait un atout.

f. ASSISTANT(E) AU RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN



être titulaire d'un diplôme ou certificat/attestation en secrétariat bureau;
avoir au moins cinq (05) années d'expérience à un poste similaire ;
avoir de la rigueur / Sens de l'organisation ;
savoir travailler de façon autonome, avec une grande discrétion et une totale confidentialité ;
être polyvalent, réactif, et à l'écoute ;
avoir une bonne connaissance des outils de technologies de l'information et de la communication (NTIC) ;
avoir une grande capacité d'analyse, de synthèse, des qualités d'expression orales et écrites (en français ou anglais).

2. MODALITES DE SELECTION

Les Consultants seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement des Projets d'Investissement (FPI) », édition de juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018 (« Règlement de Passation des Marchés »).

Les candidats seront sélectionnés selon la méthode de sélection de Consultant Individuel décrite dans le Règlement au travers de la Comparaison des Curricula Vitae.

3. Remises des offres

Les manifestations d'intérêt écrites, doivent être déposées en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par fac-similé ou par courrier électronique au plus tard quatorze (14) jours ouvrables après la date de publication à 15h30mn avec la mention :

« Manifestation d'Intérêt pour le Recrutement d'un(e) assistant(e) en suivi-évaluation, d'un(e) assistant(e) administratif(ve) et financier(e), d'un(e) assistant(e) du coordonnateur, d'un assistant(e) au Spécialiste en Passation des Marchés, d'un(e) assistant(e) au Spécialiste en Agriculture ; d'un(e) assistant(e) au Responsable en Infrastructures, d'un(e) assistant(e) au Responsable du bureau de soutien au Projet de Relance et de Développement de la Région du Lac Tchad (PROLAC) » à

- Yaoundé, Immeuble MINEPAT sis au Boulevard du 20 mai, 6e étage, porte 620 ;

- Kousséri, Délégation Départementale du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire du Logone et Chari ;

courriel : prolac.cameroun@gmail.com avec copie à bamabolie@gmail.com , charlesoumbe@yahoo.fr et abicho20@gmail.com

4. Composition du dossier

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées en version physique (07 exemplaires dont 01 original et 06 copies) ou numérique, et devront comprendre les documents suivants :

une lettre de motivation ;
un Curriculum Vitae (CV) du candidat daté et signé de moins de trois mois avec les adresses complètes du candidat (boîte postale, téléphone, e-mail, etc.) mettant en exergue les expériences similaires ;
des copies simples des diplômes, attestations et/ou certificat de travail et, tous autres documents démontrant les aptitudes/qualifications des candidats.

1. DUREE DU CONTRAT

La durée du contrat, qui sera signé avec le Maître d'Ouvrage ou son représentant, est de deux (02) ans renouvelables avec une période de probation de six (06) mois sur la durée du projet. Le renouvellement ne pourra intervenir que si les états de service du titulaire du poste sont jugés satisfaisants pour le projet et la Banque mondiale.

L'évaluation de la performance du titulaire du poste sera faite annuellement sur la base d'un contrat de performance incluant des indicateurs de résultats prédéterminés.

2. LIEU DE TRAVAIL

Kousséri, Département du Logone et Chari, Région de l'Extrême-Nord, pour les postes suivants : assistant(e) en suivi-évaluation, assistant(e) administratif(ve) et financier(e), assistant(e) du coordonnateur, assistant(e) au Spécialiste en Passation des Marchés, assistant(e) au Spécialiste en Agriculture ; assistant(e) au Responsable en Infrastructures ;

Maroua, Département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord, pour le poste d'assistant au Responsable du bureau de soutien.

5. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à travers les contacts suivants : tel : 699 108 446 et 693 839 889.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

YAOUNDE le 16 Juin 2021

Le COORDONNATEUR NATIONAL

ABICHO MAHAMAT

PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATIONS D'INTERET N°001/ASMI/MINEPAT/PROLAC/SPM/2021 DU 16 JUIN 2021 RELATIF AU RECRUTEMENT (I) D'UN(E) SPÉCIALISTE EN AGRICULTURE, (II) D'UN(E) SPÉCIALISTE CHARGÉ (E) DE LA GESTION DES CONNAISSANCES, (III) D'UN(E) RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN ET (IV) D'UN (E) AUDITEUR (TRICE) INTERNE AU PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD (PROLAC). NOM DU PAYS : CAMEROUN : NOM DU PROJET : PROJET DE RELANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION DU LAC TCHAD INTITULÉ DES MISSIONS DES CONSULTANTS : RECRUTEMENT D'UN(E) SPÉCIALISTE EN AGRICULTURE, D'UN(E) SPÉCIALISTE CHARGÉ(E) DE LA GESTION DES CONNAISSANCES, D'UN(E) RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN ET D'UN(E) AUDITEUR (TRICE) INTERNE. CRÉDIT IDA NUMÉRO : 6643-CM NUMÉRO D'IDENTIFICATION DU PROJET : 161706

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Depuis 2012, la situation sécuritaire dans le bassin du Lac Tchad s'est considérablement aggravée. En effet, la dynamique des conflits dus à l'insurrection de Boko Haram a fortement perturbé les activités économiques (l'agriculture, la pêche, l'élevage, le commerce,) et la circulation des personnes et des biens dans la zone concernée. Face à un tel environnement ayant provoqué les déplacements massifs de population dans les pays concernés doublé d'un assèchement progressif dudit lac lié aux effets de changement climatique (Nigeria Cameroun, Tchad et Niger), la nécessité d'une intervention urgente s'impose afin de faire face aux crises sécuritaires et alimentaires et la vulnérabilité des populations.

C'est ainsi que le Gouvernement envisage, avec l'appui de la Banque mondiale, la mise en place du Projet de Relance et Développement la Région du Lac Tchad (PROLAC).

Ledit projet qui s'étendra sur les quatre pays de la région susvisée, à savoir le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad, aura pour objectif d'améliorer les conditions d'existence et de résilience des populations riveraines en leur offrant des facilités d'accès aux infrastructures de mobilité rurale, de croissance économique et d'emploi ainsi que des opportunités pour leurs activités économiques. Ledit projet s'articulera autour des principales composantes suivantes :

Composante 1 : la mise en place d'une plateforme régionale de gestion des connaissances à l'effet de mieux capitaliser tout le savoir généré grâce à la réalisation des études autour du Bassin du Lac Tchad ;

Composante 2 : la facilitation de la mobilité rurale en vue de permettre l'acheminement des productions agricoles des bassins vers les marchés locaux ;

Composante 3 : le développement des chaînes de valeurs agricoles en vue de contribuer à la mise en place des activités génératrices des revenus dans la zone ;

Composante 4 : Gestion du Projet ;

Composante 5 : Intervention d'Urgence Contingente (CERC).

Le projet sera mis en œuvre au Cameroun dans le Département du Logone et Chari dans la Région de l'Extrême Nord du Cameroun, selon une approche holistique avec un focus sur la capitalisation des interventions en cours et/envisagées dans sa zone d'intervention par la plateforme régionale des connaissances à mettre en place.

A cet effet, le montage institutionnel prévoit le recrutement de certains personnels clés au sein de l'Unité de Mise en Œuvre du Projet à savoir : d'un(e) Spécialiste en Agriculture, d'un(e) Spécialiste chargé de la gestion des connaissances, d'un(e) Responsable du bureau de soutien et d'un (e) auditeur (trice) interne.

Le Coordonnateur National invite les consultants individuels à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessous. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des services.

2. Consistance des prestations

A. POSTE DE SPECIALISTE EN AGRICULTURE

a. Missions

Sous l'autorité du Coordonnateur National du Projet, le titulaire du poste :

- contribue à la réalisation des objectifs du projet, par le développement et le suivi des activités touchant, d'une part, à l'amélioration de la productivité agropastorale des Organisations des Producteurs (OP) et communautés bénéficiaires, et d'autre part, à l'amélioration des relations mutuellement avantageuses entre ces dernières et les autres acteurs des filières agropastorales ciblées, en vue de les rendre plus compétitives ;
- apporte l'appui technique nécessaire (méthodologique et organisationnel) aux partenaires (Université, la Recherche et les Services du secteur développement Rural) dans la réalisation de l'exécution des Accords de partenariat qui les lient au PROLAC ;
- assure le contrôle de l'exécution et de la qualité technique des Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) ;
- dirige et anime l'équipe du projet sur les aspects techniques liés aux filières agropastorales;
- organise et anime les cadres de concertations entre acteurs des filières agropastorales concernées par le projet en collaboration avec les Services de vulgarisation locaux ;
- développe le partenariat avec la recherche pour la mise au point de technologies adaptées et susceptibles de lever les contraintes spécifiques rencontrées dans la mise en œuvre des micro-projets et en assurer le transfert aux OP et communautés concernés ;
- assure la circulation de l'information entre la Coordination Nationale et les partenaires du projet ;
- assure la conduite et l'encadrement de la fourniture des intrants agropastoraux de qualité ;
- encadre les activités d'amélioration des capacités d'adaptation des communautés les plus pauvres ou vulnérables affectées par la crise dans la zone ;
- apporte un appui aux activités destinées aux groupes de femmes et des jeunes ;
- assure la mise en œuvre des plans de gestion des ressources agro-pastorales ;
- assure la vulgarisation des pratiques de production suivant des modèles développés par des partenaires dans les zones cibles;
- facilite la mise en place des plateformes de dialogue entre les différentes parties prenantes impliquées dans la gestion des marchés municipaux et la commercialisation des produits agro-pastoraux;
- conduit et encadre le renforcement des capacités des OP et communautés pour la commercialisation et le marketing de leurs produits.

b. Description des tâches

- informer et sensibiliser le public et les bénéficiaires sur les procédures du projet ;
- participer à l'élaboration du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) ;
- contribuer à l'organisation et à l'animation des cadres de concertation entre acteurs des filières ciblées par le projet en collaboration avec les autres partenaires;
- développer le partenariat avec la recherche pour la mise au point de technologies adaptées et susceptibles de lever les contraintes spécifiques rencontrées dans la mise en œuvre des micro-projets et en assurer le transfert aux OP et communautés concernés ;
- élaborer des projets de TDR pour les études, les missions, les formations et la sélection des consultants prévus dans le cadre de l'appui au développement des productions ;
- assurer le développement participatif des plans de gestion des ressources pastorales (PGRP) ;
- mettre en œuvre, les plans de gestion des ressources pastorales ;
- contribuer à la préparation des grilles et supports de suivi/évaluation ;
- préparer les TDR pour les études, les formations et la sélection des consultants prévues dans le cadre du partenariat économique ;
- effectuer et/ou participer aux missions de suivi et d'appui technique dans les arrondissements ;
- procéder à l'évaluation périodique, en liaison avec le responsable du suivi/évaluation et les partenaires, du niveau de réalisation des objectifs et proposer au Coordonnateur national, des mesures correctives ;
- contribuer à l'identification et à la mise en œuvre de solutions novatrices à l'issue desdites évaluations ;
- participer aux réunions de coordination du Projet ;
- fournir des avis et suggestions techniques pertinentes en rapport avec son domaine de compétence, au Coordonnateur National ;
- élaborer des rapports d'activités techniques et assurer l'archivage des documents ;
- assumer d'autres tâches et responsabilités en liaison avec les objectifs du projet, à la demande du Coordonnateur national.

B. POSTE DE SPECIALISTE CHARGE(E) DE LA GESTION DES CONNAISSANCES

a. Missions

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur, il/elle est chargé (e) de la mise en œuvre des activités de la composante 1.

De manière spécifique, il (elle) est chargé (e) de veiller :

- au renforcement du dialogue régional et le partage des connaissances ;
- à la collecte et diffusion des données ;
- au renforcement des capacités institutionnelles ;

- au suivi des activités de génération des connaissances au niveau des institutions universitaires et de recherches ;
- à la mise en œuvre des activités d'engagement citoyen, notamment gestion participative, mécanisme de gestion des plaintes et réclamations ;
- à la mise en œuvre des activités de cohésion sociale (sport, culture, soutien psycho-social...).

b. Description des tâches

Il/elle a pour principales tâches de :

(i) Renforcement du dialogue régional et plateforme des connaissances

- contribuer à la mise en place d'une plateforme numérique de collecte, traitement, gestion, analyse et diffusion des données au niveau de la région du Lac Tchad ;
- faciliter le processus d'alimentation et d'actualisation des données.

(ii) Renforcement des capacités institutionnelles

- superviser l'élaboration d'un programme de renforcement des capacités aux institutions nationales (université de Maroua et l'antenne IRAD de Maroua) afin de leur permettre de participer au dialogue régional sur le Lac Tchad ;
- mettre en place, en collaboration avec l'université de Maroua et l'IRAD, un programme de bourse pour les jeunes étudiants, chercheurs et professionnels ;
- superviser la création des réseaux professionnels et universitaires en lien avec la promotion de la gouvernance locale ;
- appuyer la préparation et la mise en œuvre des TDR pour des voyages d'études et autres participations aux discussions de plateforme régionale de gestion des connaissances ;
- élaborer des TDR pour le recrutement d'un consultant chargé de l'élaboration d'un programme complet de formation pendant la durée du projet et superviser la mise en œuvre de ce programme.

(iii) Engagement citoyen

Contribuer à la conception et au suivi de la mise en œuvre de la stratégie d'engagement citoyen du projet et la promotion de la participation communautaire, notamment :

- l'appui aux comités locaux d'engagement citoyen existants sur la base d'une identification et d'une analyse des capacités institutionnelles et opérationnelles des comités locaux ;
- l'appui à l'identification et à la priorisation des investissements (pour les composantes 2 et 3 du projet) dans les Plans de Développement Communal (PDC) et le suivi de l'exécution de ces investissements ;
- l'appui à la mise en place et/ou au renforcement d'un mécanisme de gestion des plaintes et réclamations (collecte, traitement et rétroaction) ;
- l'appui à la mise en place d'un système de médiation des tensions locales.

(iv) Cohésion sociale

Superviser la mise en œuvre des activités de cohésion sociale, notamment l'appui :

- à l'organisation des activités culturelles et/ou sportives ;
- psychosocial individuel et collectif pour les personnes considérées comme vulnérables (séances de psychoéducation, formation en premiers secours psychologiques aux leaders communautaires et accompagnement psychosocial en faveur des jeunes impliqués dans les chantiers HIMO...)
- à la sensibilisation et à la prévention sur les risques liés aux engins explosifs improvisés et les mines ;
- à l'organisation des activités de renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la restauration de la paix à travers des ateliers, forums, colloques, etc.
- à la mise en place des productions agro-sylvo-pastorales et piscicoles en vue de l'amélioration de la résilience des populations (locales et réfugiés).

(v) Autres missions

- créer une synergie d'actions entre le PROLAC et les autres acteurs institutionnels, humanitaires ou de développement intervenant au niveau local, afin de promouvoir les activités clés du projet ;
- exécuter toutes les tâches à lui confiées par le Coordonnateur National du projet.

C. POSTE DE RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN DE MAROUA

Missions et tâches

Placé sous la responsabilité du Coordonnateur du Projet, le/la responsable du bureau de soutien est chargé(e) de :

- participer à la mise en place des cadres de collaborations entre le PROLAC et l'Université de Maroua, d'une part, et le PROLAC et le centre régional de recherche agricole de Maroua, d'autre part ;
- assurer le suivi de la mise en œuvre des cadres de collaborations susmentionnés ;
- animer les activités du Projet dans sa zone de compétence ;
- faciliter les relations entre, d'une part, le projet et les autres acteurs de développement basés à Maroua, et d'autre part, entre le projet et les administrations publiques basées à Maroua ;
- signer les documents émis sous timbre PROLAC, dont il aura reçu mandat ;
- appuyer l'équipe UMOP dans l'organisation et la coordination des missions supervision et de revue conjointe avec les partenaires techniques et financiers ;
- veiller à la cohérence des interventions du PROLAC avec celles des autres projets ;
- coordonner la réalisation des divers audits et missions de suivi-évaluation ainsi que la production à bonnes dates des rapports y afférents.

D. POSTE D'AUDITEUR(RICE) INTERNE



a. Missions

Placé(e) sous l'autorité du Coordonnateur National, l'Auditeur Interne est chargé de :

- S'assurer que l'exécution du projet est conforme aux termes de l'accord de financement ;
- S'assurer que les manuels d'exécution et de procédures du projet sont bien appliqués ;
- Evaluer et contribuer à l'amélioration du processus de gouvernance (gestion des risques, contrôle, etc.) au sein de l'UCP en s'assurant que la structure du système de contrôle interne est efficace, c'est-à-dire que l'ensemble des dispositifs de contrôle et de sauvegarde est capable de prévenir, au besoin de corriger à temps tout risque de dérapage dans la gestion des ressources et l'atteinte des objectifs de développement du projet.

Description des tâches

Sous l'autorité du Coordonnateur National, l'Auditeur (trice) interne aura pour missions, de :

- élaborer une charte d'audit, une matrice des risques et un programme de travail annuel d'audit interne basé sur l'approche par les risques ;
 - établir le calendrier, les objectifs, le scope et les procédures applicables à chaque mission d'audit interne de façon à assurer une utilisation efficace et efficiente de son temps de travail ;
 - effectuer les missions d'audit interne conformément aux principes et règles internationalement reconnus ;
 - Apprécier régulièrement le dispositif de contrôle interne au regard des plans, politiques et directives générales, de l'organisation et du déploiement des moyens mis en œuvre par le Projet, relever les contrôles inexistantes ou ceux qui nécessitent des améliorations et formuler des recommandations ;
 - veiller à la mise en œuvre de façon exhaustive du Manuel d'exécution du Projet ;
 - produire les rapports d'audit interne, discuter avec la coordination du projet des conclusions et assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations ;
 - assurer, avec le Responsable Administratif et Financier, la préparation des audits externes et le suivi de la mise en œuvre des recommandations qui en découlent ;
 - Procéder à des audits réguliers, planifiés et spontanés, des comptes, actifs et opérations du projet ;
 - vérifier que les travaux, biens et services financés sont acquis en respect des procédures de passation des marchés, des dispositions de l'Accord de financement et du Règlement de passation ; En plus de la vérification de la conformité des acquisitions ayant fait l'objet d'une revue préalable des partenaires, une attention particulière devra être mise sur toutes les acquisitions de biens, fournitures et services ne faisant pas l'objet d'un avis de non objection préalable de la Banque ;
 - vérifier que les demandes de décaissement soumises aux partenaires aux fins de financement sont autorisées, enregistrées correctement, appuyées par des pièces justificatives et éligibles selon les termes de l'accord de financement ;
 - vérifier le respect des pourcentages d'éligibilité des différentes catégories des dépenses ;
 - vérifier la concordance entre les activités physiques et les décaissements financiers ;
 - vérifier que toutes les dispositions juridiques et fiscales sont respectées, notamment en matière d'impôts et taxes et droits de douanes applicables au Projet, le traitement fiscal applicable aux traitements versés aux consultants et employés du Projet ;
 - effectuer la revue des rapports d'activités et rapports financiers trimestriels ainsi que des Demandes de Remboursement des Fonds et consigner ses constats en annexe desdits rapports transmis à la Banque mondiale ;
 - assurer à tout moment le rôle de conseiller de la Coordination du Projet ;
 - procéder à toute investigation sollicitée par la coordination du Projet.
- L'auditeur interne exercera ses missions conformément aux normes internationales d'audit interne de l'IIA « Institute of Internal Auditors » et effectuera tous les vérifications et contrôles qu'il jugera nécessaires en la circonstance. L'examen comprendra tous les tests, confirmations, observations et vérifications jugés utiles par l'auditeur interne.

1. QUALIFICATIONS/PROFILS REQUIS

a. QUALIFICATIONS DU SPECIALISTE EN AGRICULTURE

- avoir un diplôme universitaire en production végétale/animale (BAC+5) minimum : Ingénieur ou master en agronomie ou agroéconomie, production animale ou tout autre diplôme équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 années dans le secteur du développement rural dont au moins 5 ans dans les projets de développement rural travaillant sur les filières agropastorales ;
- avoir une bonne connaissance de la gestion de filières agropastorales ;
- avoir une expérience avérée dans l'encadrement des groupes des femmes ;
- avoir une bonne connaissance de l'approche HIMO dans la mise en œuvre des activités ;
- avoir une bonne expérience dans l'établissement des partenariats économiques dans le secteur agricole ;
- avoir une bonne expérience dans les procédures et techniques de mise en œuvre des projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers ;
- avoir une bonne connaissance des procédures de passation des marchés ;
- être apte à travailler dans un environnement multiculturel ;
- avoir une bonne expérience dans la gestion/animation de groupes de travail ;
- avoir un esprit d'équipe ;
- être apte à travailler efficacement sous haute pression ;
- être capable de communiquer couramment en français et/ou en anglais ;
- avoir une bonne maîtrise du pack Ms office et Internet ;
- avoir une bonne maîtrise des techniques agro écologiques ;
- une bonne connaissance de la zone d'intervention du Projet est un atout ;



- à compétences égales, les candidatures féminines sont prioritaires et pourraient bénéficier de certains avantages spécifiques.

b. QUALIFICATIONS DU/DE LA SPECIALISTE CHARGE(E) DE LA GESTION DES CONNAISSANCES

- être titulaire d'un diplôme de formation supérieure d'au moins (Bac+5) en droit, sciences politiques, économie, sociologie, anthropologie, agro-économie, administration, planification ou tout autre diplôme équivalent ;
- avoir au moins 5 ans d'expériences dans le domaine de la planification participative ou dans un domaine similaire ;
- avoir une bonne connaissance en planification du développement régional et local ;
- avoir une bonne connaissance des politiques de protection sociale au Cameroun ;
- avoir une bonne capacité de synthèse et de rédaction des rapports ;
- avoir des aptitudes à travailler en équipe pluridisciplinaire et une bonne capacité d'écoute et de communication ;
- avoir une bonne maîtrise du pack Ms office et internet ;
- avoir une bonne connaissance de la zone d'intervention du projet est un atout.

c. QUALIFICATIONS DU RESPONSABLE DU BUREAU DE SOUTIEN DE MAROUA

- être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC +5 minimum) dans le domaine de développement rural (agroéconomie, agronomie, production animale, génie rural,...) ou tout autre diplôme reconnu équivalent ;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans les domaines de la recherche, du développement rural et/ou social ;
- avoir une bonne connaissance des interventions et du fonctionnement de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) est un atout ;
- avoir une bonne connaissance de la zone d'intervention du Projet ;

3. Remises des offres

- avoir une bonne connaissance des procédures des Bailleurs de Fonds en général et de la Banque mondiale en particulier ;
- avoir une excellente capacité de leadership et de gestion des équipes pluridisciplinaires et multiculturelles ;
- être capable de travailler efficacement sous pression ;
- avoir une bonne maîtrise du package Ms Microsoft Windows et internet ;

« Manifestation d'intérêt écrite et orale en français et/ou en anglais
 Les manifestations d'intérêt écrites, doivent être déposées en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par fac-simile ou par courrier électronique au plus tard quatorze (14) jours ouvrables après la date de publication à 15h30mn, avec la mention :
 « Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un(e) Spécialiste en Agriculture, d'un(e) Spécialiste chargé de la gestion des connaissances, d'un(e) Auditeur(trice) Interne, et d'un(e) Responsable du bureau de soutien au Projet de Relance et de Développement de la Région du Lac Tchad (PROLAC) » ;

« avoir un diplôme de niveau BAC + 5 minimum en Audit (Contrôle, Comptabilité, Finances. La détention de la qualification Certified Internal Auditor (CIA) serait un atout ;
 « avoir une expérience professionnelle, au cours des dix dernières années, d'au moins cinq (5) ans en cabinet d'audit, externe, au sein d'un organisme international ou à un poste similaire dans un projet de développement financé par les bailleurs de fonds internationaux ;

- avoir une bonne connaissance des procédures de passation des marchés et des procédures de gestion financière, administrative et comptable des projets de développement ;
- avoir une bonne connaissance des logiciels/progiciels de gestion (TOM2PRO) et le Packs Ms Microsoft Office (Excel, Word, etc.) ;

4. Composition du dossier

« Les candidatures doivent être déposées en version physique (07 exemplaires dont 01 original et 6 copies) Des Onésiquant et devront être accompagnés des documents suivants :
 « Marchés de l'Est-Vitae (CV) du candidat daté et signé de moins de trois mois avec les adresses complètes du candidat (date, adresse, téléphone, e-mail, etc.) et mode de sélection des experts des similaires écrite dans le Règlement des ventes similaires des diplômes, attestations et/ou certificat de travail et, tous autres documents démontrant les aptitudes/qualifications (à regarder le Règlement des Marchés »).

1. DUREE DU CONTRAT

La durée du contrat, qui sera signé avec le Maître d'Ouvrage ou son représentant, est de deux (02) ans renouvelables avec une période de probation de six (06) mois sur la durée du projet. Le renouvellement ne pourra intervenir que si les états de service du consultant sont jugés satisfaisants pour le projet et la Banque mondiale.

L'évaluation de la performance du titulaire du poste sera faite annuellement sur la base d'un contrat de performance incluant des indicateurs de résultats prédéterminés.

2. LIEU DE TRAVAIL

- Kousséri, Département du Logone et Chari, Région de l'Extrême-Nord au Cameroun, pour les postes suivants : Spécialiste en agriculture, spécialiste chargé(e) de la gestion des connaissances et Auditeur (trice) Interne ;
- Maroua, Département du Diamaré, Région de l'Extrême-Nord, pour le poste de Responsable du bureau de soutien.

5. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à travers les contacts suivants : tel : 699 108 446 et 693 839 889.

YAOUNDE le 16 Juin 2021

Le COORDONNATEUR NATIONAL

ABICHO MAHAMAT

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

**AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION EN PROCEDURE D'URGENCE
N°0001701ACDCPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA FOURNITURE DES LICENCES DES
LOGICIELS PROPRIETAIRES AU PROFIT DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
55 07 095 07 340020 2011.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement du Cameroun, un Avis de Consultation pour une Demande de Cotation en Procédure d'Urgence pour la fourniture des licences des logiciels propriétaires au Ministère de l'Administration Territoriale.

2. Consistance des prestations

La prestation, objet de la présente Demande de Cotation, consiste en la fourniture des licences des logiciels propriétaires et antivirus au Ministère de l'Administration Territoriale détaillées ainsi qu'il suit :

- Cent cinquante (150) licences d'antivirus ;
- Cinq (05) licences de suite bureautique ;
- cinq (05) licences de système d'exploitation.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel du projet est de dix millions (10 000 000) de francs CFA.

4. Participation et origine

La participation à cette consultation est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées sur le territoire national et ayant une expérience avérée dans le domaine de la fourniture de cette prestation.

5. Financement

La fourniture objet de la présente Demande de Cotation est financée par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Administration Territoriale au titre de l'exercice 2020, Imputation : 55 07 095 07 340020 2011.

6. Consultation du Dossier

Le Dossier de Demande de Cotation peut être consulté, dès publication du présent aux heures ouvrables, dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2ème étage, porte 214, tél : 222.22.66.01.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier de Demande de Cotation peut être retiré, dès publication du présent avis par voie de presse écrite et par voie d'affichage, dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2ème étage, porte 214, ainsi que dans le Journal des Marchés de l'ARMP, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme de vingt-cinq mille (25 000) FCFA représentant les frais d'achat du dossier.

8. Remises des offres

Les offres, rédigées en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier de Demande de Cotation, devront être déposées contre récépissé au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2ème étage, porte 214 au plus tard le 19 juillet 2021 à 14 H 00, heure locale, portant la mention suivante :

AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION EN PROCÉDURE D'URGENCE N°0001701ACDCPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA FOURNITURE DES LICENCES DES LOGICIELS PROPRIÉTAIRES AU PROFIT DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE «À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT»

9. Delai de Livraison

Le délai de livraison est de quarante-cinq (45) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant la fourniture des licences des logiciels propriétaires et antivirus.

10. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission de deux cents mille (200 000) frs CFA. Cette caution sera délivrée par une banque de premier ordre ou par un établissement financier agréé (e) par le Ministère en charge des Finances. Le délai de validité de cette caution est de trente (30) jours, au-delà de celui des offres.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps, le 19 juillet 2021 à 15 H 00, heure locale, dans la salle de conférences du Ministère de l'Administration Territoriale, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINAT, siégeant en présence des soumissionnaires qui le désirent ou de leurs représentants dûment mandatés.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Dossier de Demande de Cotation sera déclarée irrecevable.

12. Critères d'évaluation

12.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- ü dossier administratif incomplet ou non conforme en cas de non régularisation dans un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires ;
- ü fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- ü absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP;
- ü omission d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires;
- ü absence de prospectus ou fiche technique avec photos des fournitures proposées.
- ü offre n'ayant pas satisfait à au moins 75% de l'ensemble des critères essentiels ;
- ü absence ou présentation d'une caution de soumission non conforme.

12.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation. Ces critères essentiels portent sur les éléments ci-après :

- la présentation des offres ;
- les caractéristiques techniques des fournitures proposées ;
- les références du soumissionnaire ;
- la capacité financière, supérieure ou égale à trois millions (3 000 000) de FCFA ;
- le délai de livraison.

13. Durée Validité des Offres

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de dépôt des offres.

14. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2ème étage, porte 214, Tél : 222.22.66.01.-

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le *MINISTRE*

ATANGA NJI PAUL

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE
D'URGENCE N°001700/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 RELATIF A LA REALISATION DES
ETUDES EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN VIRTUAL PRIVATE NETWORK (VPN) ENTRE LES DIX (10)
SERVICES DE GOUVERNEURS DE RÉGIONS ET LE MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
55 07 095 07 320012 2022

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence en vue de la réalisation des études pour la mise en place d'un Virtual Private Network (VPN) entre les dix (10) Services Gouverneurs de Régions et le Ministère de l'Administration Territoriale.

2. Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel du projet est de vingt millions (20 000 000) de francs CFA, Toutes Taxes Comprises.

3. Participation et origine

Le présent Appel d'Offres National Ouvert est ouvert à égalité de conditions, aux Bureaux ou Cabinets d'Études et/ou aux groupements de Bureaux ou Cabinets d'Études de droit Camerounais agréés et ayant une notoriété avérée. Le postulant doit, en outre :

- justifier de capacités techniques et financières suffisantes ;
- avoir une expérience réelle dans le domaine des études réseaux ou autres prestations similaires ;
- disposer du matériel et du personnel appropriés pour la mission.

4. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres National Ouvert sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Administration Territoriale, Exercice 2021, imputation : 55 07 095 07 320012 2022

5. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté, dès publication du présent Avis, auprès du Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, Porte 214, 2ème étage.

6. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés Publics, dès publication du présent Avis dans le Journal des Marchés de l'ARMP, par voie de presse écrite ou par voie d'affichage dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

7. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devra être déposée contre récépissé au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés, 2^{ème} étage, porte 214, au plus tard le 22 juillet 2021 à 14H 00 précises, heure locale, portant les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE
N°001700/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 RELATIF A LA REALISATION DES ETUDES EN VUE DE
LA MISE EN PLACE D'UN VIRTUAL PRIVATE NETWORK (VPN) ENTRE LES DIX (10) SERVICES DE
GOUVERNEURS DE RÉGIONS ET LE MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
« À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

8. Delai de Livraison

Le délai de livraison est de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

9. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission de quatre cents mille (400 000) frs CFA.

Cette caution sera délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministère en charge des Finances. La validité de cette caution est de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite de dépôt des offres.

10. Ouverture des Plis

L'ouverture des Offres se fera en deux temps. Celle des enveloppes A et B (pièces administratives et offres techniques) aura lieu le 22 juillet 2021 à 15 H 00, heure locale, dans la Salle de Conférences du Ministère de l'Administration, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINAT siégeant en présence des soumissionnaires qui le désirent ou de leurs représentants dûment mandatés.

Les date et heure d'ouverture des offres financières (enveloppe C) quant à elles seront communiquées en temps opportun au (x) soumissionnaire (s) retenu (s) à l'étape précédente.

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

11. Critères d'évaluation

1.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- dossier administratif et financier incomplets ou non conformes ;
- fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le MINMAP;
- offre n'ayant pas satisfait à au moins 75% de l'ensemble des critères essentiels ;
- absence de la décomposition des prix forfaitaires et/ou du sous-détail des prix unitaires ;
- omission d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires.

1.2. Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation. Ces critères essentiels portent sur les éléments ci-après :

- la présentation générale de l'offre ;
- la compréhension de la mission ;
- la liste des moyens humains : Qualifications et expériences du personnel, assorties des pièces justificatives y relatives;
- la liste des moyens matériels, assortis des justificatifs ;
- les documents graphiques, écrits et sur maquette ;
- l'organisation méthodologique et le planning d'exécution;
- le coût estimatif du projet (Devis) ;
- le coût indicatif de l'ouvrage projeté ;

12. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de soixante (60) jours à partir de la date limite fixée pour la remise de celles-ci.

13. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Service des Marchés, 2ème étage, porte 214, Tel : 222.22.66.01./-

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le *MINISTRE*

ATANGA NJI PAUL

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES TRAVAUX PUBLICS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE
N°011/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2021 DU 02 JUILLET 2021 POUR LES ÉTUDES ARCHITECTURALES ET
TECHNIQUES EN VUE DE LA CONSTRUCTION DE 12 SALLES DE CLASSE EN R+2 À L'ÉCOLE
NATIONALE SUPÉRIEURE DES TRAVAUX PUBLICS (CMTP DE GAROUA). FINANCEMENT : BUDGET
D'INVESTISSEMENT PUBLIC DU MINTP EXERCICE 2021**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur de l'ENSTP lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour la sélection d'un cabinet d'étude technique devant réaliser *les études architecturales et techniques en vue de la construction de 12 salles de classe en R+2 à l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics (CMTP de GAROUA)*.

2. Consistance des prestations

Les travaux, objet du présent Appel d'offres comprennent les corps d'état prévus au cadre du devis quantitatif et estimatif notamment :

- l'étude topographique ;
- l'étude géotechnique ;
- les études architecturales ;
- les études de structures ;
- les études des corps d'état secondaires (électricité, plomberie, climatisation, sécurité incendie) ;
- la confection et la production des documents graphiques aux échelles réglementaires ;
- la production des documents écrits.

3. Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel de ces prestations est de 6.000.000 (six millions) de Francs CFA.

4. Allotissement

Les travaux constituent en un lot unique.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Entreprises de droit camerounais, justifiant de bonnes aptitudes en matière des travaux de construction de bâtiment recevant du public.

6. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le **Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercice 2021**.

7. Consultation du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au **Secrétariat du Maître d'ouvrage à l'ENSTP de Yaoundé, BP 510 Yaoundé, Téléphone 222 23 09 44, Fax 222 22 18 16**, dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être obtenu au **Secrétariat du Maître d'ouvrage à l'ENSTP de Yaoundé, BP 510 Yaoundé, Téléphone 222 23 09 44, Fax 222 22 18 16**, dès publication du présent avis, contre la présentation d'un reçu de **versement d'une somme non remboursable de 30 000 (trente mille) Francs CFA** dans le compte CAS-ARMP N° 335 988 60001-94 dans l'une des agences de la BICEC.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en Français ou en Anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir sous pli fermé au secrétariat du Maître d'Ouvrage, à l'ENSTP de Yaoundé, au plus tard le **28 juillet 2021 à 12 heures**, heure locale, soit par poste en courrier recommandé avec accusé de réception, soit déposée contre récépissé et devra porter la mention :

«Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°011/AONO/MINTP/CIPM-ENSTP/2021 du 02 Juillet 2021 pour les études architecturales et techniques en vue de la construction de 12 salles de classe en R+2 à l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics (CMTP DE GAROUA).»

10. Délai de Livraison

Le délai d'exécution des travaux est de **trois (03) mois**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de **120 000 (cent vingt mille) francs CFA**, établie par une banque de premier ordre ou un établissement financier agréé par le ministère chargé des finances et dont la liste figure dans les pièces du DAO, valable pendant 30 (trente) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Gouverneur, Préfet, Sous-préfet), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet de l'offre, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète par rapport aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Toutefois, en cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question. Cependant, l'absence ou la non-conformité à l'ouverture des plis de la caution de soumission délivrée par un établissement bancaire ou un organisme financier de premier ordre, agréé par le Ministère chargé des Finances, entraîne le rejet de l'offre.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps, le **28 Juillet 2021, à 13 heures** précises par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de l'ENSTP dans la salle de lecture de la bibliothèque de l'École Nationale Supérieure des Travaux Publics de Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier.

14. Critères d'évaluation

1.Principaux critères éliminatoires :

- Absence de la caution de soumission,
- Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée,
- Absence dans l'offre technique :

- d'une note méthodologique présentant l'organisation, le planning et la présentation du BET ;

- d'une déclaration sur l'honneur de non-abandon de marchés au cours des trois (03) dernières années ;

- e) Expert ne justifiant pas d'une inscription dans son ordre professionnel pour l'année en cours ;
- f) Omission dans l'offre d'un prix unitaire ;
- g) Non satisfaction de 80% des critères essentiels ;
- h) omission du sous-détail d'un prix unitaire quantifié.

2.Principaux critères essentiels :

N°	Activité	Nombres de points
A)	Présentation	03
B)	Personnel clé	17
C)	Méthodologie de réalisation de la mission	10
D)	Références	10
E)	Matériel	10

Le non-respect d'au moins 80% des rubriques entraîne l'élimination de l'offre pour l'analyse financière.

15. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre financière évaluée la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au secrétariat de la Direction de l'Ecole Nationale Supérieure des Travaux Publics à Yaoundé, BP 510, Tél. : 222 23 09 44 Fax : 222 22 18 16.

1.- Numéro vert de la CONAC :

En cas de fraude ou corruption, vous pouvez appeler aux numéros suivants pour dénonciation : Tel: 222 20 37 32/ 658 26 26 82/ 651 64 91 94.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le DIRECTEUR

NKENG GEORGE ELAMBO

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°011/DC/FEICOM/CIPM
/2021 DU 21 MAI 2021, POUR L'ACQUISITION DES INSTRUMENTS DE MESURE PAR LE FEICOM.**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE (FEICOM),

Communique :

Par décision N°020/D/FEICOM/DG du

La Société ci-après, a été déclarée adjudicataire de la Lettre-Commande relative à la Demande de Cotation sus citée.

ADJUDICATAIRE	PROPOSITION FINANCIERE TTC (FCFA)	DELAI D'EXECUTION
La SOCIETE EL-SHADDAI SARL, BP : 7932 Yaoundé-Cameroun, Tél : (237) 673 33 55 42/ 6 77 91 19 69	ONZE MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-TROIS MILLE CENT SOIXANTE (11 963 160) FRANCS CFA TTC	TRENTE (30) JOURS

Le Responsable de ladite Société est invité dès publication du présent communiqué, à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (Service des Marchés et Approvisionnements) du FEICOM à retirer la décision d'attribution de la Lettre-Commande. En outre, l'adjudicataire a 72 heures pour souscrire ladite Lettre-Commande.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous quinzaine dès parution du présent communiqué, à l'exception de l'exemplaire remis à l'ARMP.

Passé ce délai, ces offres seront détruites sans qu'il y ait lieu à réclamation.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

AKOA Philippe Camille

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

COMMUNIQUE N° 210220/C/MINESUP/SG/PRO-ACTP/RAF/EY/2021 DU 02 MARS 2021 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS D'UN AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Enseignement Supérieur communique :

A l'issue du processus de pré-qualification des entreprises suivant l'Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt n° 01/ASMI/MINESUP/PRO-CTP/2021 du 02 février 2021, les entreprises suivantes ont été retenues pour l'Appel d'Offres National Restreint relatif à la réalisation du projet pilote relatif à la mise en place d'un système numérique de gestion des Universités d'Etat. il s'agit de:

- 1- ARCHIMAG SARL, BP : 14 559 Yaoundé ;
- 2- ISMIT SARL BP : 711 Yaoundé ;
- 3- KAVAA GLOBAL SERVICES SARL, BP : 6237 Yaoundé.

YAOUNDE le 2 Mars 2021

Le **MINISTRE D'ÉTAT**

FAME NDONGO Jacques

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
POUR LA PREQUALIFICATION DES BUREAUX D'ETUDE TECHNIQUES ET D'INGENIERIE EN VUE
D'ASSURER LA MAITRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE DEVANT
ABRITER LES SERVICES DE L'AGENCE REGIONALE FEICOM DU LITTORAL**

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

**LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE
(FEICOM)**

Communiqué :

Au terme de l'analyse des Offres reçues à la suite de cet Avis, cinq (05) Bureaux d'études Technique et d'Ingénierie ont été pré qualifiés et leur identité est déclinée dans le tableau ci-après :

IDENTITE DU BUREAU D'ETUDE ET D'INGENIERIE	ADRESSE DE L'ENTREPRISE
GROUPEMENT COMPETING/PIDAF	BP .7214/31045 Yaoundé
AFRIKAN METHOD	BP.2833 Yaoundé
CREACONSULT Sarl	BP.11725 Douala
AIDA Sarl	BP.6769 Yaoundé
INTEGC Sarl	BP.11088 Yaoundé

Ainsi, sont-ils invités dans un délai de dix (10) jours dès publication de l'Appel d'Offres National Restreint y afférent, à confirmer ou infirmer leur participation.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

AKOA Philippe Camille

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°010/DC/FEICOM/CIPM
/2021 DU 21 MAI 2021, POUR L'ACQUISITION DES PIECES DE RECHANGE DU PARC INFORMATIQUE AU
FEICOM**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

**LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE
(FEICOM),**

Communique :

Par décision N°021/D/FEICOM/DG du

La Société ci-après, a été déclarée adjudicataire de la Lettre-Commande relative à la Demande de Cotation sus citée.

ADJUDICATAIRE	PROPOSITION FINANCIERE TTC (FCFA)	DELAI D'EXECUTION
La SOCIETE ETS KAMI&FILS, BP : 15280 Yaoundé-Cameroun, Tél : (237) 674 56 46 46	SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE QUATRE CENTS (6 296 400) FRANCS CFA TTC	VINGT ET UN (21) JOURS

Le Responsable de ladite Société est invité dès publication du présent communiqué, à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (Service des Marchés et Approvisionnements) du FEICOM à retirer la décision d'attribution de la Lettre-Commande. En outre, l'adjudicataire a 72 heures pour souscrire ladite Lettre-Commande.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous quinzaine dès parution du présent communiqué, à l'exception de l'exemplaire remis à l'ARMP.

Passé ce délai, ces offres seront détruites sans qu'il y ait lieu à réclamation.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

AKOA Philippe Camille

BUREAU DE MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES

COMMNIQUE N° 012 C/BMN/RAF/RH DU 29 JUIN 2021 PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°005/AONR/BMN/CIPM/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE DE SERVICES EN INGENIERIE INFORMATIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION DU BMN

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Directeur du Bureau de Mise à Niveau des entreprises (BMN) communique :

Le Cabinet ci-après est déclaré adjudicataire de l'appel d'offres susvisé :

N°	ADJUDICATAIRE	MONTANT TTC (en FCFA)	Délai d'exécution
01	AFREETECH SARL TEL : (237) 242 685 677/ 673 808 148 email :infos@afreetech.com	Soixante-dix millions (70 000 000)	(04) mois

Ledit cabinet est invité à se présenter dès diffusion du présent communiqué au Bureau de Mise à Niveau des entreprises (BMN), en vue de l'élaboration du projet de Marché.

Par ailleurs, les cabinets n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, ces offres feront l'objet d'une destruction.

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le DIRECTEUR

MBEDEY ELOMBAT CHANTAL

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**COMMUNIQUE N° 21-00264/C/MINESUP/SG/PRO-ACTP/RAF/EY DU 30 JUIN 2021 PORTANT PUBLICATION
DES RESULTATS D'UN APPEL D'OFFRES**[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Enseignement Supérieur communique :

L'entreprise **ENTREBATT SARL, BP : 832 Yaoundé** a été retenue comme adjudicataire du marché relatif à l'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence n° 02/AONO/MINESUP/PRO-ACTP/CIPM/2021 du 09 avril 2021, ainsi qu'il suit :

Objet du Marche	Adjudicataire	Montant TTC du Marché	Délai d'exécution
Première phase des travaux de construction du bloc pédagogique de la Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales de Garoua.	ENTREBATT SARL BP : 832 Yaoundé	339 705 839 F CFA	Quinze (15) Mois

A cet effet, le responsable de l'entreprise concernée est prié de prendre l'attache de l'Unité de Gestion du PRO-ACTP, sise à l'Immeuble Ministériel n°2, porte 048, téléphone 222 22 68 21, pour la suite de la procédure.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus, sont priés de passer retirer leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, elles seront purement et simplement détruites.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le **MINISTRE D'ÉTAT**

FAME NDONGO Jacques

COMMUNE DE KONYE

COMMUNIQUÉ N° 02/C/MAYOR/KONYE COUNCIL/ITB/2021

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

BEARING ON THE POSTPONMENT OF BID OPENNING

The Lord Mayor of Konye Council `Contracting Authority' hereby informs the public that the bid opening for tender

Ng 05/2021/ONIT/MAYOR/KONYECOUNCIL/ITB/2021 OF 04/06/2021 for The

Construction of the Decking and Equipment of a Bridge over the Nwalibe River of the inter N8-11eh -Ifanga Road,

which was supposed to take place on the 25th of June 2021 has been extended to the 09th of July 2021 due to some technical reasons.

The time for submission of bids remains unchanged.

KONYE le 25 Juin 2021

Le MAYOR

MUSSIMA George

COMMUNE DE BONGE

DECISION N°09/MBONGE COUNCIL/MEME/ITB/2021 OF 16. JUN 2021. BEARING ON THE PUBLICATION OF RESULTS FOR JOBBING ORDER RELATING TO TENDER N° 07/ONIT/MBONGE COUNCIL/MEME/ITB/2021 OF 21ST APRIL 2021 FOR THE CONSTRUCTION OF A CULTURAL CENTRE AT BIG NGANJO IN MBONGE SUB- DIVISION, SOUTH WEST REGION PROJECT OWNER: MAYOR OF MBONGE COUNCIL (CONTRACTING AUTHORITY). FUNDING: MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND LOCAL DEVELOPMENT (PIFS 2021) THE MAYOR OF MBONGE COUNCIL MINDFUL OF: THE CONSTITUTION; MINDFUL OF: THE DECREE N ' 2018/366 OF 20^H JUNE 2018 TO INSTITUTE THE PUBLIC CONTRACTS CODE; MINDFUL OF: DECREE N° 2011/408 OF 09 DECEMBER 2011 ORGANIZING THE GOVERNMENT; MINDFUL OF: DECREE N° 2011/412 OF 09 DECEMBER ORGANIZING THE PRESIDENCY OF THE REPUBLIC; MINDFUL OF. DECREE 2011/410 OF 9 DECEMBER 2011 FORMING THE GOVERNMENT MINDFUL OF: DECREE N° 2012/074 OF 08 MARCH 2012 RELATING TO THE SETTING UP, ORGANIZING AND FUNCTIONING OF THE TENDERS BC)AR,..1 MINDFUL OF: ORDER NA 000304/0/MINDDEVEL OF 9TH MARCH 2020 TO ESTABLISH THE ELECTION OF THE MAYOR AND DEPUTY MAYORS ALTER THE MUNICIPAL ELECTION OF 09^T FEBRUARY 2020 IN MBONGE COUNCIL, CONFIRMING CHIEF DANIEL MATTA MOKAMBE AS MAYOR OF MBONGE COUNCIL; MINDFUL OF: CIRCULAR N°001/CAB/PR OF 19 JUNE 2012 ON THE AWARD, THE CONTROL OF EXECUTION OF PUBLIC CONTRACTS; MINDFUL OF: CIRCULAR LETTER N° 0005/CL/MINMAP/CAB OF OR LUNE, 2018 TO SPECIFY INTERIM MEASURES TO BE IMPLEMENTED FOLLOWING THE SIGNING AND PUBLICATION OF DECREE 2018/366 OF 20 JUNE 2018 TO INSTITUTE THE PUBLIC CONTRACTS CODE. MINDFUL OF: THE CIRCULAR N° 00000242/C/MINFI OF 30^T DECEMBER 2020 ON INSTRUCTIONS RELATING TO THE EXECUTION OF FINANCE LAW, THE MONITORING AND CONTROL OF THE EXECUTION OF THE BUDGET OF THE STATE AND OTHER PUBLIC ENTITIES, FOR THE 2021 FINANCIAL YEAR. MINDFUL OF: TENDER N° 07/ONIT /MBONGE COUNCIL/MEME /ITB/2021 OF 2V^T APRIL 2021; MINDFUL OF: THE REPORT OF THE SUB TECHNICAL COMMISSION; MINDFUL OF: THE AWARD PROPOSAL MADE BY THE MBONGE COUNCIL INTERNAL TENDERS BOARD OF R JUNE 2012; ARTICLE 1: THAT THE CONSTRUCTION OF A CULTURAL CENTRE AT BIG NGANJO IN MBONGE SUB- DIVISION, SOUTH WEST REGION HAS BEEN AWARDED AS FOLLOWS:

[Télécharger la piece d'origine](#)
[Affichage Web](#)

N	Successful Bidder	act Am ount Contr (TTC)	Budget Head		Duration
1	ARREYCAM ENTERPRISE PO BOX 127 KUMBA	25 000 000 F CFA	55 27 351 01 641916	2213	03 (Three) Months

MBONGE le 16 Juin 2021

Le MAYOR

MATTA MOKAMBE Daniel

COMMUNE DE MAMFE

DECISION NO. 07/MAMFE COUNCIL/2021 RELATING TO THE TENDER FILE FOR THE REHABILITATION OF G.P.S MAMFE TOWN GROUP I, MAMFE SUB DIVISION, MANYU DIVISION, SOUTH WEST REGION. TELE MAYOR OF M 1 FE COUNCIL, MINDFUL OF DECREE NO. 2018/366 OF 20 JUNE 2018 INSTITUTING THE PUBLIC CONTRACTS CODE MINDFUL OF DELIBERATION NO.012/2020 OF 30 JUNE, 2020 ELECTION OF MR. ROBERTSON TABENCHONG ASHU AS MAYOR OF MAMFE COUNCIL. I IEREBY DFCIDES AS FOLLO\VS: ARTICLE 1: THAT THE UNDER MENTION ENTERPRISE HAS BEEN RETAINED AS WINNER OF THE ABOVE TENDER

[Télécharger la piece d'origine](#)
[Affichage Web](#)

S/N	PROJECT	BIDDER	FINANCIAL	EXECUTION
			OFFER	DEADLINE
(01	FOR THE			
	REHABILITATION OF			
	G.P.S MAMFE TOWN	SAECAM ENTERPRISE		
	GROUP I, MAMFE SUB	P.O.BOX 103 MAMFE , TEL:		
	DIVISION, MANYU	675 13 92 29	10,000,000	3Months
	DIVISION, SOUTH WEST			
	REGION.			

ARTICLE II: That this order shall be registered and communicated where and when necessary.

MAMFE le 31 Mai 2021

Le MAYOR

ASHU ORU SAMPSON

COMMUNE DE NGOG-MAPUBI

COMMUNIQUÉ N°006/C/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°005/AONO/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NGOG-MAPUBI/CIPM/21 DU 28 AVRIL 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE A ÉCOLE MATERNELLE DE NDJOCK-NKONG DANS LA COMMUNE DE NGOG MAPUBI, DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, RÉGION DU CENTRE ; MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI (AUTORITÉ CONTRACTANTE) COMMUNIQUE :

Par décision N°005/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021, la lettre-commande objet de la consultation susvisée est attribuée au soumissionnaire ci-après :

LOT	ATTRIBUTAIRE	MONTANT TOTAL LU (EN FCFA)	MONTANT TOTAL CORRIGE (EN FCFA)	DÉLAI D'EXÉCUTION
CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE A ÉCOLE MATERNELLE DE NDJOCK-NKONG DANS LA COMMUNE DE NGOG MAPUBI,	MAHOL SARL BP 1375 YAOUNDE 6990924 095	24 785 039 (Vingt-quatre millions sept cent quatre-vingt-cinq mille trente-neuf francs)	24 785 039 (Vingt-quatre millions sept cent quatre-vingt-cinq mille trente-neuf francs)	04 (quatre) mois

Ledit attributaire est invité à se présenter au plus tard sept (07) jours suivants la publication du présent communiqué au Secrétaire Général de la Mairie pour l'établissement des lettres-commandes y relatives.

NGOG-MAPUBI le 2 Juillet 2021

Le MAIRE

NGO TJOCK Christine

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ II

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°21/ 00260 /AAONO/UYII/CIPM/2021 DU 30 JUIN 2021
EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA FOURNITURE DE CINQ (05) VEHICULES DES SERVICES
CENTRAUX (LOT 1) ET D'UN VEHICULE DE LA FSJP (LOT 2) A L'UNIVERSITE DE YAOUNDE II
FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ II EXERCICE
2021 IMPUTATION : 242-390001 222800 ET 242-390001 222801**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public, le Recteur de l'Université de Yaoundé II, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence pour la fourniture de cinq (05) véhicules des services centraux notamment deux véhicules de type station wagon 4x4 turbo diesel 12 CV maximum, deux véhicules de type Pick up 4X4 climatisé, diesel, double cabine, 09 CV maximum, un véhicule de type SUV de 09 CV maximum (**LOT 1**) et d'un (01) véhicule de la FSJP de type Pick up 4X4 climatisé, diesel, double cabine, 09 CV maximum (**LOT 2**) à l'Université de Yaoundé II.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent marché comprennent :

- La fourniture, le transport, la livraison sur site, les essais ou test de fonctionnalité et le démarrage du matériel roulant,
- La fourniture de l'outillage (cric avec clé de roue, 1 roue de secours, gilet de sécurité) ainsi que de la documentation (manuel d'entretien et de conduite et catalogue des pièces de rechange en français ou en anglais)
- La fourniture de la carte grise, plaque d'immatriculation CEMAC, répartie en deux (02) lots distincts :

Lot 1 : Cinq (05) véhicules des services centraux notamment deux véhicules de type station wagon 4x4 turbo diesel 12 CV maximum, deux véhicules de type Pick up 4X4 climatisé, diesel, double cabine, 09 CV maximum, un véhicule de type SUV de 09 CV maximum;

Lot 2 : Un (01) véhicule de la FSJP de type Pick up 4X4 climatisé, diesel, double cabine, 09 CV maximum.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est reparti ainsi qu'il suit :

Lot 1 : 200 000 000 (deux cent millions) F CFA;

Lot 2 : 30 000 000 (trente millions) F CFA.

4. Allotissement

Les fournitures comportent deux (02) lots distincts.

Lot 1 : Cinq (05) véhicules des services centraux;

Lot 2 : Un (01) véhicule de la FSJP.

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à l'égalité de conditions aux concessionnaires de droit camerounais, ayant une expérience avérée dans la fourniture de matériel roulant et les approvisionnements généraux.

Par le présent Avis d'Appel d'Offres, les concessionnaires intéressées sont invitées à fournir dans leurs offres, les informations authentiques qui permettront de retenir celles pouvant réaliser les prestations après une évaluation approfondie et objective de leurs dossiers.

6. Financement

Les prestations objet du présent AAO sont financées par le BIP de l'UYII de l'exercice 2021,
Ligne d'imputation 242-390001 222800 pour le lot 1;
Ligne d'imputation 242-390001 222801 pour le lot 2.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu **aux jours et heures ouvrables** à la Direction des Infrastructures, de la Planification et du Développement (DIPD) de l'Université de Yaoundé II, BP 18 Soa, téléphone : 222 22 95 83 /694 24 20 87, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) FCFA, payable à la BICEC, « Compte Spécial CAS-ARMP ».

8. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, et conformes aux prescriptions du DAO, devra parvenir à la DIPD, au plus tard le **26/07/2021 à 13 heures précises**, dans trois (03) enveloppes internes et distinctes identifiant :

- Enveloppe I : pièces administratives ;
- Enveloppe II : offre technique ;
- Enveloppe III : offre financière.

Ces trois (03) enveloppes seront contenues dans une quatrième et devront porter impérativement la seule et unique mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°21/_00260_/AAONO/UYII/CIPM/2021 DU _30 JUIN_2021 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA FOURNITURE DE CINQ (05) VEHICULES DES SERVICES CENTRAUX (LOT 1) ET D'UN VEHICULE DE LA FSJP (LOT 2) A L'UNIVERSITE DE YAOUNDE II :

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement"

Les offres parvenues après les date et heures limites de dépôt des offres ne seront pas reçues.

9. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures est deux (02) mois calendaire

10. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission, établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurances agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant de :

Lot 1 : trois million (3 000 000) F CFA

Lot 2 : quatre cent mille (400 000) F CFA.

Chaque caution doit être valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

11. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet pour absence et non-conformité après le délai de 48 heures par la CIPM, les pièces administratives requises devront impérativement être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement être datées de **moins de trois (03) mois**.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou organisme agréée par le Ministre en charge des Finances entraînera le rejet de l'offre sans aucun recours.

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en untemps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques et financières aura lieu le **26/07/2021 à 14 heures** par la CIPM placée auprès de l'Université de Yaoundé II dans la salle de réunion de ladite Commission.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandaté et ayant une connaissance parfaite du dossier.

13. Critères d'évaluation



1 Critères éliminatoires (pour le lot 1 et 2)

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire. Il s'agit notamment de :

- Absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- Fausses déclarations ou pièces falsifiées ;
- Dossier administratif incomplet après le délai de 48 heures à compter de la date d'ouverture des offres ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- Non satisfaction d'au moins 80% des sous critères essentiels soit 12 sur 15 pour le lot 1 et 10 sur 13 pour le lot 2 ;
- Absence de déclaration sur l'honneur, attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années et ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établie par l'ARMP.

Sous peine de rejet, la caution de soumission et l'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire doivent être impérativement produites en originaux, les autres pièces en originaux ou en copies certifiées conformes. Ces justifications administratives doivent dater de moins de trois (03) mois et être conformes aux modèles.

Caractéristiques techniques majeures pour le lot 1

- STATION WAGON 4X4 TURBO DIESEL

- Moteur : Diesel ;
- Cylindrée : ? 2755 Cm3 ;
- Empattement : ? 2790
- Puissance administrative : 12 CV;
- Nombre de places : 07 minimum ;
- Capacité du réservoir : 87 litres minimum avec sous-réservoir ;
- Traction : quatre (04) roues motrices avec réducteurs ;
- Garde au sol ? 215 mm

- SUV

- Moteur : Essence;
- Cylindrée : ? 1496 Cm3 ;
- Empattement : ? 2685
- Puissance administrative : 09 CV;
- Nombre de places : 07 minimum ;
- Capacité du réservoir : 45 litres minimum avec sous-réservoir ;
- Traction : deux (02) roues motrices avec réducteurs ;
- Garde au sol ? 220 mm

- Pick-up double cabine 4x4

- Moteur diesel ;
- Cylindrée : ? 2986Cm3 ;
- Empattement : ? 3085
- Puissance fiscale : 9 CV maximum;
- Nombre de places : 06 minimum;
- Capacité du réservoir : 80 litres minimum ;
- Traction : quatre (04) roues motrices avec réducteurs ;
- Garde au sol ? 310 mm.

Caractéristiques techniques majeures pour le lot 2

- Pick-up double cabine 4x4

- Moteur diesel ;

- Cylindrée : ? 2986Cm3 ;

- *Empattement : ? 3085*
- *Puissance fiscale : 9 CV maximum;*
- *Nombre de places : 06 minimum;*
- *Capacité du réservoir : 80 litres minimum ;*
- *Traction : quatre (04) roues motrices avec réducteurs ;*
- *Garde au sol ? 310 mm.*

2. Critères essentiels (pour le lot 1 et 2)

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur :

Critères	Nbres de sous critères Lot 1	Nbres de sous critères Lot 2
Présentation de l'offre	03	03
Conformité des spécifications techniques du matériel roulant proposé	03	01
Capacité financière	01	01
Service après-vente	03	03
Expérience du soumissionnaire	01	01
Délai de livraison (calendrier de livraison du matériel roulant proposé)	01	01
Preuves d'acceptation des conditions du marché	02	02
Garantie	01	01
	15	13

Mode d'évaluation

Le mode d'évaluation est essentiellement binaire (oui/non) et sera basé sur les critères ci-dessus dont les détails sont contenus dans le RPAO.

14. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualifications techniques et financières requises et dont l'offre est évaluée la moins disante.
 Un soumissionnaire peut être attributaire des deux (02) lots.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Division des Infrastructures, des Equipements et de la Maintenance (DIEM), à la Direction des Infrastructures, de la Planification et du Développement de l'Université de Yaoundé II, Téléphone 691 64 64 19 / 677 61 58 77.-

Lutte contre la corruption

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : **673 20 57 25 / 699 37 07 48.** /-

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le *RRECTEUR*

MIKOA SHE ADOLPHE



FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**DECLARANT INFRUCTUEUX LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES N°014/AONO/FEICOM/CIPM/2021 DU 26
AVRIL 2021 POUR LA MAINTENANCE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES DE L'IMMEUBLE SIEGE DU
FEICOM.**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE (FEICOM),

Porte à l'attention du public, qu'à l'issue de l'ouverture des offres par la Commission Interne de Passation des marchés, aucune offre n'a été jugée conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sus évoqué.

Aussi, Monsieur le Directeur Général déclare ledit Dossier d'Appel d'Offres, infructueux en conformité à l'article 103 alinéa 1.b. du Code des Marchés Publics.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

AKOA Philippe Camille

BUREAU DE MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES

DECISION N° 009 ___/D/BMN/RAF/RH DU 29/JUIN/2021 __ PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N°005/AONR/BMN/CIPM/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE DE SERVICES EN INGENIERIE INFORMATIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'INFORMATION DU BMN

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur du Bureau de Mise à Niveau des entreprises (BMN),

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;

Vu le Décret n° 2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement et complété par le Décret n°2019/002 du 04 janvier 2019 portant réaménagement du gouvernement ;

Vu le Décret n°2008/220 du 04 juillet 2008 portant organisation du ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire ;

Vu le Décret n°2012/074 du 08 mars 2012 portant création, organisation et fonctionnement des Commissions de passation des Marchés Publics ;

Vu le Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant nouveau code des marchés ;

Vu l'arrêté n°221-CAB-PM du 16 décembre 2011 portant création du Bureau de Mise à niveau des entreprises ;

Vu la circulaire n°00000242/ C/MINFI du 30 décembre 2020, portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat, des Etablissements publics Administratifs, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes subventionnés, pour l'exercice 2021 ;

Vu la proposition d'attribution de la Commission Interne de Passation des marchés auprès du BMN du 15.06.2021

DECIDE

Article 1 : L'Appel d'Offres National Restreint N°005/AONR/BMN/CIPM/2021 pour le recrutement d'une société de services en ingénierie informatique pour le développement et la mise en place d'un système d'information du BMN; est adjudgé au **AFREETECH SARL**, TEL : (237) 242 685 677/ 673 808 148, email :infos@afreetech.com ; pour un montant TTC :**Soixante-dix millions de francs CFA (70 000 000 FCFA)**.

Article2 : Ledit soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter, dès signature et publication de la présente Décision, au Bureau de Mise à Niveau des entreprises (BMN), en vue de l'établissement du projet de Marché correspondant.

Article3 : La présente décision sera enregistrée et communiquée partout où besoin sera.

COMMUNE DE NGOG-MAPUBI

COMMUNIQUÉ N°007/C/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N°006/AONO/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NGOG-MAPUBI/CIPM/21 DU 28 AVRIL 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'ÉCOLE PUBLIQUE DE NGOG BASSONG DANS LA COMMUNE DE NGOG MAPUBI, DÉPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, RÉGION DU CENTRE ; MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) EXERCICE 2021

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI (AUTORITÉ CONTRACTANTE) COMMUNIQUE :

Par décision N°006/D/MINDDEVEL/R-CE/D-NK/C-NBI/SG/2021 DU 02 JUILLET 2021, la lettre-commande objet de la consultation susvisée est attribuée au soumissionnaire ci-après :

LOT	ATTRIBUTAIRE	MONTANT TOTAL LU (EN FCFA)	MONTANT TOTAL CORRIGE (EN FCFA)	DÉLAI D'EXÉCUTION
CONSTRUCTION DE BLOCS DE DEUX SALLES DE CLASSE À L'ÉCOLE PUBLIQUE DE NGOG-BASSONG DANS LA COMMUNE DE NGOG-MAPUBI,	JAI MAI COMMUNICATION BP12726 DOUALA	16 484 016 (Seize millions quatre cent quatre-vingt-quatre mille seize francs)	16 484 016 (Seize millions quatre cent quatre-vingt-quatre mille seize francs)	04 (quatre) mois

Ledit attributaire est invité à se présenter au plus tard sept (07) jours suivants la publication du présent communiqué au Secrétaire Général de la Mairie pour l'établissement des lettres-commandes y relatives.

NGOG-MAPUBI le 2 Juillet 2021

Le MAIRE

NGO TJOCK Christine

FONDS SPÉCIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

**PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE LA DEMANDE DE COTATION N°010/DC/FEICOM/CIPM
/2021 DU 21 MAI 2021, POUR L'ACQUISITION DES PIECES DE RECHANGE DU PARC INFORMATIQUE AU
FEICOM**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

**LE DIRECTEUR GENERAL DU FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE
(FEICOM),**

Communique :

Par décision N°021/D/FEICOM/DG du

La Société ci-après, a été déclarée adjudicataire de la Lettre-Commande relative à la Demande de Cotation sus citée.

ADJUDICATAIRE	PROPOSITION FINANCIERE TTC (FCFA)	DELAI D'EXECUTION
La SOCIETE ETS KAMI&FILS, BP : 15280 Yaoundé-Cameroun, Tél : (237) 674 56 46 46	SIX MILLIONS DEUX CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE QUATRE CENTS (6 296 400) FRANCS CFA TTC	VINGT ET UN (21) JOURS

Le Responsable de ladite Société est invité dès publication du présent communiqué, à la Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (Service des Marchés et Approvisionnements) du FEICOM à retirer la décision d'attribution de la Lettre-Commande. En outre, l'adjudicataire a 72 heures pour souscrire ladite Lettre-Commande.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous quinzaine dès parution du présent communiqué, à l'exception de l'exemplaire remis à l'ARMP.

Passé ce délai, ces offres seront détruites sans qu'il y ait lieu à réclamation.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le **DIRECTEUR GÉNÉRAL**

AKOA Philippe Camille

VILLE DE YAOUNDE

COMMUNIQUE PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/CUY/CIPM/2021 DU 15 MARS 2021 POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ÉQUIPEMENT EN FEUX TRICOLORS DE CERTAINS CARREFOURS DANS LA VILLE DE YAOUNDÉ.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Maire de la Ville de Yaoundé communique :

Les travaux objet de l'appel d'offres suscité ont été attribuées aux entreprises ci-après par lot :

Lot1 : CEGELEC, pour un montant de trois cent quatre-vingt million cinq cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent quarante-cinq (380 595 945) francs CFA toutes taxes comprises, le délai d'exécution est de six (06) mois. ;

Lot 2 : SIGNELEC TP, pour un montant de cent cinquante-neuf million neuf cent vingt-neuf mille sept cent cinquante-trois (159 929 753) francs CFA toutes taxes comprises, le délai d'exécution est de six (06) mois.

Lesdites entreprises sont priées de prendre attache avec la Direction du Développement des Infrastructures et des Equipements de la Communauté Urbaine de Yaoundé, pour la signature des marchés.

Par ailleurs, celles n'ayant pas été retenues sont priées de passer retirer leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, ces offres seront détruites.

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le MAIRE

MESSI ATANGANA Luc

COMMUNE DE MOUANKO

COMMUNIQUE N°010/C/RL/DSM/C.MK0/2021 DU 25/06/2021 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°10/AONO/C-MOUANKO/SG/C?PM/2029 DU 05/05/2021 RELATIF AUX TRAVAUX D'ACHÈVEMENT DE CONSTRUCTION DU PAVILLON D'HOSPITALISATION AU CMA DE MOUANKO, DÉPARTEMENT DE LA SANAGA MARITIME, RÉGION DU LITTORAL ;

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MOUANKO Autorité Contractante Communiqué :**

Par Décision N°010/DM/RL/DSM/C.MKO/2021 du 25/06/2021

L'ETS LA ROSIERE a été retenue comme adjudicataire de la Lettre — Commande relative à l'avis d'appel d'offres suscité.

Le résultat de La Sous — Commission d'Analyse des Offres du 15 juin 2021 par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune de Mouanko est ce qui suit:

Soumissionnaire	Offre Administrative	Offre Technique	Offre Financière	Observations
ETS LA ROSIERE	Conforme	Délai : 03 (trois) mois Note = 78,57%	Montant TTC : 34.987.294 FCFA	Adjudicataire

L'adjudicataire est invité à se présenter dans un délai de cinq (05) jours après publication du présent communiqué, à la Commune de Mouanko pour notification de la décision d'attribution et du projet de Lettre — Commande.

MOUANKO le 25 Juin 2021

Le MAIRE

EBWEA PIERRE HONORÉ

VILLE DE YAOUNDE

COMMUNIQUE RADIO -PRESSE

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Maire de la Ville de Yaoundé porte à la connaissance des soumissionnaires que l'Appel d'Offres National Ouvert n°017/AONO/CUY/CIPM/2021 du 26/05/2021 pour la construction des fontaines dans certains carrefours et à l'entrée de l'Hôtel de Ville de Yaoundé, est annulé.

Le présent communiqué tient lieu de mainlevée de la caution de soumission.

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le MAIRE

MESSI ATANGANA Luc

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE
D'URGENCE N°001699/AONOPU/CIPM/MINAT/2021 DU 29 JUIN 2021 RELATIF À L'AMÉNAGEMENT DE
L'ESPACE BUREAUTIQUE DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence pour l'aménagement de l'espace bureautique du Ministère de l'Administration Territoriale.

2. Consistance des prestations

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres comprennent le cloisonnement de certains bureaux situés au rez-de-chaussée (RDC) et au 2ème étage du bâtiment principal abritant les services centraux du Ministère de l'Administration Territoriale. Ces travaux constituent un seul lot et porteront notamment :

- Sur le plan architectural :

l'élaboration d'un plan de démolition de l'existant ;
l'évaluation des différentes tâches d'exécution du plan d'aménagement.

- Sur le plan technique :

la menuiserie mixte (alu-vitre et métallique);

le câblage (réservation pour courant faible, câble TV, Téléphone et Internet) éclairage prises et pose d'appareillage ;
la tapisserie.

3. Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel du présent projet est de cinquante-six millions, huit cents mille (56 800 000) de francs CFA
Toutes Taxes Comprises.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité des conditions, aux entreprises de droit camerounais installées en République du Cameroun et ayant des compétences dans le domaine.

5. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence, sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Administration Territoriale au titre de l'exercice 2021.

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté, dès publication du présent avis, aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2e étage, porte 214, Tél : 222.22.66.01.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés Publics, dès publication du présent Avis dans le Journal des Marchés de l'ARMP, par voie de presse écrite ou par voie d'affichage dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

8. Remises des offres

Les offres, rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposées contre récépissé au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2^{ème} étage, porte 214, au plus tard le 28 juillet 2021 à 14 H 00, heure locale, portant les mentions suivantes :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°001699/AONOPU/CIPM/MINAT/2021 DU 29 JUIN 2021 RELATIF À L'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE
BUREAUTIQUE DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.
« À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »

9. Delai de Livraison

Le délai d'exécution des travaux est de quatre (04) mois, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage desdits travaux.

10. Recevabilité des Offres

Les Offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant d'un million (1 000 000) de FCFA.

Cette caution sera délivrée par une banque de premier ordre ou par un établissement financier agréé (e) par le Ministère en charge des Finances. Le délai de validité de cette caution est de trente (30) jours, au-delà de celui des offres.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps, le 28 juillet 2021 à 15 H 00, heure locale, dans la Salle de Conférences du Ministère de l'Administration Territoriale, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINAT siégeant en présence des soumissionnaires qui le souhaitent ou de leurs représentants dûment mandatés.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

12. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

dossier administratif incomplet ou non conforme en cas de non régularisation dans un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires;

absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP; fausse déclaration ou pièces falsifiées ;

note technique inférieure à 75% des critères essentiels de qualification;

absence, dans l'offre financière, de sous-détail d'un prix unitaire quantifié et/ou de la décomposition d'un prix forfaitaire ;

omission d'un prix unitaire dans le bordereau des prix unitaires ;

absence de l'attestation de visite du site signé par le Sous-Directeur de l'Équipement et de la Maintenance du MINAT assortie d'un rapport signé par le soumissionnaire;

absence d'un Conducteur des Travaux ou d'un Directeur Technique, Ingénieur des Travaux de Génie Civil, inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie-Civil (Attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs de Génie-Civil assortie d'un numéro d'inscription en vigueur, attestation de présentation de l'original du diplôme ; CV daté et signé ; attestation de disponibilité datée et signée sur l'honneur par le candidat ; cinq (05) années d'expérience au moins dans le domaine du Bâtiment) ;

absence de l'attestation de capacité financière d'un montant de vingt-cinq millions (25.000.000) de FCFA au moins ;

absence ou présentation d'une caution de soumission non conforme.

12.2- Critères essentiels ou de qualification (en notation binaire)

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

le personnel d'encadrement de l'entreprise ;

le matériel de chantier à mobiliser ;

les références de l'entreprise dans les domaines similaires ;

la note méthodologique ;

le planning d'exécution des travaux ;

la présentation générale de l'offre.

13. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la remise de celles-ci.

14. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2ème étage, porte 214, Tél : 222.22.66.01.-

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le MINISTRE

ATANGA NJI PAUL

CAISSE DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE MARITIME

COMMUNIQUE N° 004/C/MINEPIA/CDPM/2021 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 004/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2020 DU 27 AVRIL 2021 RELATIF À L'ACQUISITION DES ALIMENTS GRANULÉS POUR LES UNITÉS DE PRODUCTION DE POISSON MARCHAND.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Secrétaire Exécutif de la Caisse de Développement de la Pêche Maritime communique :

A été désigné adjudicataire de l'Avis d'Appel d'Offres susvisé **Royal Trading Sarl BP 121 Douala**.

DELAI DE LIVRAISON : Cent (100) jours

MONTANT : 29 812 500 (Vingt-neuf millions huit cent douze mille cinq cent) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous-huitaine. Passé ce délai, ces offres seront détruites.

DOUALA le 24 Mai 2021

Le SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

NGOANDE SALVADOR

CAISSE DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE MARITIME

COMMUNIQUE N° 005/C/MINEPIA/CDPM/2021 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 005/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2020 DU 27 AVRIL 2021 RELATIF À L'ACQUISITION ET INSTALLATION D'UNE UNITÉ DE FABRICATION D'ALIMENTS POUR POISSON.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Secrétaire Exécutif de la Caisse de Développement de la Pêche Maritime communique :

A été désigné adjudicataire de l'Avis d'Appel d'Offres susvisé **Ets Le Meilleur BP 30 800 Yaoundé**.

DELAI DE LIVRAISON : Cent (100) jours

MONTANT : 50 000 000 (Cinquante) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous-huitaine. Passé ce délai, ces offres seront détruites.

DOUALA le 24 Mai 2021

Le SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

NGOANDE SALVADOR

VILLE DE YAOUNDE

COMMUNIQUE PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°011/AONO/CUY/CIPM/2021 DU 30 MARS 2021 POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT D'UN SENTIER BOTANIQUE AU PARCOURS VITA DE YAOUNDÉ.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Maire de la Ville de Yaoundé communique :

La prestation objet de l'appel d'offres suscitée a été attribuée à la société **ANATAF-BC SARL**, pour un montant de trente-cinq millions deux cent quatre-vingt-six mille soixante-quinze (35 286 075) francs CFA toutes taxes comprises. Le délai d'exécution des prestations est de douze (12) mois.

Ladite société est priée de prendre attache avec la Direction du Développement des Infrastructures et des Equipements de la Communauté Urbaine de Yaoundé, pour la signature du marché.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont invités à passer retirer leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, ces offres seront détruites.

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le MAIRE

MESSI ATANGANA Luc

COMMUNE D'ELIG MFOMO

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°006/AONO/JO3-06/C-EMO/SG/STADU/CIPM/2021 DU 01/07/2021 __ POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES TRONCONS DE ROUTE :1- ELIG-BITSETSA – EP DE NIGA – ABANG ESSONO – CARF. ENOBITA,2- EP DE NIGA – ETAKA (LIMITE MONATÉLÉ),3- EP DE NIGA – PONT SUR LA LEKIE (LIMITE OBALA)DANS LA COMMUNE D'ELIG-MFOMO, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE.

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Maire de la Commune d'Elig-Mfomo, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES TRONCONS DE ROUTE :

1- ELIG-BITSETSA – EP DE NIGA – ABANG ESSONO – Carf. ENOBITA,

2- EP DE NIGA – ETAKA (Limite Monatélé),

3- EP DE NIGA – PONT SUR LA LEKIE (limite Obala)

DANS LA COMMUNE D'ELIG-MFOMO, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres comprennent :

- Série 000 : Les installations ;

- Série 100 : L'emprise ;

- Série 200 : Les terrassements et chaussées ;

- Série 300 : Les assainissements drainage.

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais exerçant dans le domaine des BTP.

4. Financement

Les travaux seront financés par le budget d'investissement public de la République du Cameroun, ressources transférées du MINDDEVEL exercice 2021.

Tronçons	Code de la Route	Longueur (Km)	Budget Provisionnel TTC	Délai (mois)
Elig-Bitsetsa – EP de Niga – Abang Essono – Carf. Enobita		07	30 000 000	(04) Quatre
EP de Niga – Etaka (Limite Monatélé)		01		
EP de Niga – Pont sur la Lekie (Limite Obala)		01		
TOTAL		10	30 000 000	

5. Acquisition du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté dès publication du présent avis auprès du Maître d'Ouvrage au Secrétariat Général de la Mairie d'Elig-Mfomo et retiré contre présentation d'une quittance de versement à la recette municipale d'Elig-Mfomo de la somme non remboursable de **cinquante mille (50 000) francs CFA**.

Lors du retrait du dossier d'Appel d'Offres, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète (BP, Fax, télex, téléphone).

6. Remises des offres

Les offres, rédigés en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devront parvenir ou être déposées auprès du Maître d'Ouvrage, au service de la Mairie d'Elig-Mfomo au plus tard le, à 12 heures, heure locale, portant les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 006 ./AONO/JO3-06/C-EMO/SG/STADU/CIPM/ 2021 DU __01/07/2021__ POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION DES TRONCONS DE ROUTE :

1- ELIG-BITSETSA – EP DE NIGA – ABANG ESSONO – Carf. ENOBITA,

2- EP DE NIGA – ETAKA (Limite Monatélé),

3- EP DE NIGA – PONT SUR LA LEKIE (limite Obala)

DANS LA COMMUNE D'ELIG-MFOMO, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE

" A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement "

7. Delai de Livraison

Le délai d'exécution est de Trois (03) mois.

8. Cautionnement Provisoire

Chaque offre devra, sous peine de rejet, devra être accompagnée d'un cautionnement de soumission établie par une banque ou une compagnie d'assurance agréée par le MINFI et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO d'un montant **Six Cent Mille (600 000) francs CFA**

A défaut de cette caution de soumission et conformément à l'arrêté n°093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais du dossier d'Appel d'Offres, les PME à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire une hypothèque légale.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de (03) mois précédant la date de dépôt des offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des Finances et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres, ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

9. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis sera effectuée dans la salle de l'acte de l'Hôtel de ville d'Elig-Mfomo le 23/07/2021. à 13 heures, heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

Toute offre non conforme aux prescriptions du dossier de consultation sera déclarée irrecevable.

10. Critères d'évaluation

1 Critères éliminatoires :

Les principaux critères éliminatoires sont :

- i) Dossier incomplet : Technique ou financier (absence du CCAP, CCTP et CCES paraphés à chaque page et signés à la dernière puis datés, de la lettre de soumission daté et signée ou du bordereau des prix, ou du sous détail complet);
- ii) Fausses déclarations ou pièces falsifiées ;
- iii) Omission d'un même prix quantifiés dans l'offre financière (bordereau des prix unitaires, devis quantitatif et estimatif, sous détail des prix) ;
- iv) Absence de la caution de soumission ;
- v) Non-conformité du modèle de soumission.
- vi) Le non-respect de 80 % de « OUI » entrainera l'élimination de l'offre.

N.B : En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.

-2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera binaire sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- Le personnel d'encadrement de l'entreprise **oui / non**
- Le matériel de chantier à mobiliser **oui / non**
- Les références de l'entreprise **oui / non**
- La méthodologie d'exécution des travaux **oui/non**
- L'organisation ; le planning et présentation du dossier **oui / non**
- Le rapport de visite du site des travaux **oui/non**
- La capacité financière d'un montant au moins égal à 21 000 000 Francs CFA **oui/non**

NB : le détail de ces critères se trouve dans la grille d'évaluation en annexe

11. Attribution

L'autorité contractante attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les capacités financières, techniques et administratives requises résultant des critères dits essentiels ou ceux éliminatoires.

12. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre – vingt dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

13. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires sur l'Appel d'Offres peuvent être obtenus auprès des services du Maire de la Commune d'Elig-Mfomo.

YAOUNDE le 1 Juillet 2021

Le MAIRE

AYISSI STANISLAS

PORT AUTONOME DE DOUALA

COMMUNIQUÉ N°0004030/DAG/DG/PAD DU 01/07/2021 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 089/AONO/PAD/CIPM-AS/2021 DU 28/04/2021 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR LE NETTOYAGE DE BUREAUX ET LOCAUX DU PORT AUTONOME DE DOUALA.-

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Directeur Général du Port Autonome de Douala communique :

Les sociétés dont les noms suivent sont déclarées adjudicataires des marchés relatifs à l'appel d'offres national ouvert visé en objet :

Lots	Soumissionnaires	Montants TTC des offres	Délai d'exécution
1	ALKAN ENVIRONNEMENT BP. 15270 Douala	96 687 900	Vingt-quatre (24) mois
2	MOZALE BP. 5052 Douala	39 717 405	
3	MOZALE BP. 5052 Douala	41 088 303	
4	ALKAN ENVIRONNEMENT BP. 15270 Douala	42 333 786	
5	ALKAN ENVIRONNEMENT BP. 15270 Douala	27 129 375	

Lesdites sociétés sont invitées à prendre l'attache de la Division des Marchés Publics et des Contrats de Partenariat du Port Autonome de Douala, pour l'établissement des projets de marchés y afférents.

Par ailleurs, les soumissionnaires non retenus sont priés de passer retirer leurs soumissions sous quinzaine à la Division des Marchés Publics et des Contrats de Partenariat du Port Autonome de Douala.

Passé ce délai, les offres seront détruites conformément à la réglementation en vigueur.

Le présent communiqué tient lieu de main levée de caution de soumission.

DOUALA le 1 Juillet 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

MOUKOKO NJOH Charles Michaux

CAISSE DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE MARITIME

**COMMUNIQUE N° 001/C/MINEPIA/CDPM/2021 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'AVIS
D'APPEL D'OFFRES N° 001/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2020 DU 27 AVRIL 2021 RELATIF À
L'ACQUISITION DE DEUX (02) EMBARCATIONS EN FIBRE DE VERRE.**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Secrétaire Exécutif de la Caisse de Développement de la Pêche Maritime communique :

A été désigné adjudicataire de l'Avis d'Appel d'Offres susvisé **ENOCAM BP 4 818 Douala**.

DELAI DE LIVRAISON : Cent (100) jours

MONTANT : 23 826 150 (Vingt Trois Millions Huit Cent vingt-six Mille cent cinquante) Francs CFA Toutes Taxes
Comprises.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous-huitaine. Passé
ce délai, ces offres seront détruites.

DOUALA le 24 Mai 2021

Le SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

NGOANDE SALVADOR

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE
D'URGENCE N°001704/AONOPU/MINAT/CIPM /2021 DU 29 JUIN 2021 RELATIF À L'ACQUISITION DE DEUX
(02) EMBARCATIONS A MOTEUR AU PROFIT DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
55 07 092 04 340020 2285

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence relatif à l'acquisition de deux (02) embarcations à moteur au profit du Ministère de l'Administration Territoriale.

2. Consistance des prestations

La prestation, objet du présent Appel d'Offres consiste en la livraison au Ministère de l'Administration Territoriale de deux (02) embarcations à moteur d'une puissance fiscale de 15 CV chacune et dont les caractéristiques techniques sont indiquées à la pièce N°4 du Dossier d'Appel d'Offres.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel du projet est de trente millions (30.000.000) francs CFA, Toutes Taxes Comprises.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées en République du Cameroun.

5. Financement

La fourniture, objet du présent Appel d'Offres, est financée par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Administration Territoriale au titre de l'exercice 2021, imputation budgétaire : 55 07 092 04 340020 2285.

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté, dès publication du présent avis, au Ministère de l'Administration Territoriale, à la Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-Direction du Budget, Service des Marchés Publics, deuxième (2^{ème}) étage, porte 214, Téléphone 222.22.66.01.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés, dès publication du présent Avis dans le Journal des Marchés de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), par voie de presse écrite et par voie d'affichage dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de soixante mille (60.000) francs CFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

8. Remises des offres

Les offres, rédigées en Anglais ou en Français en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposées sous pli fermé et contre récépissé au Ministère de l'Administration Territoriale, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-Direction du Budget, Service des Marchés Publics, deuxième (2^{ème}) étage, porte 214, au plus tard le 23 juillet 2021 14 Heures 00, portant la mention suivante :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°001704/AONOPU/MINAT/CIPM /2021 DU 29 JUIN 2021 RELATIF À L'ACQUISITION DE DEUX (02)
EMBARCATIONS A MOTEUR AU PROFIT DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

« À N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

9. Delai de Livraison

Le délai de livraison est de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de notification de l'Ordre de Service prescrivant le démarrage des prestations.

10. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission de six cents mille (600.000) francs CFA. Cette caution sera délivrée par une banque de premier ordre ou par un établissement financier agréé par le Ministère en charge des Finances. La validité de cette caution est de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite de dépôt des offres.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en une phase, le 23 juillet 2021 à 15 Heures 00 dans la Salle de Conférences du Ministère de l'Administration Territoriale, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINAT siégeant en présence des soumissionnaires qui le désirent ou de leurs représentants dûment mandatés.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

12. Critères d'évaluation

- Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

dossier administratif incomplet ou non conforme en cas de non régularisation dans un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires.

absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP;

fausse déclaration ou pièce falsifiée ;

offre n'ayant pas satisfait à au moins 75% de l'ensemble des critères essentiels ;

absence de certificat d'origine et de garantie pour les embarcations à fournir ;

omission d'un prix unitaire dans le bordereau des prix unitaires quantifiés ;

absence de prospectus ou fiche technique avec photos en couleur des fournitures proposées ;

absence ou présentation d'une caution de soumission non conforme.

12.2 - Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire et les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation. Ces critères essentiels portent sur les éléments ci-après :

les caractéristiques techniques des embarcations proposées ;

le délai de livraison ;

l'expérience du fournisseur ;

la présentation de l'offre ;

la capacité financière, supérieure ou égale à dix millions (10.000.000) de francs CFA.

Seules, les offres ayant obtenu à l'issue de l'évaluation technique, une note supérieure ou égale à soixante-quinze pourcent (75%) des critères essentiels, seront retenues pour la suite de la procédure.

13. Durée Validité des Offres

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de soixante (60) jours, à compter de la date de dépôt desdites offres.

14. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, Direction des Ressources Financières et Matérielles, Sous-Direction du Budget, Service des Marchés, deuxième (2^{ème}) étage, porte 214, Tél : 222.22.66.01./-

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le *MINISTRE*

ATANGA NJI PAUL

CAMEROON WATER UTILITIES CORPORATION

COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ COM N°: 476/CW/DG/2021 DU 17/06/2021 PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°012/AONO/CAMWATER/DG/CIPM/2021 DU 20/04/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE MAITRISE D'OEUVRE CHARGÉE DU CONTRÔLE ET DE LA SUPERVISION DES TRAVAUX D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DU CENTRE DE MOULOUNDOU.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de la Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER) communique :
Est déclaré adjudicataire du marché relatif à l'Appel d'Offres susmentionné, le soumissionnaire ci-après désigné :

N° du Lot	Maître d'Ouvrage	Entreprise	Montant	Délai d'exécution
Lot Unique	LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAMWATER	STE XPERT CAMEROUN SARL BP:4934	182 937 227 Francs CFA TTC	18 Mois

Le soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter à la Division des affaires Juridiques et des Marchés pour la finalisation du dossier y afférent.

Par ailleurs, Les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs soumissions au Secrétariat de la Commission de Passation des Marchés auprès de la CAMWATER sous quinzaine, faute de quoi celles-ci seront purement et simplement détruites.

DOUALA le 17 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

BOLENGA GERVAIS

CAISSE DE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE MARITIME

COMMUNIQUE N° 003/C/MINEPIA/CDPM/2021 PORTANT PUBLICATION DU RESULTAT DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 003/PU/AONO/MINEPIA/CDPM/CIPM/2020 DU 27 AVRIL 2021 RELATIF À L'ACQUISITION D'UN VÉHICULE (PICK-UP).

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Secrétaire Exécutif de la Caisse de Développement de la Pêche Maritime communique :

A été désigné adjudicataire de l'Avis d'Appel d'Offres susvisé **Ets la Compétence BP 36 Douala**.

DELAI DE LIVRAISON : Cent (100) jours

MONTANT : 35 000 000 (Trente-cinq millions) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

Par ailleurs, les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs offres sous-huitaine. Passé ce délai, ces offres seront détruites.

DOUALA le 24 Mai 2021

Le SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

NGOANDE SALVADOR

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE
D'URGENCE N°001698/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA SÉLECTION D'UN CABINET,
BUREAU D'ÉTUDES OU D'UNE ENTREPRISE EN VUE DU DÉVELOPPEMENT D'UN LOGICIEL DE SUIVI DU
TRAITEMENT DES DOSSIERS DE FRAIS DE RELÈVE AU PROFIT DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE.**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
55 07 095 07 340020 2022

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence pour la sélection d'un Cabinet, Bureau d'Études ou d'une entreprise en vue du développement d'un logiciel de suivi du traitement des dossiers de frais de relève au profit du Ministère de l'Administration Territoriale.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres consistent au développement d'un logiciel de suivi du traitement des dossiers de frais de relève au profit du Ministère de l'Administration Territoriale, et à la formation de ses utilisateurs.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel du projet est de **dix millions (10 000 000)** de francs CFA, Toutes Taxes Comprises.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité des conditions, aux Cabinets, Bureaux d'Études ou entreprises de droit camerounais installés en République du Cameroun et ayant des compétences dans le domaine de l'informatique, du génie informatique et logiciel.

5. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Administration Territoriale, au titre de l'exercice budgétaire 2021, sur imputation : 55 07 095 07 340020 2022.

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté, dès publication du présent Avis, auprès du Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, Porte 214, 2ème étage.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés Publics, dès publication du présent Avis dans le Journal des Marchés de l'ARMP, par voie de presse écrite ou par voie d'affichage dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de quinze mille (15 000) francs CFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

8. Remises des offres

Les offres, rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposées contre récépissé au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, porte 214, 2ème étage au plus tard le 20 juillet 2021 à 14H00, heure locale, portant les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N°001698/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA SÉLECTION D'UN CABINET, BUREAU D'ÉTUDES OU D'UNE ENTREPRISE EN VUE DU DÉVELOPPEMENT D'UN LOGICIEL DE SUIVI DU TRAITEMENT DES DOSSIERS DE FRAIS DE RELÈVE AU PROFIT DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.

« À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »

9. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution des prestations est de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

10. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de deux cents mille (200 000) FCFA.

Cette caution de soumission sera délivrée par une banque de premier ordre ou un établissement financier agréé (e) par le Ministre en charge des finances. La durée de validité de cette caution est de trente (30) jours, au-delà de celle des offres.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des Offres se fera en deux temps. Celle des enveloppes A et B (pièces administratives et offres techniques) aura lieu le 20 juillet 2021 à 15 H 00, heure locale, dans la Salle de Conférences du Ministère de l'Administration, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINAT siégeant en présence des soumissionnaires qui le désirent ou de leurs représentants dûment mandatés.

Les date et heure d'ouverture des offres financières (enveloppe C) quant à elles seront communiquées en temps opportun au (x) soumissionnaire (s) retenu (s) à l'étape précédente.

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

12. Critères d'évaluation

1.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

dossier administratif incomplet ou non conforme en cas de non régularisation dans un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires ;

fausse déclaration ou pièces falsifiées ;

absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP;

note technique inférieure à soixante-quinze sur cent (75/100) des critères d'évaluation ;

omission, dans le bordereau des prix, d'un prix unitaire quantifié ;

1.2. Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

les qualifications et expériences du personnel ;

les références des soumissionnaires dans les prestations similaires au cours des cinq dernières années ;

la compréhension de la mission, présentation de la méthodologie

le délai d'exécution ;

la présentation générale de l'offre ;

les moyens logistiques et matériels.

13. Durée Validité des Offres

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de dépôt des offres.

14. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2^{ème} étage, porte 214, Tel : 222.22.66.01./-

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le *MINISTRE*

ATANGA NJI PAUL

SERVICES DU GOUVERNEUR DE LA RÉGION DU EST

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°007 /AONO/B/SDG/CRPM-ES/2021 DU 25 JUIN 2021 POUR LES ETUDES GEOTECHNIQUES POUR LA CONSTRUCTION DE LA DELEGATION REGIONALE DE L'ÉDUCATION DE BASE.

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public, le Gouverneur de la Région de l'Est lance un Appel d'offres National Ouvert en procédure d'urgence relatif à la réalisation des études géotechniques pour la Délégation Régionale de l'Éducation de Base de l'Est.

2. Consistance des prestations

Les prestations à assurer comprennent les activités ci-après :

- des essais in situ ;
- des essais en laboratoire ;
- les rapports des études.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **trente millions (30 000 000) francs CFA**.

4. Participation et origine

La participation à cet appel d'offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises exerçant dans le domaine de la géotechnique et ayant une expérience avérée.

5. Financement

Les travaux, objet du présent appel d'offres, sont financés par le budget d'investissement public du MINEDUB 2021.

6. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté et retiré aux heures ouvrables dans les services du GOUVERNEUR DE LA REGION DE L'EST (Division des Affaires Economiques, Sociales et Culturelles) dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu à la Division des Affaires Economiques, Sociales et Culturelles des Services du Gouverneur de la Région de l'Est, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement de la somme non remboursable de **quarante-cinq mille (45 000) francs CFA** représentant les frais d'achat du dossier d'appel d'offres, payable du Trésor Public.

8. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir contre récépissé aux services du Gouverneur de la Région de l'Est au plus tard le **16 JUILLET 2021 à 11 heures**, heure locale et devra porter la mention suivante :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°007
/AONO/B/SDG/CRPM-ES/2021 DU 25 JUIN 2021 POUR LES ETUDES GEOTECHNIQUES POUR LA
CONSTRUCTION DE LA DELEGATION REGIONALE DE L'ÉDUCATION DE BASE.**

**FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC. EXERCICE 2021.
A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »**

9. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres est de trois (03) mois. Ce délai court à compter de la notification de l'Ordre de service de commencer les prestations ou de celle indiquée.

10. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce n° 12 du DAO. Le montant de la caution, valable pendant trente (30) jours et au-delà de la date originale de validité des offres, est fixé à **Six cent mille (600 000) FCFA**.

11. Recevabilité des Offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce n° 12 du DAO. Le montant de la caution, valable pendant trente (30) jours et au-delà de la date originale de validité des offres, est fixé à Six cent mille (600 000) FCFA.

Les pièces administratives requises devront être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions de présent avis et du dossier d'appel d'offres sera irrecevable.

Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des finances.

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps :

- L'ouverture des offres administratives et techniques contenues dans l'enveloppe A et B aura lieu le **16 JUILLET 2021 à 12 heures** précises par la Commission Régionale de Passation des Marchés de l'Est à Bertoua dans la salle apprêtée à cet effet.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite maîtrise du dossier.

13. Critères d'évaluation

> Critères éliminatoires

- 1) Absence de caution de soumission ;
- 2) Fausse déclaration, documents falsifiés ;
- 3) Note technique inférieure à 70/100 ;
- 4) Omission dans l'offre financière, d'un prix unitaire quantifié ;
- 5) La non production ou le non remplacement d'une pièce du dossier administratif non conforme ou absente dans un délai de 48 heures ;
- 6) Présence d'information financière dans l'offre technique.

> Critères éliminatoires

Ils sont relatifs :

- Expérience de l'entreprise sur 25 points ;
- Moyens techniques et matériels sur 30 points,
- Méthodologie et organisation proposées sur 15 points ;
- Qualification des experts affectés à l'opération sur 25 points ;
- Présentation de l'offre sur 05 points.

A l'issue de l'examen des offres administratives et techniques, seules les offres financières des soumissionnaires qui auront présenté une offre administrative conforme et obtenu une note technique supérieure ou égale à 70 points sur 100 seront analysées.

Il sera attribué aux offres financières de chaque entreprise, une note financière, calculée de la manière suivante :

MM

NFi = X 100

MS

Avec NFi = Note financière, MMD = Montant de la l'offre la moins-disante, MS = montant évalué du soumissionnaire.

La note finale (NF) de chaque soumissionnaire sera obtenue de la manière suivante :

$NI \times 70 + NFi \times 30 \times 100$

100

Avec NF= Note finale, Nt = Note technique.

14. Attribution

L'autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui a soumis l'offre évaluée la mieux-disante. notamment celle ayant obtenu la note finale (NF) la plus élevée.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix jours (90) à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus dans les Services du Gouverneur de la Région de l'Est. Pour toutes tentatives de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler les Services du Gouverneur de la Région de l'Est au 222 241 665 ou le numéro vert de la CONAC « 1517 ».

BERTOUA le 25 Juin 2021

Le GOUVERNEUR

MVONGO GRÉGOIRE

VILLE DE YAOUNDE

COMMUNIQUE PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/CUY/CIPM/2021 DU 15 MARS 2021 POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'ÉQUIPEMENT EN FEUX TRICOLORES DE CERTAINS CARREFOURS DANS LA VILLE DE YAOUNDÉ.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Maire de la Ville de Yaoundé communique :

Les travaux objet de l'appel d'offres suscité ont été attribuées aux entreprises ci-après par lot :

Lot1 : CEGELEC, pour un montant de trois cent quatre-vingt million cinq cent quatre-vingt-quinze mille neuf cent quarante-cinq (380 595 945) francs CFA toutes taxes comprises, le délai d'exécution est de six (06) mois. ;

Lot 2 : SIGNELEC TP, pour un montant de cent cinquante-neuf million neuf cent vingt-neuf mille sept cent cinquante-trois (159 929 753) francs CFA toutes taxes comprises, le délai d'exécution est de six (06) mois.

Lesdites entreprises sont priées de prendre attache avec la Direction du Développement des Infrastructures et des Equipements de la Communauté Urbaine de Yaoundé, pour la signature des marchés.

Par ailleurs, celles n'ayant pas été retenues sont priées de passer retirer leurs offres sous quinzaine. Passé ce délai, ces offres seront détruites.

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le MAIRE

MESSI ATANGANA Luc

COMMUNE DE MOUANKO

COMMUNIQUE N°011/C/RL/DSM/C.MK0/2021 DU 25/06/2021 PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°12/AONO/MOUANKO/CIPM/2021 DU 05/05/2021 RELATIF AUX TRAVAUX D'EQUIPEMENT DU MARCHÉ DE NKAGANZOK EN INFRASTRUCTURES DE CONDITIONNEMENT (CHAMBRE FROIDE ET USINE À GLACE) DANS LA COMMUNE MOUANKO , DÉPARTEMENT DE LA SANAGA MARITIME, RÉGION DU LITTORAL ;

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)**LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MOUANKO Autorité Contractante Communiqué :**

Par Décision N°020/DM/RL/DSM/C.MKO/2021 du 25/06/2021

L'ETS PRINCE'S DREAM a été retenue comme adjudicataire de la Lettre — Commande relative à l'avis d'appel d'offres suscité.

Le résultat de La Sous — Commission d'Analyse des Offres du 14 juin 2021 par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune de Mouanko est ce qui suit:

Soumissionnaire	Offre Administrative	Offre Technique	Offre Financière	Observations
ETS PRINCE'S DREAM	Conforme	Délai : 03 (trois) mois Note = 87,10%	Montant TTC : 54.203.596 FCFA	Adjudicataire

L'adjudicataire est invité à se présenter dans un délai de cinq (05) jours après publication du présent communiqué, à la Commune de Mouanko pour notification de la décision d'attribution et du projet de Lettre — Commande.

*MOUANKO le 25 Juin 2021**Le MAIRE****EBWEA PIERRE HONORÉ***

COMMUNE D'ELIG MFOMO

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/JO3.06/C-EMO/SG/STADU/CIPM/2021 DU 01/07/2021 EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MINI ADDUCTION D'EAU A ELIG-MFOMO CENTRE URBAIN DANS LA COMMUNE D'ELIG-MFOMO, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTREDANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC DE L'EXERCICE 2021, LE MAIRE DE LA COMMUNE D'ELIG-MFOMO, MAITRE D'OUVRAGE, LANCE POUR LE COMPTE DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE, UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA RÉALISATION LES OPÉRATIONS SUS-INDIQUÉES, EN LOT UNIQUE.

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
55 27 351 01 641126 2811 821

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le présent appel d'offres a pour objet, la réalisation des travaux de construction d'une mini adduction d'eau à Elig-Mfomo centre urbain, dans la Commune d'Elig-Mfomo, Département de la Lékié, Région du Centre

2. Consistance des prestations

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres comprennent les opérations suivantes pour le forage :

- Les études géophysiques et d'implantation du forage ;
- Les travaux de Construction du forage ;
- Fourniture et pose des conduites d'adduction ;
- Les travaux de construction d'un château d'eau ;
- Les travaux de fourniture et de pose des conduites de refoulement ;
- Les travaux de pose des bornes fontaines ;

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de montant de francs **TRENTE-CINQ MILLIONS (35 000 000) CFA.**

4. Allotissement

Ces travaux sont constitués en un (01) lot unique.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux Sociétés, Entreprises ou Groupement d'Entreprises, de droit camerounais, exerçant dans le domaine de l'hydraulique.

Par le présent Avis d'Appel d'Offres, les entreprises intéressées sont invitées à fournir dans leurs offres, les informations authentiques qui permettront de retenir l'entreprise pouvant réaliser les prestations après une évaluation approfondie et objective de son dossier.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINDDEVEL, Exercice 2021, sur les lignes d'imputation budgétaire ci-après :

N° LOT	DESIGNATION DES TRAVAUX	MONTANT	IMPUTATION
		(FCFA)	
UNIQUE	CONSTRUCTION D'UNE MINI ADDUCTION D'EAU A ELIG-MFOMO CENTRE	35 000 000	55 27 351 01 641126 2811 821

7. Consultation du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Mairie d'Elig-Mfomo, dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la Mairie d'Elig-Mfomo, dès publication du présent avis, versement de la somme non remboursable de **Cinquante-cinq mille(55.000) FCFA** représentant les frais d'acquisition du dossier d'Elig-Mfomo. La quittance devra avoir le numéro de l'avis d'appel d'offres, lors du retrait du dossier, les soumissionnaires doivent être munis de : Boîte Postale, Téléphone, Fax, Email etc.....

- PRESENTATION DES OFFRES :

Les documents constituant l'offre sont répartis en trois volumes ci-après contenus dans une enveloppe fermée et scellée dont :

- Ø L'enveloppe A contenant les pièces administratives (Volume 1) ;
- Ø L'enveloppe B contenant l'offre technique (Volume 2) ;
- Ø L'enveloppe C contenant l'offre financière (Volume 3).

Les offres ainsi présentées seront placées sous simple enveloppe, fermée et scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres. Les offres seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur autre que le blanc.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en **sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées** devra être déposée contre récépissé sous plis fermé, auprès de la Mairie d'Elig-Mfomo au plus tard le **_23/07/2021_ à 12 Heures** sous le N° **007/AONO/JO3.06/C-EMO/SG/STADU/CIPM/2021 DU _01/07/2021_ EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LES TRAVAUX D'EAU A ELIG-MFOMODANS LA COMMUNE D'ELIG-MFOMO, DEPARTEMENT DE LA LEKIE, REGION DU CENTRE**
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

10. Delai de Livraison

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de ces travaux est fixé à **Quatre-vingt-dix (90) jours** à compter du service(OS) de démarrage des travaux.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque Soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un établissement ou un particulier et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO d'un montant de **Sept cent mille (700.000) Francs CFA** et valable pendant **trente (30) jours** à compter de la date de dépôt des offres.

12. Recevabilité des Offres

Chaque Soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission établie par un établissement financier dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO d'un montant de de **Sept cent mille (700.000) Francs CFA** et valable pendant trente jours. Le cautionnement de soumission peut être remplacé par la garantie d'une caution délivrée conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics. Egalement, les chèques certifiés, les chèques banques et les hypothèques sont acceptés. Toute soumission sans caution sera rejetée.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront **être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par l'émetteur, ou une autorité administrative compétente (Sous-préfet, Préfet, Gouverneur...)** conformément aux stipulations du présent Avis. **La date de validité de toutes les pièces doit être impérativement postérieure à celle du lancement de la consultation.**

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. **Notamment, les offres doivent être déposées par un établissement financier agréé par le Ministère en charge des Finances** ou le non-respect des modèles des pièces de l'Offre.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en **(01) temps**. L'ouverture des offres administrative et financière aura lieu **le 23/07/2021__ à 13h00** au Centre des Marchés (CIPM) de la Commune d'Elig-Mfomo.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une et unique personne de leur choix.

14. Critères d'évaluation

1.1 Pièces Administratives

- Entreprise figurant dans la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics;
- Non production ou non remplacement dans un délai de 48 heures par les soumissionnaires d'une pièce absente ou non conforme;
- L'absence de la caution de soumission à l'ouverture ;
- Pièce falsifiée, ou fausse déclaration (la CIPM et l'Autorité Contractante se réservent le droit de procéder à l'authentification).

1.2 Offre technique

- a) Fausse déclaration, document falsifié ;
- b) Dossier technique incomplet ;
- c) Non satisfaction, au moins, de **70%** des critères essentiels.

1.3 : Offre financière

- a) Offre financière incomplète ;
- b) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié (BPU, DQE et SDP) ;

2 : Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite selon le mode binaire (OUI/NON) sur la base des principaux critères suivants:

- Expérience du personnel d'encadrement;
- Les références de l'entreprise;
- La disponibilité du matériel et des équipements ;
- Méthodologie d'exécution.
- Capacité financière d'un montant minimal de Trente-cinq millions (35 000 000) de francs CFA,

15. Attribution

L'Entreprise attributaire du Marché sera celle dont les offres seront jugées conformes, pour l'essentiel, aux prescriptions du DAO.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée par

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Mairie d'Elig-Mfomo Tél : 677 95 81 52 /

MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE N°
001703/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA SÉLECTION D'UN CABINET, BUREAU
D'ÉTUDES OU D'UNE ENTREPRISE EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN LOGICIEL DE SUIVI DES
DÉTENTEURS D'ARMES ET MUNITIONS AU PROFIT DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE.**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
55 07 093 01 340020 2022.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Administration Territoriale, Maître d'Ouvrage lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence en vue de la mise en place d'un logiciel de suivi des détenteurs d'armes et munitions au profit du Ministère de l'Administration Territoriale.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres consistent en la mise en place d'un logiciel de suivi des détenteurs d'armes et munitions au profit du Ministère de l'Administration Territoriale, et à la formation de ses utilisateurs.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel du projet est de **trente millions (30 000 000)** de francs CFA, Toutes Taxes Comprises.

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité des conditions, aux Cabinets, Bureaux d'Études ou entreprises de droit camerounais installés en République du Cameroun et ayant des compétences dans le domaine de l'informatique, du génie informatique et logiciel.

5. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de l'Administration Territoriale, au titre de l'exercice budgétaire 2021, sur imputation : 55 07 093 01 340020 2022.

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté, dès publication du présent Avis, auprès du Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, Porte 214, 2ème étage.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service des Marchés Publics, dès publication du présent Avis dans le Journal des Marchés de l'ARMP, par voie de presse écrite ou par voie d'affichage dans les locaux du Ministère de l'Administration Territoriale, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

8. Remises des offres

Les offres, rédigées en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, conformes aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devront être déposées contre récépissé au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, porte 214, 2ème étage au plus tard le 21 juillet 2021 à 14H00, heure locale, portant les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCÉDURE D'URGENCE

N° 001703/AONOPU/MINAT/CIPM/2021 DU 29 JUIN 2021 POUR LA SÉLECTION D'UN CABINET, BUREAU D'ÉTUDES OU D'UNE ENTREPRISE EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN LOGICIEL DE SUIVI DES DÉTENTEURS D'ARMES ET MUNITIONS AU PROFIT DU MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE.
« À N'OUVRIR QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT »

9. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution des prestations est de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

10. Cautionnement Provisoire

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de six cents mille (600 000) FCFA.

Cette caution de soumission sera délivrée par une banque de premier ordre ou un établissement financier agréé (e) par le Ministre en charge des finances. La durée de validité de cette caution est de trente (30) jours, au-delà de celle des offres.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des Offres se fera en deux temps. Celle des enveloppes A et B (pièces administratives et offres techniques) aura lieu le 21 juillet 2021 à 15 H 00, heure locale, dans la Salle de Conférences du Ministère de l'Administration, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINAT siégeant en présence des soumissionnaires qui le désirent ou de leurs représentants dûment mandatés.

Les date et heure d'ouverture des offres financières (enveloppe C) quant à elles seront communiquées en temps opportun au (x) soumissionnaire (s) retenu (s) à l'étape précédente.

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

12. Critères d'évaluation

1.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- dossier administratif incomplet ou non conforme en cas de non régularisation dans un délai de quarante-huit heures accordé aux soumissionnaires ;
- fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de Marché au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le MINMAP ;
- note technique inférieure à soixante-quinze sur cent (75/100) des critères d'évaluation ;
- omission, dans le bordereau des prix, d'un prix unitaire quantifié ;

1.2. Critères essentiels

Les critères relatifs à la qualification des candidats porteront sur :

- les qualifications et expériences du personnel ;
- les références des soumissionnaires dans les prestations similaires au cours des cinq dernières années ;
- la compréhension de la mission, présentation de la méthodologie
- le délai d'exécution ;
- la présentation générale de l'offre ;

les moyens logistiques et matériels ;

13. Durée Validité des Offres

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de dépôt des offres.

14. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère de l'Administration Territoriale, Service des Marchés Publics, 2^{ème} étage, porte 214, Tel : 222.22.66.01./-

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le **MINISTRE**

ATANGA NJI PAUL

CAMEROON WATER UTILITIES CORPORATION

COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ COM N°: 476/CW/DG/2021 DU 17/06/2021 PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°012/AONO/CAMWATER/DG/CIPM/2021 DU 20/04/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UNE MAITRISE D'OEUVRE CHARGÉE DU CONTRÔLE ET DE LA SUPERVISION DES TRAVAUX D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DU CENTRE DE MOULOUNDOU.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de la Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER) communique :
Est déclaré adjudicataire du marché relatif à l'Appel d'Offres susmentionné, le soumissionnaire ci-après désigné :

N° du Lot	Maître d'Ouvrage	Entreprise	Montant	Délai d'exécution
Lot Unique	LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAMWATER	STE XPERT CAMEROUN SARL BP:4934	182 937 227 Francs CFA TTC	18 Mois

Le soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter à la Division des affaires Juridiques et des Marchés pour la finalisation du dossier y afférent.

Par ailleurs, Les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs soumissions au Secrétariat de la Commission de Passation des Marchés auprès de la CAMWATER sous quinzaine, faute de quoi celles-ci seront purement et simplement détruites.

DOUALA le 17 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

BOLENGA GERVAIS

CAMEROON WATER UTILITIES CORPORATION

COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ CORN N°: 450/CW/DG/2021 DU 17/06/2021 PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°007/AONO/CAMWATER/DG/CIPM/2021 DU 16/03/2021 POUR LA FOURNITURE DES IMPRIMES COMMERCIAUX A LA CAMWATER.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de la Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER) communique :
Est déclaré adjudicataire du marché relatif à l'Appel d'Offres susmentionné, le soumissionnaire ci-après désigné :

N° du Lot	Maître d'Ouvrage	Entreprise	Montant	Délai d'exécution
Lot Unique	LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAMWATER	ETS FAST SERVICES	347 369 577 Francs CFA TTC	30 Jours

Le soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter à la Division des affaires Juridiques et des Marchés pour la finalisation du dossier y afférent.

Par ailleurs, Les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs soumissions au Secrétariat de la Commission de Passation des Marchés auprès de la CAMWATER sous quinzaine, faute de quoi celles-ci seront purement et simplement détruites.

DOUALA le 17 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

BOLENGA GERVAIS

PORT AUTONOME DE DOUALA

COMMUNIQUÉ N°0004030/DAG/DG/PAD DU 01/07/2021 PORTANT PUBLICATION DU RÉSULTAT DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 089/AONO/PAD/CIPM-AS/2021 DU 28/04/2021 EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR LE NETTOYAGE DE BUREAUX ET LOCAUX DU PORT AUTONOME DE DOUALA.-

[Télécharger la pièce d'origine](#)[Affichage Web](#)

Le Directeur Général du Port Autonome de Douala communique :

Les sociétés dont les noms suivent sont déclarées adjudicataires des marchés relatifs à l'appel d'offres national ouvert visé en objet :

Lots	Soumissionnaires	Montants TTC des offres	Délai d'exécution
1	ALKAN ENVIRONNEMENT BP. 15270 Douala	96 687 900	Vingt-quatre (24) mois
2	MOZALE BP. 5052 Douala	39 717 405	
3	MOZALE BP. 5052 Douala	41 088 303	
4	ALKAN ENVIRONNEMENT BP. 15270 Douala	42 333 786	
5	ALKAN ENVIRONNEMENT BP. 15270 Douala	27 129 375	

Lesdites sociétés sont invitées à prendre l'attache de la Division des Marchés Publics et des Contrats de Partenariat du Port Autonome de Douala, pour l'établissement des projets de marchés y afférents.

Par ailleurs, les soumissionnaires non retenus sont priés de passer retirer leurs soumissions sous quinzaine à la Division des Marchés Publics et des Contrats de Partenariat du Port Autonome de Douala.

Passé ce délai, les offres seront détruites conformément à la réglementation en vigueur.

Le présent communiqué tient lieu de main levée de caution de soumission.

DOUALA le 1 Juillet 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

MOUKOKO NJOH Charles Michaux

VILLE DE YAOUNDE

COMMUNIQUE PORTANT PUBLICATION DES RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°013/AONO/CUY/CIPM/2021 DU 15 AVRIL 2021 POUR LA FOURNITURE D'UN MINIBUS A LA COMMUNAUTE URBAINE DE YAOUNDE

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Maire de la Ville de Yaoundé communique :

Les prestations objet de l'appel d'offres suscité ont été attribuées à la société **CENTRAL MOTORS CAMEROUN (CMC)** , pour un montant de **soixante millions (60 000 000) francs CFA toutes taxes comprises**. Le délai d'exécution des prestations est de trois (03) mois.

Ladite société est priée de prendre attache avec la Direction du Développement des Infrastructures et des Equipements de la Communauté Urbaine de Yaoundé, pour la signature du marché.

YAOUNDE le 29 Juin 2021

Le MAIRE

MESSI ATANGANA Luc

COMMUNE DE BETARE-OYA

AVIS DE CONSULTATION DE DEMANDE DE COTATION N°022/ADC/CBO/SG/CIPM/2021 DU 25 JUIN 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX (02) HANGARS DE FOIN DANS LES LOCALITES DE NDOKAYO ET ZEMBE BORONGO, COMMUNE DE BEATARE OYA, DEPARTEMENT DU LOM ET DJREM, REGION DE L'EST

FINANCEMENT

THE OPEC FUND FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (OFID) , N/A

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Un dossier de demande de cotation incluant les conditions de soumission, un descriptif des travaux et les conditions contractuelles envisagées, est mis à la disposition par le Maire de la commune de BETARE-OYA, Autorité Contractante, pour le compte de la Commune de BETARE-OYA, Maître d'Ouvrage, à toute entreprise qualifiée intéressée à exécuter lesdits travaux.

2. Consistance des prestations

Un dossier de demande de cotation incluant les conditions de soumission, un descriptif des travaux et les conditions contractuelles envisagées, est mis à la disposition par le Maire de la commune de BETARE-OYA, Autorité Contractante, pour le compte de la Commune de BETARE-OYA, Maître d'Ouvrage, à toute entreprise qualifiée intéressée à exécuter lesdits travaux.

3. Cout Prévisionnel

Le cout previsionnel HTVA est de **6.000.000 Francs CFA**

4. Allotissement

N/A

5. Participation et origine

La participation à cet appel à la concurrence est ouverte aux entreprises ayant soumis un dossier de demande de préqualification et étant enregistrées par La Commune dans le domaine d'intervention concerné.

La participation à cet appel à concurrence est aussi ouverte à toute entreprise pouvant répondre aux conditions de qualifications administrative, technique et financière telles que définies dans le dossier de demande de cotation

6. Financement

Financement : PRODEL/COMMUNE DE BETARE-OYA

7. Consultation du Dossier

Le dossier de demande de cotations peut-être consulté à la commune de BETARE-OYA dès publication du présent Avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier de demande de cotations peut-être retiré à la commune de BETARE-OYA. au Secrétariat Particulier du Maire, contre paiement d'une quittance non remboursable de **10 000 (dix mille) francs** à la Recette Municipale de BETARE-OYA à partir du 25 JUIN 2021 pendant les jours ouvrables, entre 07heures heures 30 et 15 heures 30 minutes, dès publication du présent Avis.

9. Remises des offres

Le **20 juillet 2021 à 11 heures**

Le soumissionnaire placera l'original et six (06) copies de son offre dans une enveloppe cachetée adressée à Monsieur le Maire (Autorité Contractante), à déposer à la Commune de BETAREOYA contre recépissé de dépôt.

L'enveloppe cachetée portera la mention : **AVIS DE CONSULTATION DE DEMANDE DE COTATION N°022/ADC/CBO/SG/CIPM/2021 DU 25 JUIN 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX (02) HANGARS DE FOIN DAMS LES LOCALITES DE NDOKAYO ETZEMBE BORONGO, COMMUNE DE BETARE-OYA DEPARTFMFNT DU LOM ET DIEREM RÉGION DE EST "A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement" ».**

10. Délai de Livraison

Le délai d'exécution est de **quatre-vingt-dix (90) jours**

11. Cautionnement Provisoire

N/A

12. Recevabilité des Offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives requises, une caution de soumission délivrée par un établissement bancaire de 1er ordre agréé par le Ministère des Finances d'un montant de 2% du montant prévisionnel soit Cent vingt mille (120 000) FCFA.

La caution devra rester valable Quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de remise des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises, dont la caution de soumission, devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées par l'autorité compétente des administrations ayant émises les pièces originales. Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois.

Les offres parvenues après la date et heure limites de dépôt ne seront pas recevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions de la présente demande de consultation sera déclarée irrecevable.

13. Ouverture des Plis

Le **20 JUILLET 2021 à 12heures** à la salle des actes de la commune de BETARE OYA

14. Critères d'évaluation

N/A

15. Attribution

N/A

16. Durée Validité des Offres

N/A

17. Renseignements Complémentaires

Les noms des soumissionnaires et les montants des offres seront lues à haute voix et seront consignés par le secrétaire de la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune de BETARE-OYA, dans un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis.

BÉTARE-OYA le 25 Juin 2021

Le MAIRE

BABA. Nicolas

MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

COMMUNIQUE N° 0044/DIPL/ D12/SDBMM/SM LE 30 JUIN 2021

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Ministre des Relations Extérieures porte à la connaissance des soumissionnaires que le Dossier d'Appel d'Offres National Ouvert N°09/AONO/MINREX/CIPM/2021 du 18 mai 2021, pour la conception et la mise en place d'un système informatique de recensement des Camerounais à l'étranger est déclaré infructueux car aucun soumissionnaire n'a produit une offre conforme pour l'essentiel.

Par ailleurs, les soumissionnaires ayant déposé des offres sont priés de passer les retirer sous quinzaine.

YAOUNDE le 30 Juin 2021

Le *MINISTRE*

MBELLA MBELLA Lejeune

CAMEROON WATER UTILITIES CORPORATION

COMMUNIQUE D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ CORN N°: 447 /CW/DG/2021 DU 14/06/2021 PORTANT PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°010/AONO/CAMWATER/DG/CIPM/2021 DU 16/03/2021 POUR FOURNITURE DE MATERIELS INFORMATIQUES ET CLIMATISEURS A LA CAMWATER (EN 02 LOTS).

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

Le Directeur Général de la Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER) communique :
Est déclaré adjudicataire du marché relatif à l'Appel d'Offres susmentionné, le soumissionnaire ci-après désigné :

N° du Lot	Maître d'Ouvrage	Entreprise	Montant TTC après rabais 7%	Délai d'exécution
Lot 1	LE DIRECTEUR GENERAL DE LA CAMWATER	HS BTP SARL	220 099 202 Francs CFA TTC	30 Jours
Lot 1		BP : 6164 YAOUNDE	8 872 200 Francs CFA TTC	30 Jours

Le soumissionnaire est par conséquent invité à se présenter à la Division des affaires Juridiques et des Marchés pour la finalisation du dossier y afférent.

Par ailleurs, Les soumissionnaires n'ayant pas été retenus sont priés de passer retirer leurs soumissions au Secrétariat de la Commission de Passation des Marchés auprès de la CAMWATER sous quinzaine, faute de quoi celles-ci seront purement et simplement détruites.

DOUALA le 14 Juin 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

BOLENGA GERVAIS

PUBLICITÉ

Service e-JDM JDM Electronique



Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE CNE Electronique



Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Personne Morale

Société :

Secteur d'activité :

Représentant

ou

Point Focal

Civilité : Mme Mr

Nom :

Prénom :

Fonction :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Personne Physique

Civilité : Mme Mr

Nom :

Prénom :

Profession :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Localisation

Pays : Ville :

Adresse (**) : B.P. :

Tél. (*) : Fax :

E-mail (*) :

Site web :

Option d'Abonnement

- Annuel 49.000 FCFA TTC
- Semestriel 25.000 FCFA TTC
- Trimestriel 15.000 FCFA TTC
- Mensuel 10.000 FCFA TTC

Moyen de paiement

Par virement ou versement dans les comptes ci-dessous :

BICEC : Compte n° 97568660005/16
Banque Atlantique : Compte n° 9510173000510
SCB-Cameroun : Compte n° 9000019311691
EXPRESS UNION : Compte n° 1190008943026
CCEC-SA : Compte n° 100-017265-314-30

Le service est activé dès réception à l'adresse billing@armp.cm, d'une copie du reçu de paiement de frais d'abonnement.

Tout paiement sera automatiquement précédé par une facture.

Pour toute assistance, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse support@armp.cm

(*) séparez les données multiples par les virgules.

(**) quartier, rue, etc....

LE JOURNAL DES MARCHÉS PUBLICS ELECTRONIQUE (e-JDM)

Contenu Riche

- Avis d'appel d'offres lancés
- Attributions effectuées
- Communiqués publiés

Cibles Variées

- Opérateurs économiques
- Investisseurs
- Partenaires Techniques et Financiers
- Administrations publiques et municipales

Exploitation Conviviale

- Recherche multicritères
- Personnalisation de votre JDM
- Accès et consultation faciles sur **Smartphone / Tablette / PC**

Personnalisable par les Abonnés

- Selon votre secteur d'activité
- Selon votre région d'intérêt et d'attrait
- Selon votre surface financière

 www.armp.cm



e-JDM, L'information accessible, l'information crédible, l'information utile...
La meilleure information sur les Marchés Publics !